



OBSERVATOIRE
DE LA CULTURE ET DES
COMMUNICATIONS
DU QUÉBEC

PROFIL DE L'INDUSTRIE AUDIOVISUELLE AU QUÉBEC EN 2018

Pour tout renseignement concernant l'Institut de la statistique du Québec et les données statistiques qui y sont disponibles, s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)
G1R 5T4
Téléphone: 418 691-2401

ou

Téléphone: 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web: www.stat.gouv.qc.ca

Cette publication a été produite par l'Institut de la statistique du Québec, avec la contribution de l'Association québécoise de la production médiatique (AQPM) et en partenariat avec la Table de concertation de l'industrie du cinéma et de la télévision de la Capitale-Nationale, l'Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS), la Guilde canadienne des réalisateurs (DGC), la Société des auteurs de radio, télévision et cinéma (SARTEC), l'Union des artistes (UDA) et l'Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec (ARRQ).

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
3^e trimestre 2019
ISBN : 978-2-550-84449-5 (imprimé)
ISBN : 978-2-550-84450-1 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2018

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Juillet 2019

AVANT-PROPOS

L'industrie audiovisuelle québécoise est dans un processus constant de changements qui l'amènent à s'adapter et à se renouveler. Mentionnons notamment l'accès des consommateurs à des contenus de toutes provenances, grandement facilité par Internet, qui incite les diffuseurs traditionnels à modifier leurs stratégies d'affaires. Ces transformations ont une incidence sur l'ensemble des intervenants et des composantes de l'industrie.

C'est dans ce contexte qu'à la demande de l'Association québécoise de la production médiatique (AQPM), l'Observatoire de la culture et des communications de l'Institut de la statistique du Québec livre la quatrième édition du *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec*.

Les statistiques ainsi que les données administratives présentées dans cette publication offrent un portrait de l'évolution de cette industrie et des tendances observées dans ses diverses composantes, qu'il s'agisse de la production, de la distribution ou de la diffusion des contenus audiovisuels au Québec.

Ce travail a été réalisé grâce à l'initiative et à la contribution de l'Association québécoise de la production médiatique (AQPM), en partenariat avec la Table de concertation de l'industrie du cinéma et de la télévision de la Capitale-Nationale, l'Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS), la Guilde canadienne des réalisateurs (DGC), la Société des auteurs de radio, télévision et cinéma (SARTEC), l'Union des artistes (UDA) et l'Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec (ARRQ).

Nous remercions ces partenaires ainsi que la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), Téléfilm Canada, le Fonds des médias du Canada (FMC) et le Bureau des grands événements de la Ville de Québec de nous avoir fourni les données nécessaires à la réalisation de ce portrait exhaustif.

Le directeur général

A stylized, handwritten signature in black ink that reads "Florea D.".

Daniel Florea

La présente publication a été réalisée par : Claude Fortier, chargé de projets
Daniel Beaulieu, technicien
Observatoire de la culture et des communications du Québec
Institut de la statistique du Québec

Direction des statistiques de la société
du savoir et Observatoire de la culture
et des communications du Québec : Dominique Jutras, directeur

Ont apporté leur précieuse collaboration :
à la relecture: Sylvie Marceau
à la révision linguistique: Micheline Lampron, (pigiste)
à la mise en page: Andrée-Ann Sénéchal
à la coordination de l'édition: Danielle Laplante
Direction de la diffusion et des communications
Institut de la statistique du Québec

Pour tout renseignement concernant
le contenu de cette publication : Observatoire de la culture et des communications du Québec,
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2414
Télécopieur : 418 643-4129

Notice bibliographique suggérée :

FORTIER, Claude (2019). *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec en 2018*, [En ligne], Québec, Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, 132 p. [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/culture/cinema-audiovisuel/profil-audiovisuel-2018.pdf].

Signes conventionnels

%	Pour cent ou pourcentage
n	Nombre
k	Millier
...	N'ayant pas lieu de figurer
..	Donnée non disponible
—	Néant ou zéro
—	Donnée infime
\$	En dollars
x	Donnée confidentielle
M	Million
r	Donnée révisée

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
1 SURVOL 2017-2018	9
2 APPORT ÉCONOMIQUE	19
Faits saillants de 2017-2018	19
3 LA PRODUCTION QUÉBÉCOISE DE CONTENU	25
Faits saillants de 2017-2018	25
Types de productions	26
Financement	29
Production par région administrative.....	31
Coup d'œil sur la Capitale-Nationale.....	35
4 LA PRODUCTION TÉLÉVISUELLE QUÉBÉCOISE.....	45
Faits saillants de 2017-2018	45
Format.....	46
Langue.....	48
Genres	50
Financement	52
Productions soutenues par le Fonds des médias du Canada	56
5 LA PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE QUÉBÉCOISE.....	59
Faits saillants de 2017-2018	59
Genre	60
Langue des longs métrages de fiction	61
Financement	63
Longs métrages soutenus par le Fonds du long métrage du Canada	65

6	LES COPRODUCTIONS AUDIOVISUELLES	67
	Faits saillants de 2017	67
	Coproductions régies par des traités	68
	Coproductions dans les données du CIRQ	76
7	LA PRODUCTION ÉTRANGÈRE ET LES SERVICES DE PRODUCTION	81
	Faits saillants de 2017-2018	81
8	LA PRODUCTION INTERNE	87
	Faits saillants de 2017	87
9	LA PRODUCTION POUR MÉDIAS NUMÉRIQUES	89
	Faits saillants de 2017-2018	89
10	LA DISTRIBUTION	91
	Faits saillants de 2017	91
11	LA PRÉSENTATION EN SALLE	95
	Faits saillants de 2018	95
12	LA TÉLÉDIFFUSION	103
	Faits saillants de 2018	103
13	LES ENTREPRISES DE DISTRIBUTION DE RADIODIFFUSION	107
	Faits saillants de 2017	107
	ANNEXE A	111
	Production cinématographique et télévisuelle au Québec selon les données du Profil canadien	111
	ANNEXE B	115
	Notes méthodologiques concernant le calcul de l'incidence économique	115
	Méthodologie	115
	Notes de calcul	116
	ANNEXE C	117
	Apport économique selon le compte satellite de la culture	117
	Faits saillants de 2017	117
	ANNEXE D	123
	Capitale-Nationale	123

INTRODUCTION

L'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ), à la demande de l'Association québécoise de la production médiatique (AQPM) et en partenariat avec la Table de concertation de l'industrie du cinéma et de la télévision de la Capitale-Nationale, l'Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec (ARRQ), l'Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS), la Guilde canadienne des réalisateurs (DGC), la Société des auteurs de radio, télévision et cinéma (SARTEC) et l'Union des artistes (UDA), présente cette quatrième édition du *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec*. La présentation des figures et tableaux de ce document est inspirée de la structure employée dans le *Profil : Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, produit chaque année par le Groupe Nordicité pour l'Association canadienne des producteurs médiatiques (ACPM), l'Association québécoise de la production médiatique (AQPM) et Patrimoine canadien. Le but visé par le *Profil* est, notamment, de faciliter une comparaison des tendances québécoises avec les tendances canadiennes.

Les chapitres 1 et 2 dressent un portrait global de la production sur écran au Québec et des industries de l'audiovisuel. Cette information est détaillée dans 11 sections additionnelles, parmi lesquelles sept portent sur la production (la production télévisuelle indépendante, la production cinématographique, les coproductions, la production étrangère et les services de production, la production interne des télédiffuseurs et la production pour médias numériques convergents). À cela s'ajoutent ensuite des statistiques sur la distribution, la télédiffusion, l'exploitation en salles ainsi que sur les entreprises de distribution de la radiodiffusion.

1

SURVOL 2017-2018

Production cinématographique et télévisuelle

	Projets (n)	Valeur (M\$)
• Hausse du nombre de projets (4,5 %) et de la valeur de la production télévisuelle indépendante (14 %) (figure 1.3).	516	748
– baisse (–3 %), pour une deuxième année consécutive, de la valeur de la production télévisuelle en français, dans la catégorie fiction, variétés et magazines (–11 M\$).	261	427
– hausse exceptionnelle (261 %) de la valeur de la production télévisuelle en d'autres langues que le français, dans la catégorie fiction, variétés et magazines (+107 M\$) (figure 1.1).	21	149
• Baisse de 12 % de la valeur de la production des documentaires en français et hausse de 61 % relativement à ceux produits dans une autre langue que le français (figure 1.1).	181	102
	34	42
• Légère hausse du nombre de projets (2 %), mais baisse de la valeur (–18 %) de la production cinématographique (figure 1.3).	57	145
– hausse de 3 % de la valeur de production des longs métrages de fiction en français.	27	98
– baisse de 55 % de la valeur de production des longs métrages de fiction dans une autre langue que le français (figure 1.1).	7	32

Production étrangère et services de production

• Hausse de 30 % (+167 M\$) de la valeur de la production étrangère et des services de production, pour un total de 718 M\$.	94	718
• Hausse du nombre de productions de 27 %, à 94, soit un nouveau sommet (figure 1.3).		

Production interne

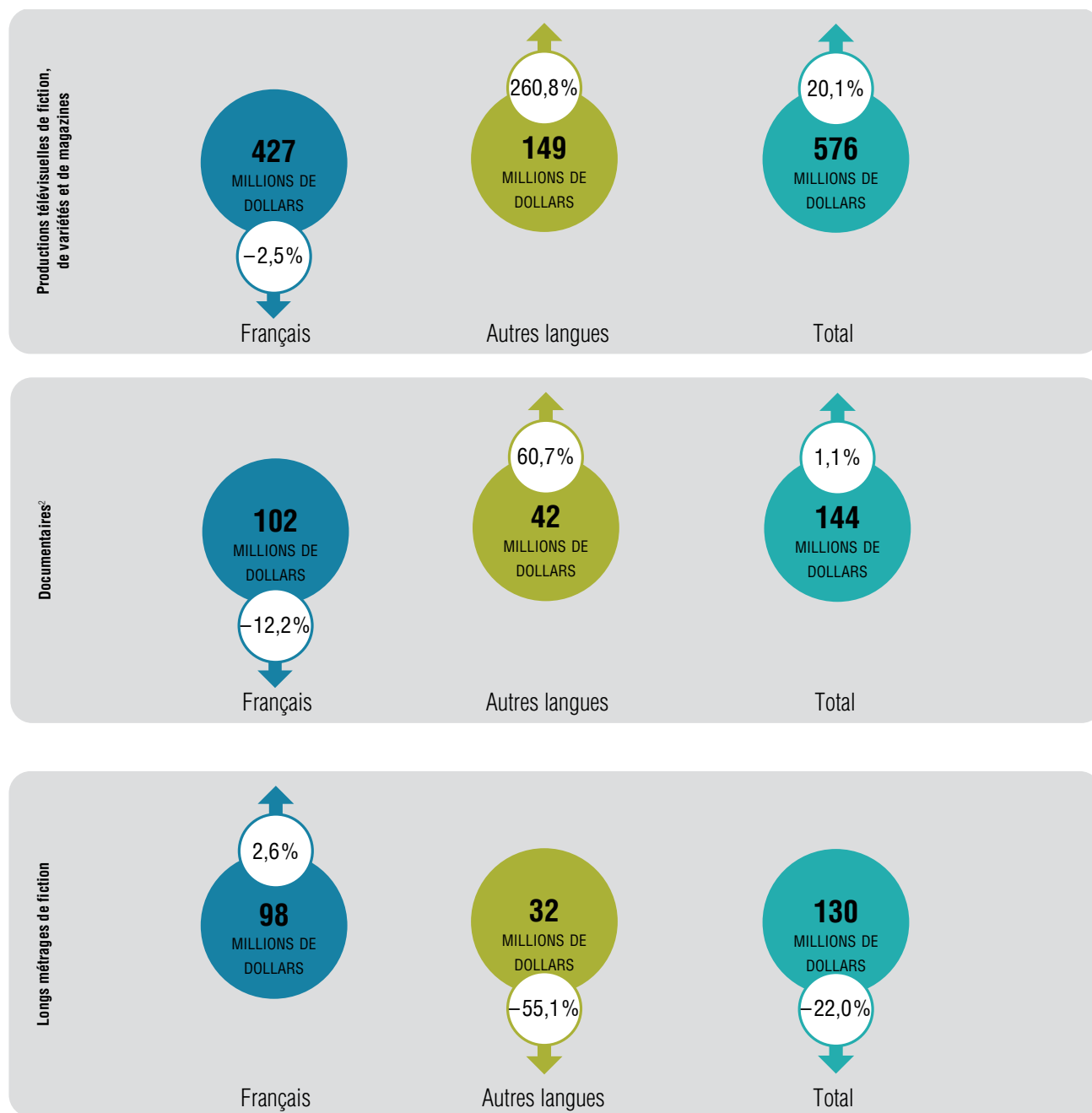
• Baisse de 17 % (–63 M\$) de la valeur de la production interne des télédiffuseurs (308 M\$), liée à la baisse du volume de production interne de la SRC pour les émissions d'information (–25 M\$) et de sports (–22 M\$) (figure 1.3).	..	308
---	----	-----

Industrie de l'audiovisuel dans sa totalité

• Hausse de 9 % (+164 M\$) du volume global de la production de l'industrie audiovisuelle au Québec.	..	..
• La valeur de la production cinématographique et télévisuelle au Québec atteint un nouveau sommet en 2017-2018, soit 1,9 G\$ (figure 1.6).	..	1 919

Figure 1.1

Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise¹ selon le type de production et la langue, Québec, 2017-2018



1. Exclut l'animation, les courts métrages et les moyens métrages. La répartition selon la langue n'est pas disponible pour ces types de productions.

2. Inclut tous les formats.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

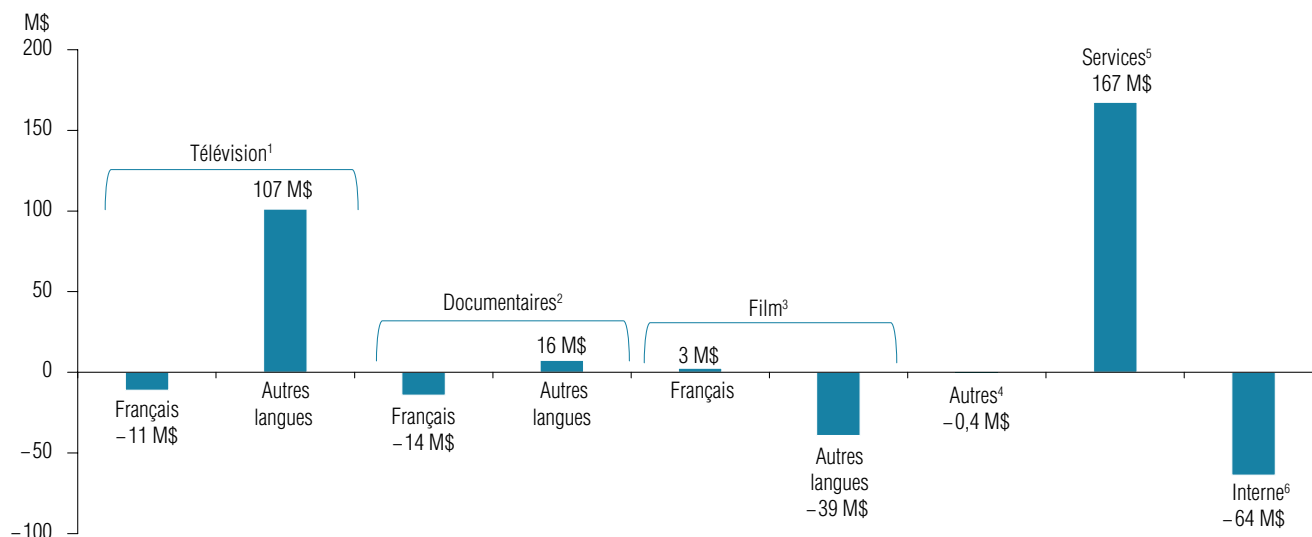
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

En 2017-2018, la production cinématographique et télévisuelle au Québec se démarque par des variations particulières dans la structure de la production selon la langue : baisse de la production québécoise en français, pour une deuxième année de suite, et hausse de celle en d'autres langues. En fait, la croissance de la production globale en 2017-2018 est attribuable d'abord à une augmentation de la valeur des services de production et de la production étrangère, soit 167 M\$ (30 %) de plus que l'année précédente. À cela s'ajoute une croissance exceptionnelle de la valeur de la production télévisuelle de

fiction, de variétés et de magazines en d'autres langues que le français. La valeur de cette production s'élève à 149 M\$ et représente plus du triple de la valeur moyenne des quatre années précédentes (44 M\$). Par contre, la valeur de la production de cette catégorie en français diminue pour une deuxième année consécutive, pour s'établir à 427 M\$, alors que la moyenne des cinq dernières années est de 415 M\$.

Figure 1.2

Variation de la valeur de la production cinématographique et télévisuelle, Québec, 2016-2017 à 2017-2018



1. Productions télévisuelles de fiction, de variétés et de magazines.

2. Tous les formats de documentaires.

3. Longs métrages de fiction.

4. Inclut l'animation, les courts métrages et les moyens métrages.

5. Production étrangère et services de production.

6. Production interne des télédiffuseurs.

Sources : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

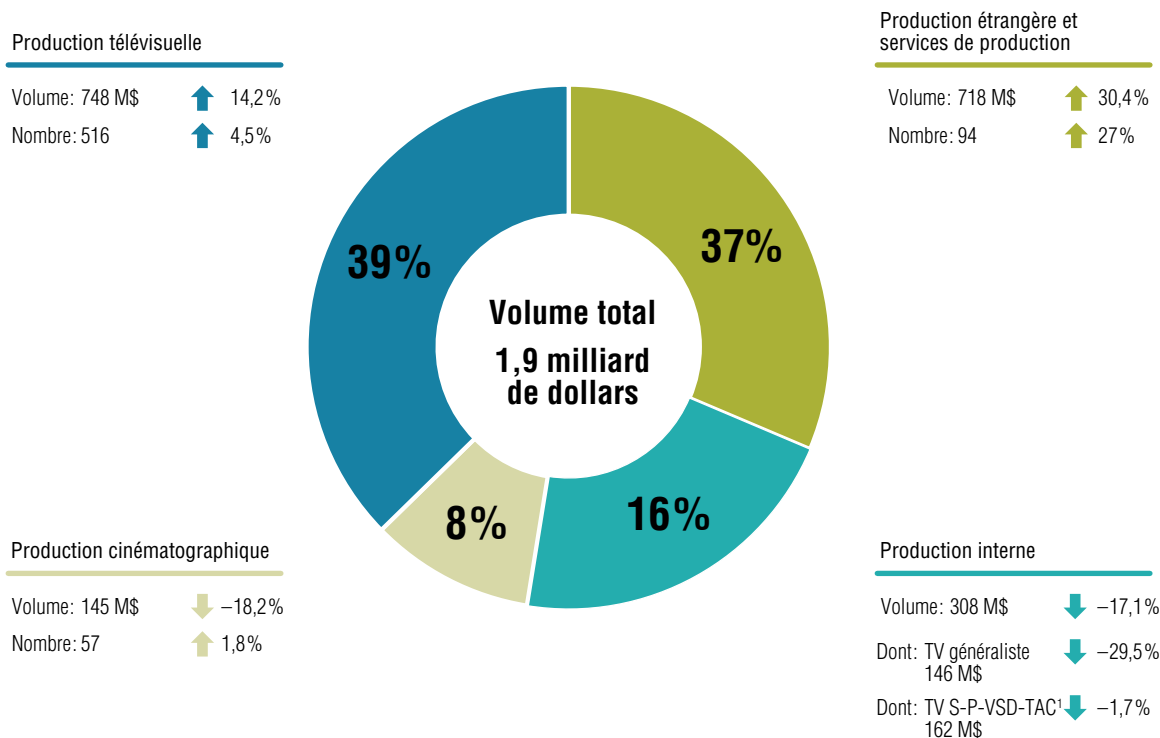
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2013-2017.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2013-2017.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 1.3

Production cinématographique et télévisuelle au Québec, 2017-2018

1. Services de télévision spécialisés, payants, vidéo sur demande et télévision à la carte.

Note : Il peut y avoir des différences entre les données publiées ici et les données pour le Québec que l'on retrouve dans le Profil canadien. En général, il y a une concordance dans l'évolution des différents secteurs selon les deux sources. Toutefois, pour 2017-2018, les données présentées ici montrent une hausse de la valeur globale de la production de 9 %, soit une croissance plus prononcée que celle indiquée dans le Profil canadien, dont les données révèlent une hausse de 2 %. Voir l'annexe A pour plus de détails.

Sources : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2013-2017.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2013-2017.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La production télévisuelle indépendante constitue la plus importante composante de la production sur écran au Québec (748 M\$). Sa croissance de 14 % hausse sa part dans le volume de production de 37 % à 39 %.

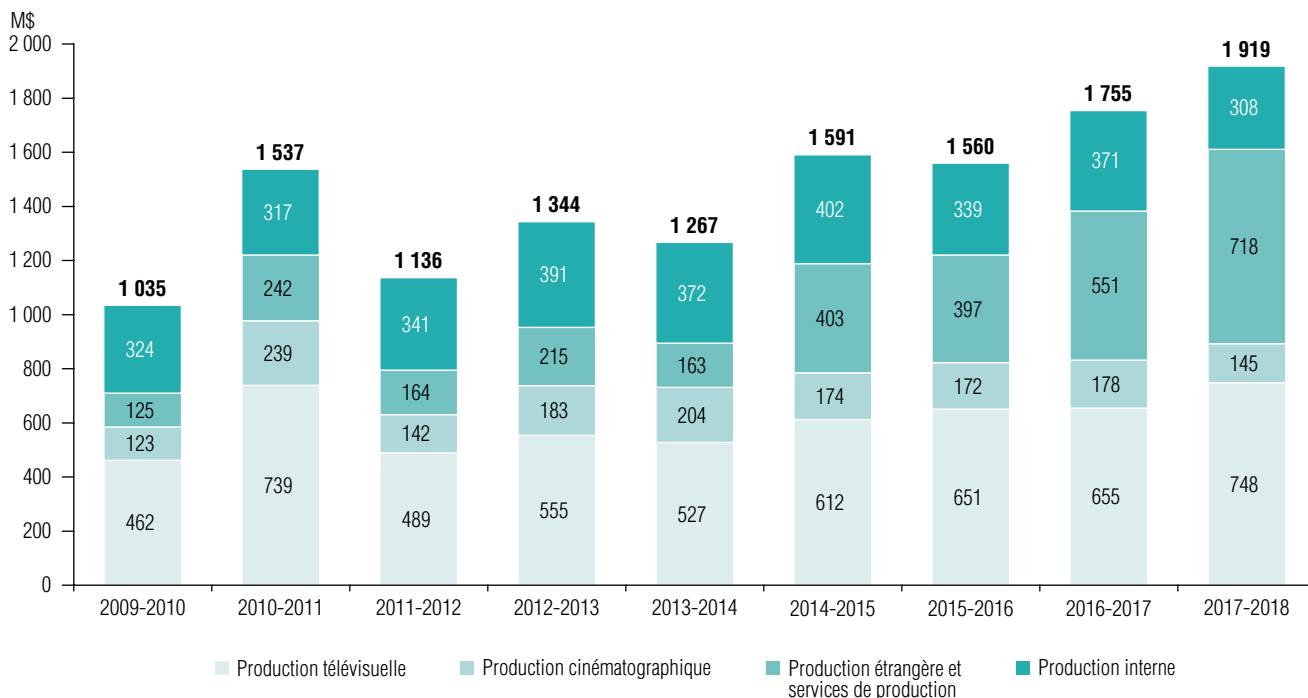
La production cinématographique recule quant à elle de 18 %, et sa part dans la production globale diminue pour une deuxième année, se chiffrant à 8 % par rapport à 10 % en 2016-2017.

Jadis deuxième en importance, la valeur de la production interne des télédiffuseurs est dépassée, pour une quatrième année de suite, par celle de la production

étrangère et des services de production. Cette dernière compte maintenant pour 37 % de la production globale. Quant à la production interne, elle représente 16 % de la production globale.

Au total, la valeur de la production cinématographique et télévisuelle au Québec atteint un nouveau sommet en 2017-2018, soit 1,9 G\$. Il s'agit de la valeur la plus élevée des 10 dernières années.

Figure 1.4

Production¹ de l'industrie cinématographique et télévisuelle, Québec, 2009-2010 à 2017-2018

1. Le volume de la production cinématographique et télévisuelle constitue la somme des coûts de production des productions admissibles au programme de crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise, de la production interne des télédiffuseurs et de la valeur de la production étrangère et des services de production. La production interne pour les services spécialisés et payants provient des dépenses de « Matériel d'intermède + production d'émission » pour les services spécialisés, payants, à la carte et de vidéo sur demande en français. La production interne des télédiffuseurs généralistes est la somme des dépenses de production de stations locales et des paiements au réseau pour les stations de télévision privées et de la SRC/CBC. La valeur de la production étrangère et des services de production correspond à la part québécoise du devis de productions ayant bénéficié du Programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle, selon l'année de délivrance de la décision préalable favorable.

Sources : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

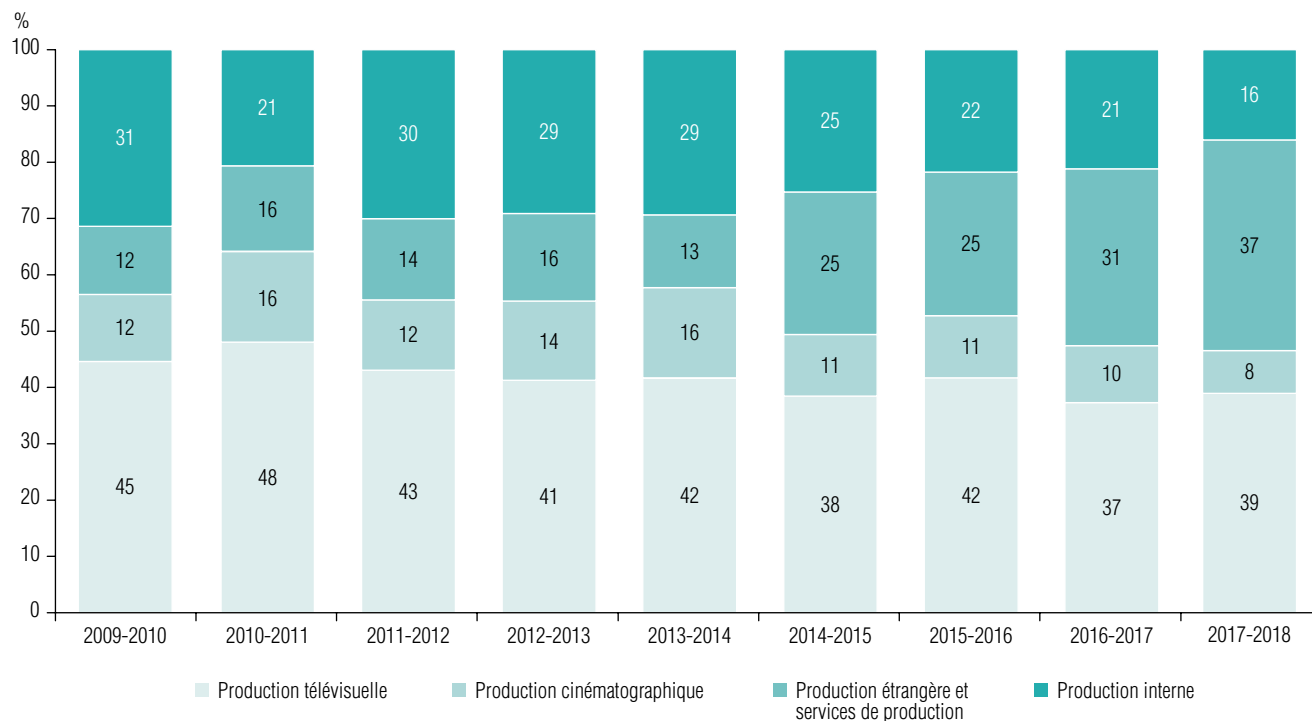
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2009-2013 et 2013-2017.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2009-2013 et 2013-2017.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 1.5

Répartition de la production¹ de l'industrie cinématographique et télévisuelle, Québec, 2009-2010 à 2017-2018

1. Le volume de la production cinématographique et télévisuelle constitue la somme des coûts de production des productions admissibles au programme de crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise, de la production interne des télédiffuseurs et de la valeur de la production étrangère et des services de production. La production interne pour les services spécialisés et payants provient des dépenses de « Matériel d'intermède + production d'émission » pour les services spécialisés, payants, à la carte et de vidéo sur demande en français. La production interne des télédiffuseurs généralistes est la somme des dépenses de production de stations locales et des paiements au réseau pour les stations de télévision privées et de la SRC/CBC. La valeur de la production étrangère et des services de production correspond à la part québécoise du devis de productions ayant bénéficié du Programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle, selon l'année de délivrance de la décision préalable favorable.

Sources : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

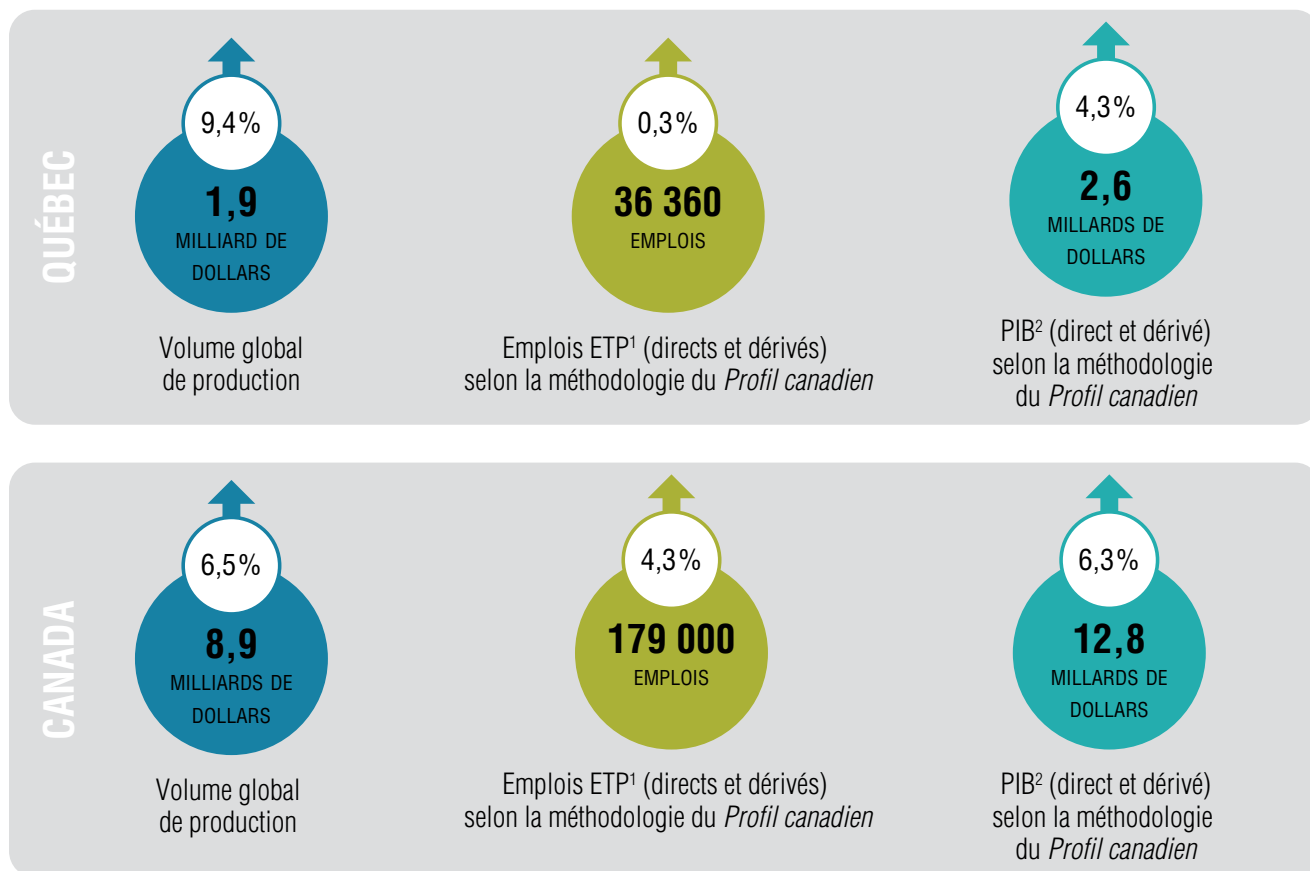
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2009-2013 et 2013-2017.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2009-2013 et 2013-2017.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 1.6

Production cinématographique et télévisuelle québécoise et canadienne, Québec et Canada, 2017-2018

1. ETP : Équivalents temps plein

2. PIB : Produit intérieur brut

Note : Emplois et contribution au produit intérieur brut (PIB) pour le Québec : Il s'agit du nombre d'emplois et du PIB calculés selon la méthodologie du Profil canadien sur la base des estimations de la production globale présentées à la figure 1.3.

Sources : Volume global de production au Québec :

Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2013-2017.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2013-2017.

Données pour le Canada : Nordicité (2019). *Profil 2018. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada.*

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 1.1

Marché cinématographique et télévisuel québécois, 2017-2018

Population du Québec (2018)	8 390 499
Ménages (2017)	3 531 660
Écrans de cinéma et ciné-parcs (2018)	102
Assistance dans les établissements cinématographiques (2018)	19 090 233
Services de télévision offerts au Canada en 2017	793
Services de télévision canadiens	447
dont les services de télévision québécois ¹	76
Services de télévision étrangers	346
Proportion des ménages québécois avec un service de télévision (2017)	76,9 %
ayant la télédistribution (le câble)	56,7 %
ayant une antenne parabolique	13,9 %
ayant la télévision par ligne téléphonique	6,3 %
Abonnés de services de câblodistribution et de TVIP ² (2017)	2 304 843

1. Incluant 37 services spécialisés, payants, à la carte et sur demande en français ou bilingues, 27 services privés commerciaux, 7 services de la SRC/CBC, 2 chaînes éducatives et 3 stations communautaires.

2. Excluant les abonnés à un service de télédistribution par satellite ou à un service de distribution multipoint multicanal (SDM). TVIP : télévision sur protocole Internet.

Sources : Institut de la statistique du Québec.

Population : www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/structure/qc_1971-20xx.htm (Consulté le 3 mars 2019).

Ménages : www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/familles-menages/tableau_02.htm (Consulté le 3 mars 2019).

Cinéma : *Enquête sur les projections cinématographiques*.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

Relevés statistiques et financiers de la distribution de radiodiffusion 2013-2017.

Rapport de communication 2018, tableau 9.2.

Statistique Canada :

Fondé sur la base de données sur la radiodiffusion et la télédiffusion, août 2018.

Tableau 203-0027, [En ligne], CANSIM. [www150.statcan.gc.ca/n1/fr/type/donnees] (Consulté le 23 janvier 2019). [Adapté par l'Institut de la statistique du Québec].

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Les principales sources de financement des productions télévisuelles québécoises sont les contributions des diffuseurs (42 %), suivies des crédits d'impôt (25 %). Pour les longs métrages de fiction, le financement est surtout public (36 %) et de sources étrangères (29 %).

La contribution des diffuseurs, dans le financement des productions télévisuelles, n'est pas la même selon la langue. Elle est ainsi de 51 % pour les productions en français et de 16 % pour celles dans une autre langue. Pour ces productions, c'est le financement de sources étrangères, avec 41 %, qui représente le principal apport (1 % pour les productions en français).

Tableau 1.2

Financement de la production québécoise, selon la langue, Québec, 2017-2018

Marché	Langue	Crédits d'impôt	Financement public ¹	Diffuseurs	Distributeurs canadiens	Sources étrangères	Autres sources privées	Total
k\$								
Productions télévisuelles ²	Français	117 687	65 816	217 432	1 836	4 553	21 021	428 346
	Autres langues	24 000	15 820	23 401 ³	11 809	61 112	13 126	149 268
Longs métrages de fiction	Français	15 350	38 306	408	3 444	28 999	11 826	98 331
	Autres langues	5 286	9 155	116	565	8 624	8 205	31 951
Documentaires ⁴	Français	27 155	19 255	39 520	370	7 500	8 696	102 495
	Autres langues	11 136	5 671	12 890 ⁶	7 061	1 882	3 203	41 844
Autres marchés ⁵	Ensemble des langues	9 221	9 852	7 931 ⁷	298	11 111	5 261	43 673
Total	Ensemble des langues	209 834	163 875	301 697⁸	25 382	123 781	71 337	895 908
%								
Productions télévisuelles ²	Français	27,5	15,4	50,8	0,4	1,1	4,9	100,0
	Autres langues	16,1	10,6	15,7	7,9	40,9	8,8	100,0
Longs métrages de fiction	Français	15,6	39,0	0,4	3,5	29,5	12,0	100,0
	Autres langues	16,5	28,7	0,4	1,8	27,0	25,7	100,0
Documentaires ⁴	Français	26,5	18,8	38,6	0,4	7,3	8,5	100,0
	Autres langues	26,6	13,6	30,8	16,9	4,5	7,7	100,0
Autres marchés ⁵	Ensemble des langues	21,1	22,6	18,2	0,7	25,4	12,0	100,0
Total	Ensemble des langues	23,4	18,3	33,7	2,8	13,8	8,0	100,0

1. Excluant les crédits d'impôt.

2. Productions télévisuelles de fiction, de variétés et de magazines.

3. Incluant 546 k\$ de télédiffuseurs hors Québec.

4. Inclut tous les formats.

5. Inclut l'animation, les courts métrages et les moyens métrages.

6. Incluant 6 731 k\$ de télédiffuseurs hors Québec.

7. Incluant 83 k\$ de télédiffuseurs hors Québec.

8. Incluant 7 360 k\$ de télédiffuseurs hors Québec.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 1.3

Financement de la production québécoise, selon le genre, Québec, 2017-2018

Marché	Genre	Crédits d'impôt	Financement public ¹	Diffuseurs	Distributeurs canadiens	Sources étrangères	Autres sources privées	Total
k\$								
Télévision	Fiction	77 831	67 315	106 657	13 086	65 714	15 706	346 310
	Documentaires	33 718	22 267	52 210 ²	1 248	9 024	10 582	129 049
	Variétés	33 287	10 114	72 002 ³	23	—	7 076	122 502
	Magazines	30 569	4 208	62 174	535	—48	11 365	108 802
	Autres genres	9 221	9 852	7 931 ⁴	298	11 111	5 261	43 673
Salles	Fiction	20 635	47 461	524	4 009	37 623	20 030	130 282
	Documentaires	4 573	2 659	200 ⁵	6 184	358	1 317	15 290
Total	Tous les genres	209 834	163 875	301 697⁶	25 382	123 781	71 337	895 908
%								
Télévision	Fiction	22,5	19,4	30,8	3,8	19,0	4,5	100,0
	Documentaires	26,1	17,3	40,5	1,0	7,0	8,2	100,0
	Variétés	27,2	8,3	58,8	0,0	—	5,8	100,0
	Magazines	28,1	3,9	57,1	0,5	—	10,4	100,0
	Autres genres	21,1	22,6	18,2	0,7	25,4	12,0	100,0
Salles	Fiction	15,8	36,4	0,4	3,1	28,9	15,4	100,0
	Documentaires	29,9	17,4	1,3	40,4	2,3	8,6	100,0
Total	Tous les genres	23,4	18,3	33,7	2,8	13,8	8,0	100,0

1. Excluant les crédits d'impôt.

2. Incluant 6 648 k\$ de télédiffuseurs hors Québec.

3. Incluant 546 k\$ de télédiffuseurs hors Québec.

4. Incluant 83 k\$ de télédiffuseurs hors Québec.

5. Incluant 84 k\$ de télédiffuseurs hors Québec.

6. Incluant 7 360 k\$ de télédiffuseurs hors Québec.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

2 APPORT ÉCONOMIQUE

FAITS SAILLANTS DE 2017-2018

- Hausse de 9 % de la contribution directe au produit intérieur brut (PIB) (tableau 2.2).
- Faible hausse (0,3 %) du nombre estimé d'emplois directs générés (tableau 2.1).

À titre d'information et aux fins de comparaison, ce chapitre présente les résultats de l'« incidence économique » selon la méthodologie décrite dans le *Profil* canadien, mais sur la base des données de production recueillies pour ce rapport (voir notamment la figure 1.3).

Selon ces estimations, en production cinématographique et télévisuelle au Québec, en 2017-2018, il y aurait 14 320 emplois directs, un résultat similaire à celui de l'année précédente (14 275). Le PIB serait de 976 M\$, en hausse de 9 %. Aux fins de clarification, l'annexe B présente une note méthodologique et l'annexe C des résultats de l'apport économique des secteurs selon le compte satellite de la culture.

Estimation de l'apport économique

Nous ne pouvons pas émettre d'opinion au regard de la fiabilité de ces données, car pour faire les estimations, on a recours à une approche différente des méthodologies utilisées habituellement par l'Institut de la statistique du Québec pour produire des statistiques sur le PIB (selon la valeur ajoutée), la rémunération et l'emploi.

Ces estimations ne tiennent pas compte de l'influence potentielle des changements technologiques, organisationnels ou structurels sur la productivité des intrants et sur la rémunération de la main-d'œuvre du secteur. Elles tiennent compte du volume de production, mesuré par les coûts (donc par les dépenses de production) et des variations de la rémunération moyenne.

Toutefois, une comparaison des estimations publiées dans le *Profil* canadien avec les données de Statistique Canada, et présentée dans le tableau C.3 de ce document, permet d'observer que les résultats de l'estimation de Nordicité quant aux incidences économiques directes des composantes de la chaîne de valeur pour le Canada, en 2015, 2016 et 2018, excluant la production interne, se distinguent de ceux que l'on retrouve dans les estimations du Compte satellite de la culture en ce qui concerne le nombre d'emplois et le PIB pour l'ensemble des industries du domaine du film et de la vidéo (tableau C.3). Dans les estimations de Nordicité, le nombre d'emplois et le PIB sont plus élevés.

L'annexe C présente les données tirées des comptes nationaux, du Compte satellite de la culture et de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH), de Statistique Canada. D'après les résultats du Compte satellite, on constate une croissance de 7 % du PIB dans le domaine du film et de la vidéo (incluant la production, la postproduction, la distribution et l'activité des salles de cinéma) au Québec, entre 2016 et 2017 (tableau C.2). Par ailleurs, on dénombre 18 043 emplois dans ce domaine, soit une hausse de 4 % entre 2016 et 2017 (tableau C.1).

Tableau 2.1

Emplois ETP attribuables à la production cinématographique et télévisuelle, selon le secteur, calculés selon la méthodologie décrite dans le Profil canadien¹, Québec, 2015-2016 à 2017-2018

	2015-2016	2016-2017	2017-2018
	n		
Production télévisuelle québécoise			
Directs	5 459	5 429	5 710
Dérivés	8 400	8 355	8 787
Total	13 859	13 784	14 498
Production cinématographique québécoise			
Directs	1 441	1 474	1 110
Dérivés	2 218	2 268	1 708
Total	3 659	3 742	2 818
Production étrangère et services de production			
Directs	3 132	4 292	5 152
Dérivés	4 821	6 604	7 929
Total	7 953	10 896	13 081
Production interne			
Directs	2 846	3 080	2 349
Dérivés	4 379	4 740	3 615
Total	7 225	7 820	5 964
Ensemble de la production cinématographique et télévisuelle			
Directs	12 878	14 275	14 322
Dérivés	19 818	21 967	22 039
Total	32 697	36 242	36 361

1. Voir les notes méthodologiques à l'annexe B.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Les estimations sont fondées sur les données des sources suivantes selon la méthodologie décrite dans le *Profil 2018*.

Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada :

Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2013-2017.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2013-2017.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 2.2

Produit intérieur brut de la production de l'industrie cinématographique et télévisuelle, calculé selon la méthodologie décrite dans le Profil canadien¹, Québec, 2016-2017 et 2017-2018

	Direct	Secondaire	Total
	M\$		
2016-2017			
Production québécoise			
Production télévisuelle	340	606	947
Production cinématographique	92	165	257
Sous-total	433	771	1 204
Production étrangère et services de production	269	479	748
Production interne	193	365	558
Total	895	1 615	2 510
2017-2018			
Production québécoise			
Production télévisuelle	389	648	1 037
Production cinématographique	76	126	202
Sous-total	465	774	1 238
Production étrangère et services de production	351	585	936
Production interne	160	283	443
Total	976	1 641	2 617

1. Voir les notes méthodologiques à l'annexe B.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Les estimations sont fondées sur les données des sources suivantes selon la méthodologie décrite dans le *Profil 2018. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada* :

Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2013-2017.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2013-2017.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 2.3

Revenu de travail de la production de l'industrie cinématographique et télévisuelle, calculé selon la méthodologie décrite dans le Profil canadien¹, Québec, 2016-2017 et 2017-2018

	Direct	Secondaire	Total
	M\$		
2016-2017			
Production québécoise			
Production télévisuelle	327	407	734
Production cinématographique	89	110	199
Sous-total	416	517	934
Production étrangère et services de production	259	322	580
Production interne	186	231	417
Total	861	1 070	1 931
2017-2018			
Production québécoise			
Production télévisuelle	374	435	809
Production cinématographique	73	85	157
Sous-total	447	519	966
Production étrangère et services de production	337	392	730
Production interne	154	179	333
Total	938	1 091	2 029

1. Voir les notes méthodologiques à l'annexe B.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Les estimations sont fondées sur les données des sources suivantes selon la méthodologie décrite dans le *Profil 2018. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada* :

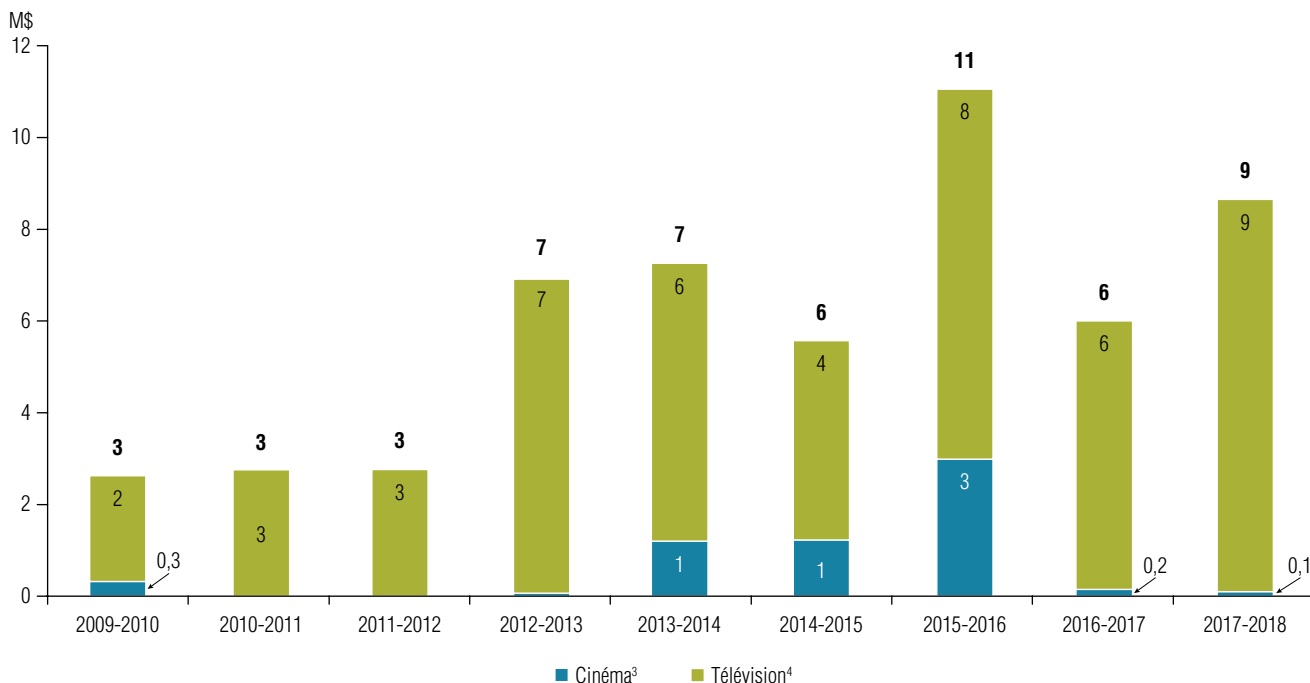
Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2013-2017.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2013-2017.

Figure 2.1

Préventes pour exportation¹ de la production cinématographique et télévisuelle selon le marché, Québec, 2009-2010 à 2017-2018²

1. La valeur des préventes pour exportation se compose des préventes à des télédiffuseurs hors Québec, à des distributeurs étrangers et à des exportateurs, mais seulement pour la part nationale du financement.

2. Les résultats pour chaque année tiennent compte de projets qui ont donné lieu à des révisions de décisions préalables rendues au cours des années précédentes. Comme la règle appliquée au traitement des données consiste à comptabiliser l'écart entre la décision originale et la décision révisée, certaines valeurs peuvent être négatives.

3. Inclut les longs métrages de fiction et les longs métrages documentaires.

4. La télévision inclut les productions télévisuelles, les courts et moyens métrages et l'animation, de même que les documentaires autres que les longs métrages.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

3 LA PRODUCTION QUÉBÉCOISE DE CONTENU

FAITS SAILLANTS DE 2017-2018

Selon les données du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ)

- Hausse de 7 % de la valeur de la production cinématographique et télévisuelle indépendante (tableau 3.1).
- Hausse de 13 % de la valeur de production des œuvres de fiction (tableau 3.1).
- Baisse de 3 % de la valeur des productions en français, occasionnée par le recul de la valeur des œuvres télévisuelles (–3 %) et des documentaires (–12 %) (tableau 3.3).
- Hausse de la valeur de production de 61 % pour les productions en d'autres langues que le français (figure 3.1).
- Baisse de 6 % de la valeur de production en animation, malgré une augmentation du nombre d'œuvres (9 à 17) (figure 3.2).
- Hausse de plus de 50 % du financement de provenance étrangère (+ 43 M\$) (tableau 3.4), principalement au chapitre de la production télévisuelle.

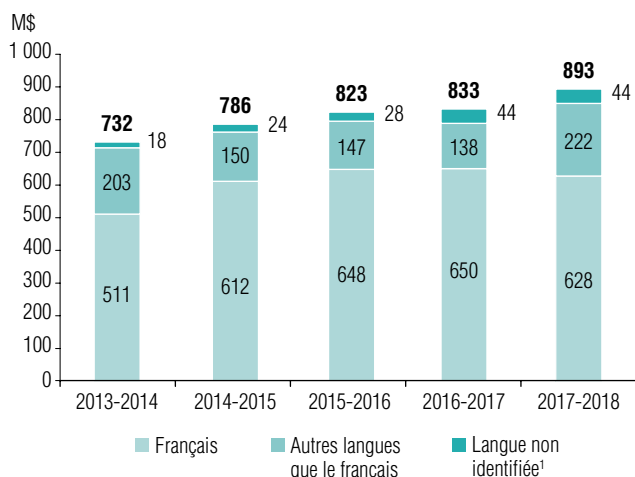
Données régionales

- Montréal et Laval concentrent 84 % de la valeur des productions québécoises en 2017-2018, un sommet en cinq ans (figure 3.3).
- Malgré ce phénomène, on note une tendance à la hausse pour le nombre et la valeur des productions télévisuelles indépendantes dans les autres régions (hors Montréal et Laval) (figures 3.5 et 3.7).

De 2015-2016 à 2017-2018, la valeur de production des œuvres ayant reçu la bonification régionale du crédit d'impôt à la production est de 141,1 M\$, en baisse de 16 % par rapport à la période précédente de trois ans (tableau 3.5).

En résumé, le nombre et la valeur des productions cinématographiques et télévisuelles québécoises augmentent en 2017-2018. Il y avait 534 projets en 2015-2016, 550 en 2016-2017, et il y en a maintenant 573 en 2017-2018, soit une hausse de 4 %. La valeur de la production est passée de 833 M\$ à 893 M\$, soit une croissance de 7 %.

Figure 3.1

Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise selon la langue, Québec, 2013-2014 à 2017-2018

1. Inclut l'animation et les courts et moyens métrages.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Types de productions

Après trois années de hausse, la valeur de la production cinématographique et télévisuelle en français recule de 3 % en 2017-2018. La valeur de la production des longs métrages de fiction, des productions télévisuelles et des documentaires en français¹ s'élève quant à elle à 628 M\$ en 2017-2018, soit 74 % de la valeur totale de ces types de productions. Pour sa part, la valeur de la production en d'autres langues que le français augmente de 61 %, pour atteindre 222 M\$, son plus haut résultat depuis 2010-2011.

Plus de la moitié de la valeur de la production provient des œuvres de fiction, et 73 % de cette valeur est associée au marché télévisuel. La valeur de la production des œuvres de fiction augmente dans le marché de la télévision (+36 %), mais diminue dans celui du cinéma (-22 %). La valeur de la production des œuvres documentaires, sur le marché de la télévision, connaît aussi une baisse (-2 %). Par contre, celle de la production des œuvres de variétés et celle des magazines pour la télévision augmentent de 4 % et de 1 %, respectivement. Par ailleurs, la valeur des longs métrages documentaires atteint 15 M\$ en

Tableau 3.1

Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise selon le genre et le marché, Québec, 2013-2014 à 2017-2018

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
	M\$				
Fiction					
Cinéma	199	168	166	167	130
Télévision	211	266	263	255	346
Total fiction	409	434	429	422	476
Documentaires					
Cinéma	5	6	6	11	15
Télévision	132	116	128	131	129
Total documentaires	138	122	134	142	144
Autres genres					
Variétés	89	117	131	117	122
Magazines	78	89	102	107	108
Autres productions ¹	18	24	28	44	44
Total autres genres	184	229	260	268	273
Total	732	786	823	833	893

1. Animation et courts et moyens métrages.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

1. Les données selon la langue sont basées sur les longs métrages de fiction, les productions télévisuelles et les documentaires. Les œuvres d'animation et les courts et moyens métrages sont exclus.

2017-2018, un sommet depuis les cinq dernières années, et presque 40 % de plus que la valeur enregistrée l'année précédente. Même si la valeur de production des documentaires destinés aux salles de cinéma a doublé ces dernières années, celle-ci constitue moins de 15 % de la valeur des productions cinématographiques.

Si les productions d'œuvres de fiction obtiennent la part du lion pour la valeur de la production, les documentaires dominent quant au nombre de projets. Il y a ainsi 215 documentaires en 2017-2018, dont plus de la moitié sont des séries télévisées. Par ailleurs, la croissance du nombre de productions pour la même période est attribuable à une hausse des variétés (+ 18 %) et du genre

« autres productions », qui regroupe, pour des raisons de confidentialité, l'animation et les courts et moyens métrages (+ 100 %).

La baisse de la valeur de la production en français s'explique par celle de la valeur des œuvres télévisuelles (– 3 %) et des documentaires (– 12 %). Par ailleurs, la valeur des productions en français compte pour 71 % de la valeur totale des documentaires en 2017-2018, en baisse par rapport à 2016-2017, où elle s'élevait à 82 %.

Tableau 3.2

Productions cinématographiques et télévisuelles selon le genre et le format, Québec, 2016-2017 et 2017-2018

	Fiction	Documentaires	Variétés	Magazines	Autres productions ¹	Total
n						
2016-2017						
Séries télévisées ²	x	113	x	x	x	x
Longs métrages destinés aux salles	36	20	—	—	x	x
Émissions uniques	x	97	x	x	x	x
Total	112	230	73	114	21	550
2017-2018						
Séries télévisées ²	70	116	54	118	x	x
Longs métrages destinés aux salles	34	23	—	—	x	x
Émissions uniques	8	76	32	—	x	x
Total	112	215	86	118	42	573
%						
2016-2017						
Séries télévisées ²	x	49,1	x	x	x	x
Longs métrages destinés aux salles	32,1	8,7	—	—	x	x
Émissions uniques	x	42,2	x	x	x	x
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2017-2018						
Séries télévisées ²	62,5	54,0	62,8	100,0	x	x
Longs métrages destinés aux salles	30,4	10,7	—	—	x	x
Émissions uniques	7,1	35,3	37,2	—	x	x
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Animation et courts et moyens métrages.

2. Séries de deux épisodes et plus.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 3.3

Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise selon le type de production et la langue, Québec, 2016-2017 et 2017-2018

	Longs métrages de fiction	Productions télévisuelles ¹	Documentaires	Autres productions ²	Total
M\$					
2016-2017					
Français	96	438	117	..	650
Autres langues que le français	71	41	26	..	138
Langue non identifiée	—	—	—	44	44
Total	167	479	142	44	833
2017-2018					
Français	98	427	102	..	628
Autres langues que le français	32	149	42	..	222
Langue non identifiée	—	—	—	44	44
Total	130	576	144	44	893
%					
2016-2017					
Français	57,4	91,4	81,8	..	78,1
Autres langues que le français	42,6	8,6	18,2	..	16,6
Langue non identifiée	—	—	—	100,0	5,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2017-2018					
Français	75,5	74,2	71,1	..	70,2
Autres langues que le français	24,5	25,8	28,9	..	24,9
Langue non identifiée	—	—	—	100,0	4,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

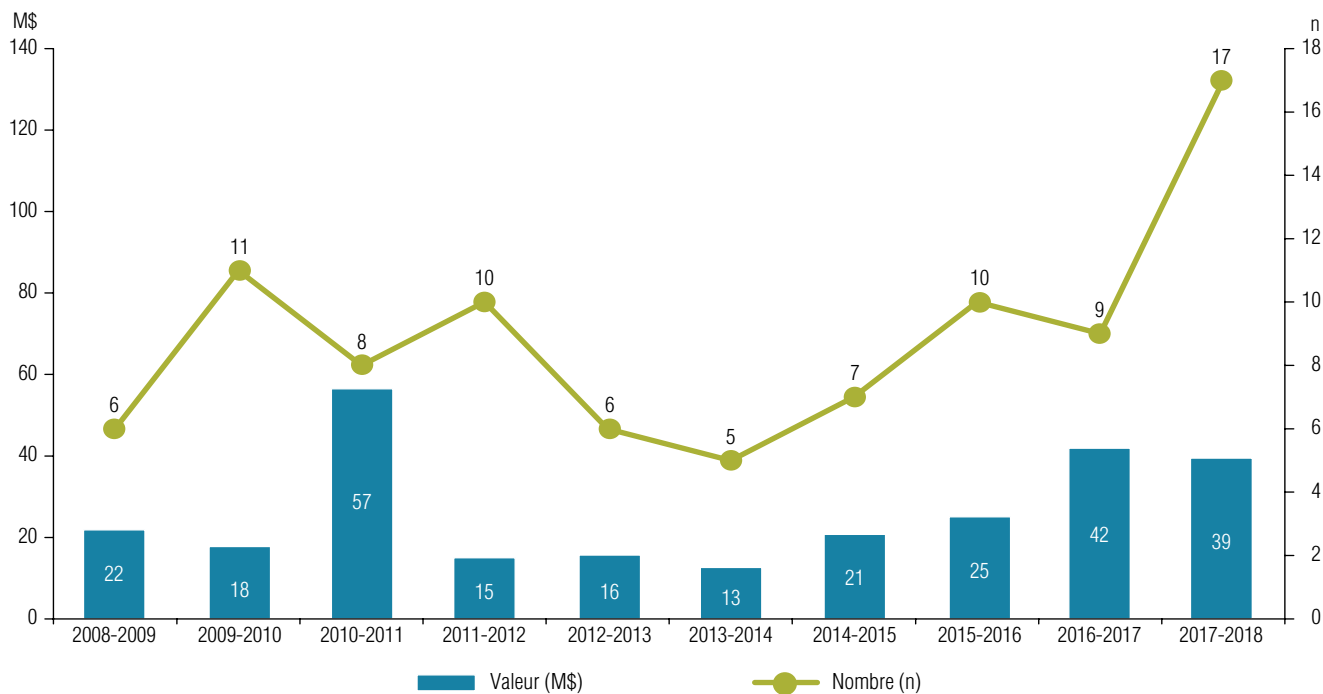
1. Inclut les productions de fiction, de magazines et de variétés.

2. Animation et courts et moyens métrages.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3.2

Œuvres d'animation dans la production cinématographique et télévisuelle québécoise, Québec, 2008-2009 à 2017-2018

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La valeur des œuvres d'animation recule de 6 % et s'établit à 39 M\$ en 2017-2018. Cette baisse se produit même si le nombre de productions d'animation passe dans les faits de 9 à 17. Dans ces conditions, le devis moyen des œuvres passe de 4,7 M\$ à 2,3 M\$.

Financement

Les droits de diffusion des télédiffuseurs s'élèvent à 294 M\$ en 2017-2018. Ils constituent la source la plus importante de financement de la production indépendante québécoise (33 %), devant le crédit d'impôt du Québec (15 % du total). Le financement de provenance étrangère, qui est la catégorie en plus forte hausse à la fois en valeur (+ 43 M\$) et en pourcentage (+ 54 %), arrive troisième avec 14 % du total. Après une hausse marquée en 2016-2017, le financement provenant des distributeurs canadiens recule de 22 %, mais demeure au-dessus de la moyenne des dernières années.

Tableau 3.4

Financement de la production cinématographique et télévisuelle québécoise, Québec, 2013-2014 à 2017-2018

	2013-2014		2014-2015		2015-2016		2016-2017		2017-2018	
	M\$	%	M\$	%	M\$	%	M\$	%	M\$	%
Droits de diffusion des télédiffuseurs ¹	219	29,6	259	32,8	301	36,4	288	34,5	294	32,9
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	4	0,5	2	0,3	7	0,9	5	0,6	7	0,8
Crédit d'impôt fédéral	59	8,0	69	8,8	76	9,2	75	9,0	78	8,7
Crédits d'impôt provinciaux	122	16,5	139	17,6	131	15,9	130	15,5	132	14,7
Distributeurs canadiens	13	1,8	15	1,9	13	1,5	33	3,9	25	2,8
Financement de provenance étrangère ²	91	12,3	64	8,1	74	9,0	80	9,6	124	13,8
SODEC	31	4,1	25	3,2	24	2,9	29	3,4	25	2,7
Fonds des médias du Canada	97	13,1	102	12,9	100	12,1	97	11,7	99	11,0
Fonds du long métrage du Canada – Téléfilm Canada	35	4,7	27	3,4	32	3,9	32	3,8	30	3,4
Autre financement public ³	4	0,5	6	0,8	4	0,5	7	0,8	10	1,2
Autre financement privé ⁴	66	8,9	81	10,3	64	7,7	60	7,1	71	8,0
Total⁵	739	100,0	790	100,0	826	100,0	835	100,0	896	100,0

1. Incluant les télédiffuseurs français, anglais et d'autres langues.

2. Incluant les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

3. Incluant le financement provenant de mini-traités, de l'Office national du film (ONF), de commandites publiques et d'autres apports publics.

4. Incluant le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

5. Il peut y avoir un écart entre ces données et le volume de production en raison du surfinancement, qui est généralement négligeable.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Des différences

Ces résultats d'ensemble masquent des différences importantes entre la production en français et celle en d'autres langues, de même qu'entre la production cinématographique et la production télévisuelle. Les chapitres 4 et 5 exposent ces différences. Mentionnons ici, par exemple, les différences observables pour le financement de provenance étrangère. Une faible part du financement de la production télévisuelle provient de sources étrangères (11,4 %, tableau 4.6). Cette source de fonds est plus importante pour les longs métrages de fiction, qu'ils soient réalisés en français (29 %) ou dans une autre langue que le français (27 %) (tableau 5.7).

À ce chapitre, on remarque également une différence entre les données présentées ici et celles publiées dans le *Profil* canadien. Ainsi, en 2017-2018, le financement de source étrangère représente 1 % de celui de la production télévisuelle au Canada en français et la même proportion du financement de la production cinématographique en français¹. Quant à la production canadienne en anglais, au cours de la même période, le financement de source étrangère s'élève à 20 % pour la production télévisuelle et à 25 % pour la production cinématographique².

1. Source pour la part au Canada : Nordicité (2019), *Profil 2018. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, [En ligne], figures 4-20 et 5-10. [\[www.cmpa.ca/industry-information/profile\]](http://www.cmpa.ca/industry-information/profile) (Consulté le 2 avril 2019).

2. Source pour la part au Canada : Nordicité (2019), *Profil 2018. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, [En ligne], figures 4-19 et 5-10. [\[www.cmpa.ca/industry-information/profile\]](http://www.cmpa.ca/industry-information/profile) (Consulté le 2 avril 2019).

Production par région administrative

> Bonification régionale

L'admissibilité à la bonification régionale se base sur des critères qui font que dans une même région, par exemple la Montérégie, une production peut obtenir ou non cette bonification². L'admissibilité à d'autres bonifications, comme celles pour les productions de langue française, pour les « effets spéciaux » ou pour le format géant, fait varier la part de la bonification régionale du CIRQ. Au cours des trois dernières années, la valeur des productions ayant reçu la bonification régionale s'élève à 141,1 M\$, en baisse de 16 % par rapport à la période de trois ans précédente (2012-2013 à 2014-2015) (tableau 3.5). Parmi les productions ayant bénéficié de la bonification régio-

nale, celles provenant de la Capitale-Nationale comptent pour 34 % de l'ensemble des productions et pour 72 % de la valeur totale de production. Durant ces trois années, les productions de la Capitale-Nationale ont reçu 76 % du montant de la bonification versé pour l'ensemble du Québec (tableau 3.6).

Tableau 3.5

Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante¹, 2012-2013 à 2017-2018

	2012-2013 à 2014-2015		2015-2016 à 2017-2018	
	M\$	%	M\$	%
Production sans bonification régionale	1 940,7	...	2 116,9	...
Production avec bonification régionale	168,1	...	141,1	...
Capitale-Nationale				
Fiction et animation	32,3	30,8	34,3	33,9
Documentaires	16,0	15,2	7,5	7,4
Magazines	24,4	23,2	23,7	23,3
Variétés	32,2	30,7	35,9	35,4
Total	104,9	100,0	101,4	100,0
Autres régions				
Fiction et animation	25,5	40,4	12,9	32,5
Documentaires	32,8	51,9	23,8	59,9
Magazines	4,6	7,3	1,7	4,2
Variétés	0,3	0,4	1,3	3,4
Total	63,2	100,0	39,7	100,0
Ensemble des productions	2 108,8	...	2 258,0	...

1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

2. Aux fins de la bonification régionale, la région de Montréal inclut « la partie du territoire du Québec située à moins de 25 kilomètres, par le plus court chemin carrossable normalement utilisé d'un point quelconque d'un cercle ayant un rayon de 25 kilomètres dont le centre est la station de métro Papineau. » SODEC (2017), Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise. *Mesure fiscale*, [En ligne]. <https://sodec.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/lignes-directrices-cir-cinema-tele.pdf> (Consulté le 9 mai 2018).

Tableau 3.6

Montant de la bonification régionale du crédit d'impôt accordée aux productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes¹, 2012-2013 à 2017-2018

	2012-2013 à 2014-2015		2015-2016 à 2017-2018	
	k\$	%	k\$	%
Production sans bonification régionale	...	...	...	...
Production avec bonification régionale	10 502	...	8 916	...
Capitale-Nationale				
Fiction et animation	1 563	23,8	1 957	28,7
Documentaires	799	12,1	446	6,5
Magazines	2 085	31,7	1 691	24,8
Variétés	2 133	32,4	2 717	39,9
Total	6 582	100,0	6 810	100,0
Autres régions				
Fiction et animation	1 476	37,7	651	30,9
Documentaires	2 163	55,2	1 252	59,5
Magazines	268	6,8	122	5,8
Variétés	14	0,3	80	3,8
Total	3 920	100,0	2 105	100,0
Ensemble des productions	10 502	...	8 916	...

1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 3.7

Nombre de productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes¹ selon l'obtention d'une bonification régionale du crédit d'impôt, 2012-2013 à 2017-2018

	2012-2013 à 2014-2015		2015-2016 à 2017-2018	
	n	%	n	%
Production sans bonification régionale	1 139	80,3	1 344	81,1
Production avec bonification régionale	279	19,7	313	18,9
Capitale-Nationale	92	6,5	105	6,3
Autres régions	187	13,2	208	12,6
Ensemble des productions	1 418	100,0	1 657	100,0

1. Il s'agit des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

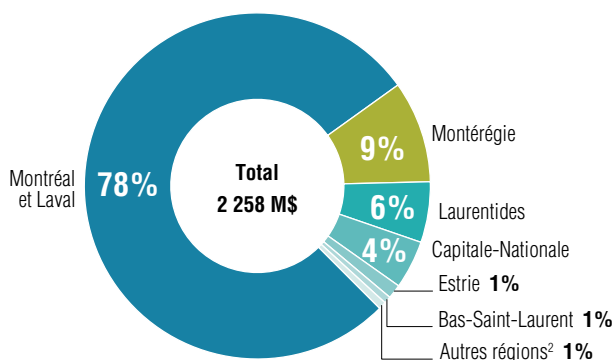
> Répartition régionale

La production cinématographique et télévisuelle se concentre dans la métropole. La part des régions de Montréal et de Laval est passée de 76 % en 2016-2017 à 84 % en 2017-2018.

Au cours des trois³ dernières années, les régions de la Montérégie (9 % du volume de production), des Laurentides (6 %) et de la Capitale-Nationale (4 %) affichent aussi des volumes de production appréciables.

Figure 3.4

Répartition de la valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante¹ selon la région administrative, Québec, 2015-2016 à 2017-2018



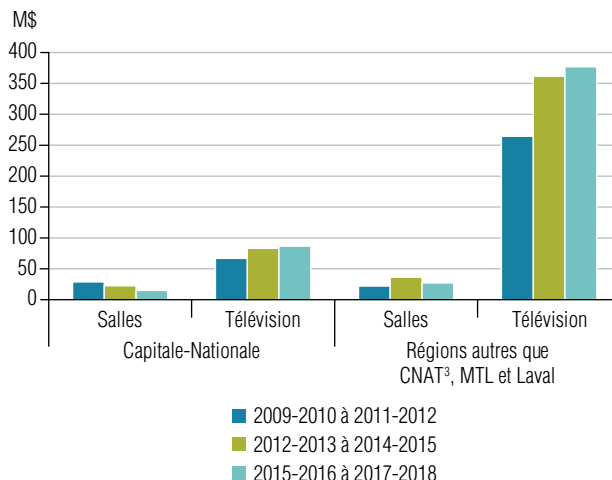
1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.
2. Centre-du-Québec, Chaudière-Appalaches, Mauricie, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Côte-Nord, Nord-du-Québec, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Outaouais, Abitibi-Témiscamingue, Lanaudière.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3.5

Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante¹ selon le marché², région de la Capitale-Nationale et régions autres que la Capitale-Nationale, Montréal et Laval, 2009-2010 à 2017-2018



1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.
2. Dans cette figure, la valeur des productions d'animation est répartie par marché. Dans les figures basées sur les coûts de production, notamment celles des chapitres 1, 4 et 5, l'animation est incluse dans la production télévisuelle.
3. CNAT = Capitale-Nationale, MTL = Montréal.

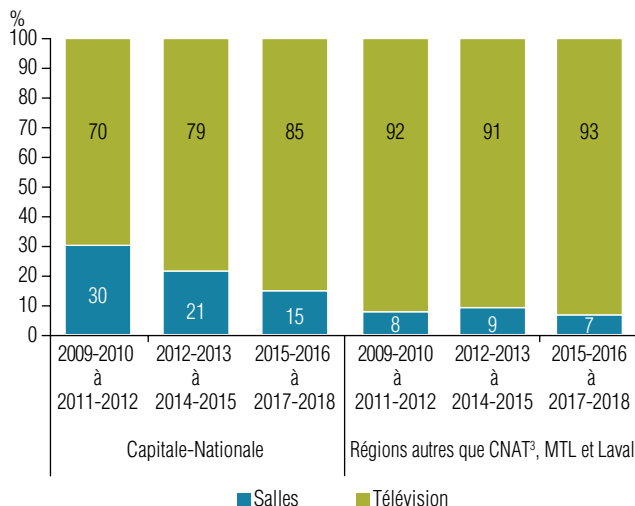
Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

3. Étant donné la petite quantité d'œuvres produites hors Montréal, il s'avère nécessaire de regrouper celles-ci sur une période de trois ans pour protéger la confidentialité des budgets de production.

Figure 3.6

Répartition de la valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante¹ selon le marché², région de la Capitale-Nationale et régions autres que la Capitale-Nationale, Montréal et Laval, 2009-2010 à 2017-2018



1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

2. Dans cette figure, la valeur des productions d'animation est répartie par marché. Dans les figures basées sur les coûts de production, notamment celles des chapitres 1, 4 et 5, l'animation est incluse dans la production télévisuelle.

3. CNAT = Capitale-Nationale, MTL = Montréal.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

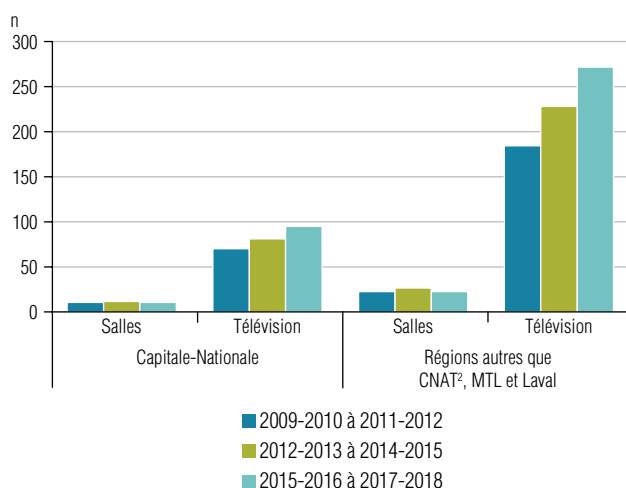
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

> Les marchés de la télévision et des salles

On observe des différences notables entre les types de productions selon les régions. Par exemple, la part de la valeur de la production cinématographique est plus élevée dans la Capitale-Nationale que dans les régions autres que Montréal et Laval. En moyenne, sur les trois plus récentes années (2015-2016 à 2017-2018), cette part de la Capitale-Nationale compte pour 15 % de la valeur totale de cette région. Dans les autres régions (excluant Montréal et Laval), ce poids est de 6 %. Le poids de la production télévisuelle est moins élevé dans la Capitale-Nationale (85 %) que dans les autres régions (93 %).

Figure 3.7

Nombre de productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes selon le marché¹, région de la Capitale-Nationale et régions autres que la Capitale-Nationale, Montréal et Laval, 2009-2010 à 2017-2018



1. Dans cette figure, les productions d'animation sont réparties par marché. Dans les figures basées sur les coûts de production, notamment celles des chapitres 1, 4 et 5, l'animation est incluse dans la production télévisuelle.

2. CNAT = Capitale-Nationale, MTL = Montréal.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

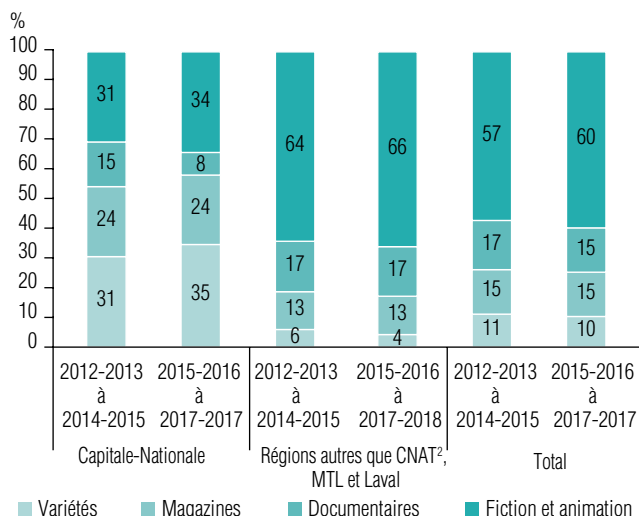
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

> Genres de productions

On observe aussi des différences entre les régions quant aux genres de productions cinématographiques et télévisuelles. Dans la Capitale-Nationale, la part de la valeur totale de la production des trois dernières années dans la catégorie « variétés » est identique (31 %) à celle de la catégorie « fiction et animation ». Dans les autres régions (en excluant Montréal et Laval), les œuvres appartenant aux genres « fiction et animation » dominent avec 66 % de l'ensemble de la production.

Figure 3.8

Répartition de la valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante¹ selon le genre, région de la Capitale-Nationale et régions autres que la Capitale-Nationale, Montréal et Laval, 2012-2013 à 2017-2018



1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

2. CNAT = Capitale-Nationale, MTL = Montréal.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

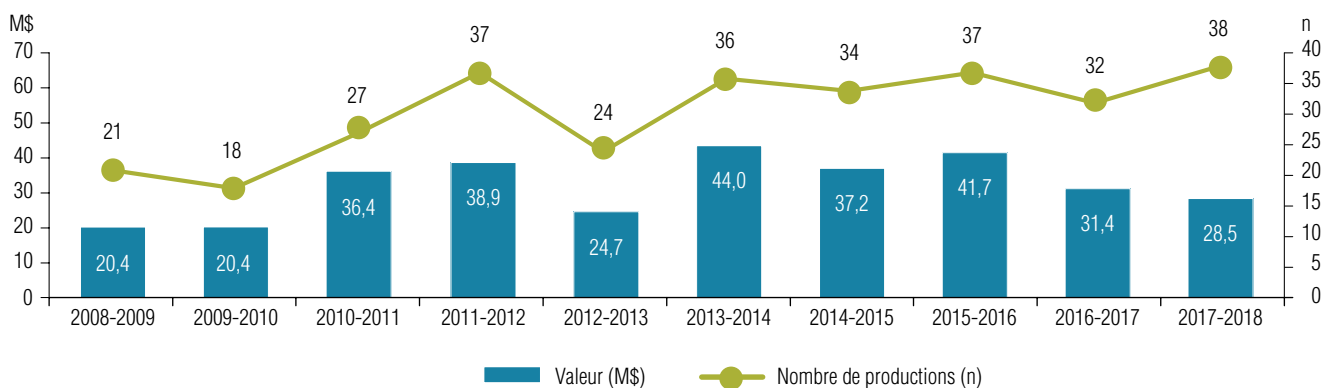
Coup d'œil sur la Capitale-Nationale

Le nombre de projets dans la Capitale-Nationale est en pleine croissance, passant de 32 en 2016-2017 à 38 en 2017-2018. La valeur totale de la production cinématographique et télévisuelle indépendante diminue cependant de 9 % en 2017-2018, à 28,5 M\$, et atteint son plus bas niveau depuis 2012-2013.

Sur la période de trois ans à l'étude (2015-2016 à 2017-2018), la valeur totale de la production ayant augmenté pour l'ensemble du Québec (+ 15 %), mais diminué pour la Capitale-Nationale (- 4 %), la part de la production réalisée dans la Capitale-Nationale, par rapport à la production globale du Québec, passe de 5,4 % pour la période de 2012-2013 à 2014-2015 à 4,4 % pour celle de 2015-2016 à 2017-2018.

Figure 3.9

Production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante¹, région de la Capitale-Nationale², 2008-2009 à 2017-2018



1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

2. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles.

Tableau 3.8

Part de la région de la Capitale-Nationale dans la production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante¹, selon le marché et le genre, Québec, 2012-2013 à 2017-2018

	Part québécoise du devis				
	Capitale-Nationale ²		Ensemble du Québec ³		Part de la Capitale-Nationale
	M\$	%	M\$	%	%
2012-2013 à 2014-2015					
Selon le marché					
Salles	23	21,5	419	21,2	5,4
Télévision	83	78,5	1 553	78,8	5,4
Selon le genre					
Fiction et animation ⁴	32	30,5	1 092	55,4	3,0
Documentaires ⁴	16	15,1	338	17,2	4,7
Magazines et variétés	58	54,4	542	27,5	10,6
Total	106	100,0	1 973	100,0	5,4
2015-2016 à 2017-2018					
Selon le marché					
Salles	15	14,8	375	16,5	4,0
Télévision	87	85,2	1 902	83,5	4,6
Selon le genre					
Fiction et animation ⁴	34	33,8	1 204	52,9	2,9
Documentaires ⁴	8	7,6	391	17,2	2,0
Magazines et variétés	60	58,6	683	30,0	8,7
Total	102	100,0	2 277	100,0	4,5

1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs.

2. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

3. Incluant les révisions des décisions préalables. Sur les six années, les révisions correspondent à + 0,8 % de la part québécoise du devis.

4. Inclut les productions télévisuelles et les productions destinées aux salles.

Source : Société de développement des entreprises culturelles.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Économie de la Capitale-Nationale

À titre indicatif, notons que l'activité économique dans la région de la Capitale-Nationale équivaut à 10 % du produit intérieur brut (PIB) du Québec. De plus, 9 % des emplois et 9 % de la population du Québec se trouvent dans cette région.

	Capitale-Nationale	Ensemble du Québec	Part de la Capitale-Nationale
PIB ¹ , 2016	35 900 M\$	364 589 M\$	9,8 %
Nombre d'emplois, 2018	398,0 (k)	4 262,2 (k)	9,3 %
Population, 2018 ²	745 135	8 390 499	8,9 %

1. Produit intérieur brut aux prix de base. Données estimées.

2. Données provisoires.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; Statistique Canada ; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire ; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec. Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques. [En ligne]. [\[www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/comptes-economiques/comptes-production/pib-ra-rmr.htm\]](http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/comptes-economiques/comptes-production/pib-ra-rmr.htm) (Consulté le 8 avril 2019).

Statistique Canada, Enquête sur la population active, adapté par l'Institut de la statistique du Québec, [En ligne]. [\[www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/travail-remuneration/population-active-chomage/ra-rmr/emploi_reg.htm\]](http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/travail-remuneration/population-active-chomage/ra-rmr/emploi_reg.htm) (Consulté le 8 avril 2019).

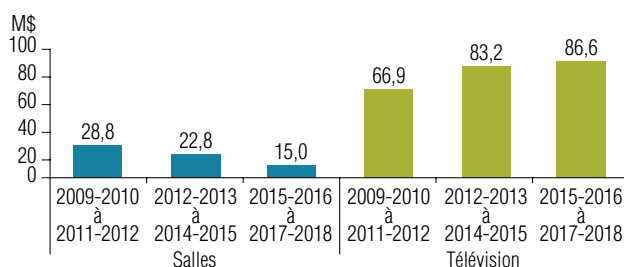
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sociodémographiques et Statistique Canada, Division de la démographie. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec. [En ligne]. [\[www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/structure/ra-totaux.htm\]](http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/structure/ra-totaux.htm) (Consulté le 8 avril 2019).

> La production cinématographique

La valeur de la production cinématographique a diminué au cours des trois dernières années dans la Capitale-Nationale, et on constate que la valeur moyenne des devis de production passe de 1,9 M\$ pour la période de 2012-2013 à 2014-2015 à 1,4 M\$ pour celle de 2015-2016 à 2017-2018.

Figure 3.10

Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante¹, selon le marché, région de la Capitale-Nationale², 2009-2010 à 2017-2018



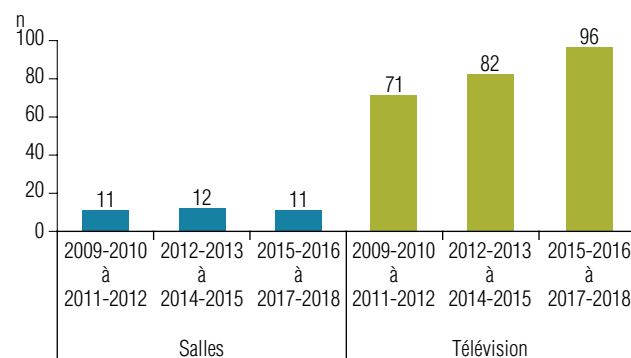
- Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.
- Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3.11

Nombre de productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes¹, selon le marché, région de la Capitale-Nationale², 2009-2010 à 2017-2018



- Il s'agit de productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.
- Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 3.9

Valeur moyenne des productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes¹, selon le marché, région de la Capitale-Nationale², 2009-2010 à 2017-2018

	2009-2010 à 2011-2012	2012-2013 à 2014-2015	2015-2016 à 2017-2018
	M\$		
Marché des salles	2,6	1,9	1,4
Marché de la télévision	0,9	1,0	0,9
Total	1,2	1,1	0,9

1. Il s'agit de la valeur moyenne de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

2. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles.

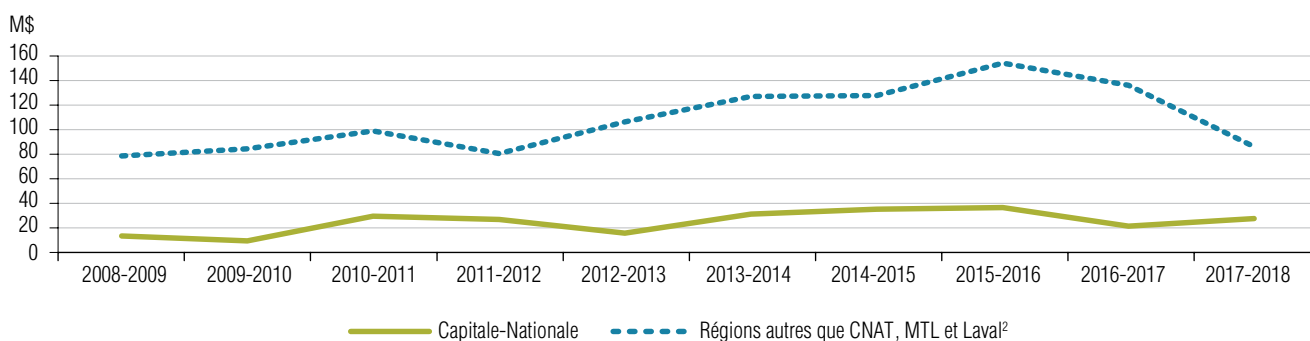
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

> La production télévisuelle

Par contre, la valeur de la production télévisuelle est en croissance par rapport à la période précédente dans la Capitale-Nationale. Celle-ci correspond à 85 % de la valeur de la production totale des trois dernières années, alors que la part était de 79 % pour les trois années précédentes.

Cette tendance camoufle des fluctuations conjoncturelles importantes. Ainsi, après trois années de croissance, la valeur de la production télévisuelle a diminué de 41 % dans la Capitale-Nationale en 2016-2017, pour ensuite rebondir de 28 % en 2017-2018. En comparaison, dans les autres régions, la valeur des productions issues du marché de la télévision diminue de 37 %.

Figure 3.12

Valeur de la production télévisuelle québécoise indépendante^{1,2}, région de la Capitale-Nationale et régions autres que la Capitale-Nationale, Montréal et Laval², 2008-2009 à 2017-2018

1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

2. CNAT = Capitale-Nationale, MTL = Montréal.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

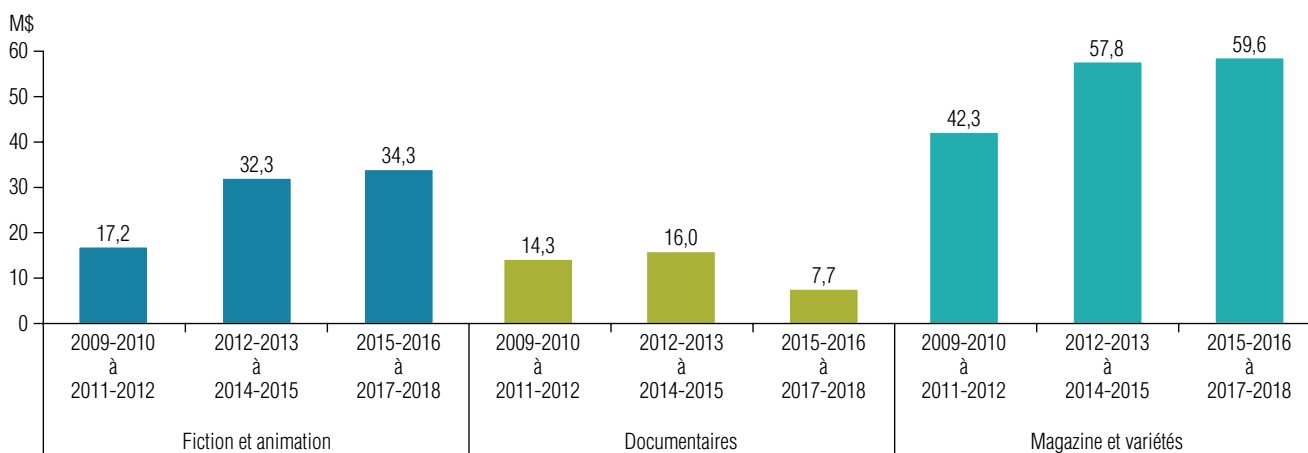
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

> Genres de productions

La valeur de la production d'œuvres appartenant à la catégorie « fiction et animation » augmente de 6 % sur les trois dernières années, par rapport à la période précédente. La valeur de la production pour ces genres est en hausse pour le marché de la télévision et stable pour celui des salles de cinéma. La production documentaire est quant à elle en légère baisse pour le marché de la télévision et en forte décroissance pour celui des salles.

Figure 3.13

Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise indépendante¹, selon le genre, région de la Capitale-Nationale², 2009-2010 à 2017-2018



1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

2. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

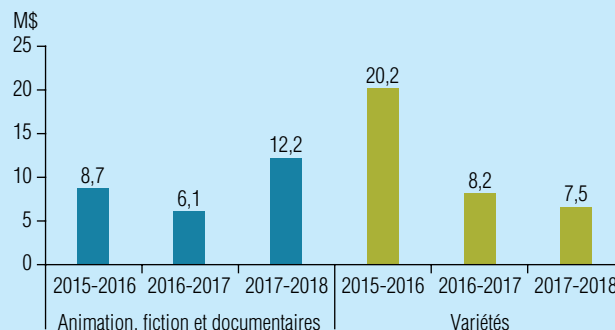
Source : Société de développement des entreprises culturelles.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Au cours de la période récente, la valeur de la production télévisuelle de certains genres a connu des soubresauts, mais ceux-ci s'estompent lorsqu'on observe l'évolution à plus long terme. Ainsi, la valeur de la production télévisuelle de fiction, d'animation et de documentaires a diminué de 30 % en 2016-2017, pour ensuite rebondir l'année suivante de 100 %. En parallèle, la valeur de la production des émissions de variétés, après une hausse de 111 % en 2015-2016, a connu deux baisses successives de 60 % et 19 %.

Figure 3.14

Valeur de la production télévisuelle québécoise indépendante¹, selon certains genres, région de la Capitale-Nationale², 2015-2016 à 2017-2018



1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.
2. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

> Financement

De 2015-2016 à 2017-2018, la production cinématographique et télévisuelle indépendante dans la région de la Capitale-Nationale a obtenu 24 M\$ du Programme de crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La bonification régionale constitue 28 % de ce montant pour les trois dernières années, soit 6,8 M\$.

Tableau 3.10

Crédit d'impôt québécois pour les productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes, selon le genre, région de la Capitale-Nationale¹, 2012-2013 à 2017-2018

	unité	2012-2013 à 2014-2015	2015-2016 à 2017-2018
Crédit d'impôt			
Fiction et animation	M\$	8	8
Documentaires	M\$	4	2
Magazines et variétés	M\$	14	14
Ensemble des productions	M\$	26	24
Devis (part québécoise)			
Fiction et animation	M\$	32	34
Documentaires	M\$	16	8
Magazines et variétés	M\$	58	60
Ensemble des productions	M\$	106	102
Taux effectif de crédit d'impôt²			
Fiction et animation	%	24	24
Documentaires	%	27	23
Magazines et variétés	%	25	23
Ensemble des productions	%	25	23

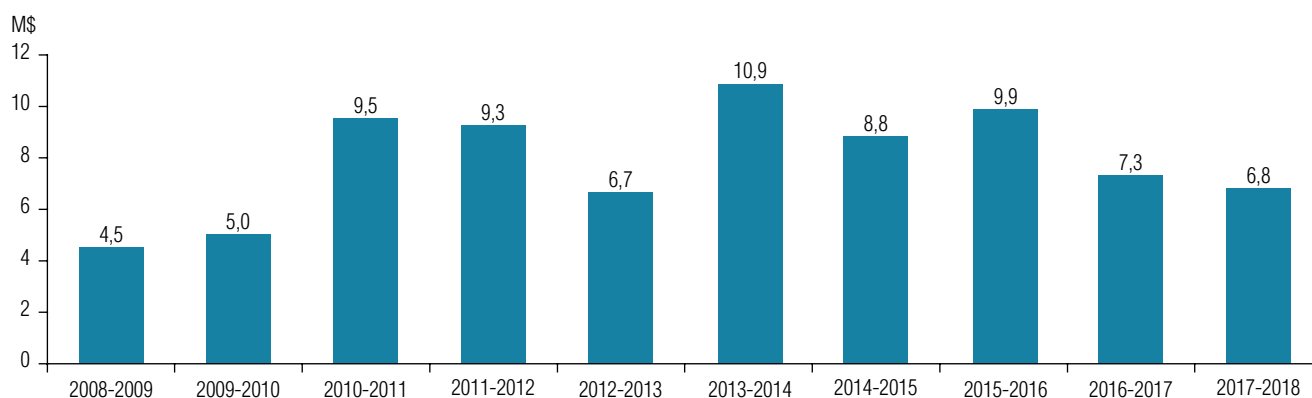
1. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

2. Le taux effectif du crédit d'impôt ici donne la part du crédit d'impôt dans la part québécoise du devis.

Source : Société de développement des entreprises culturelles.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3.15

Crédit d'impôt québécois pour les productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes¹, région de la Capitale-Nationale, 2008-2009 à 2017-2018

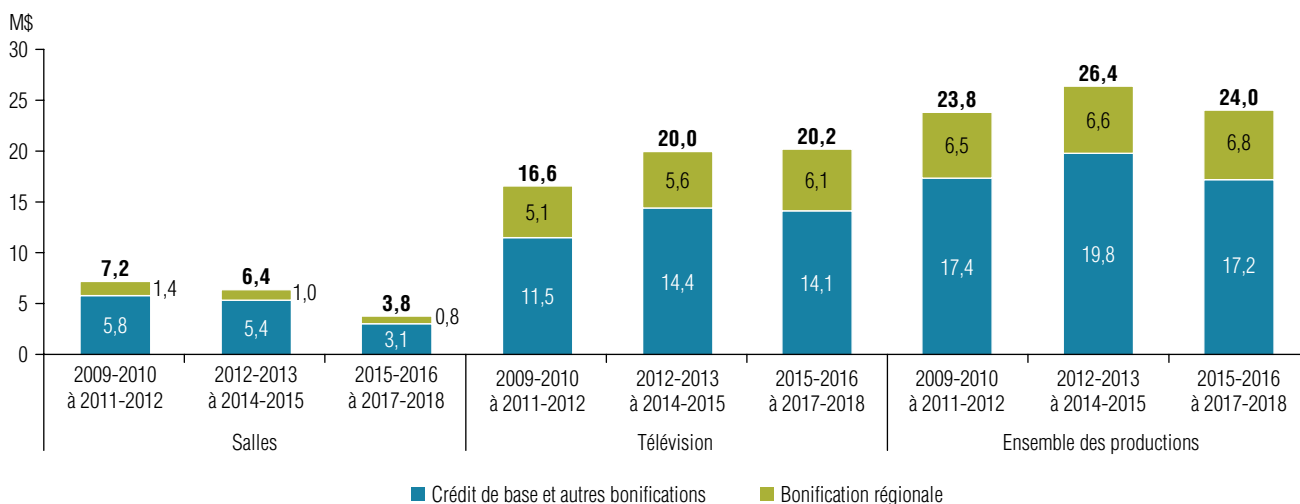
1. Il s'agit de productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3.16

Valeur cumulative du crédit d'impôt québécois et de la bonification régionale pour les productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes¹, selon le marché, région de la Capitale-Nationale, 2009-2010 à 2017-2018



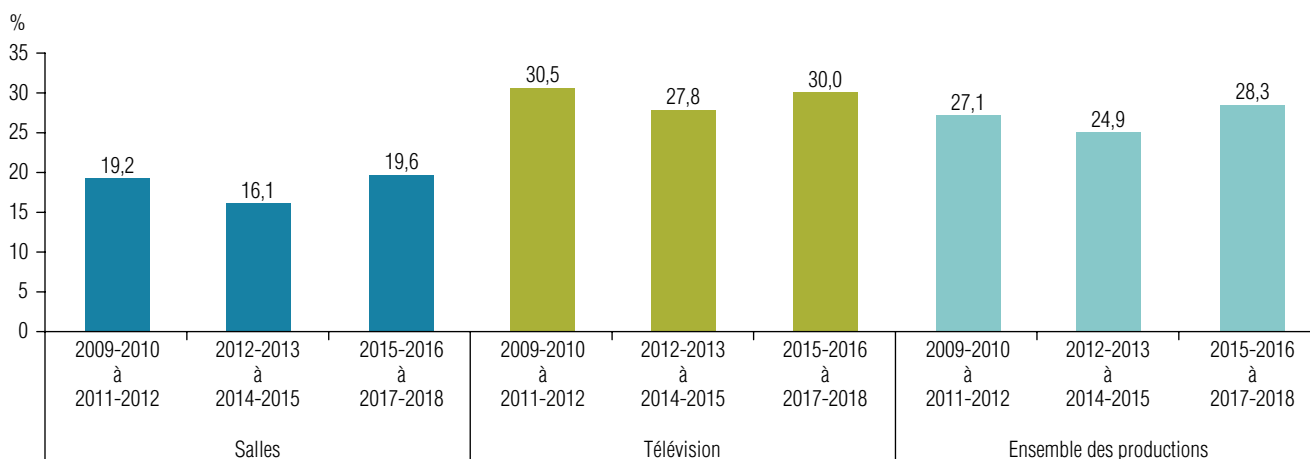
1. Il s'agit de productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3.17

Part de la bonification régionale dans le crédit d'impôt québécois pour les productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes¹, selon le marché, région de la Capitale-Nationale, 2009-2010 à 2017-2018



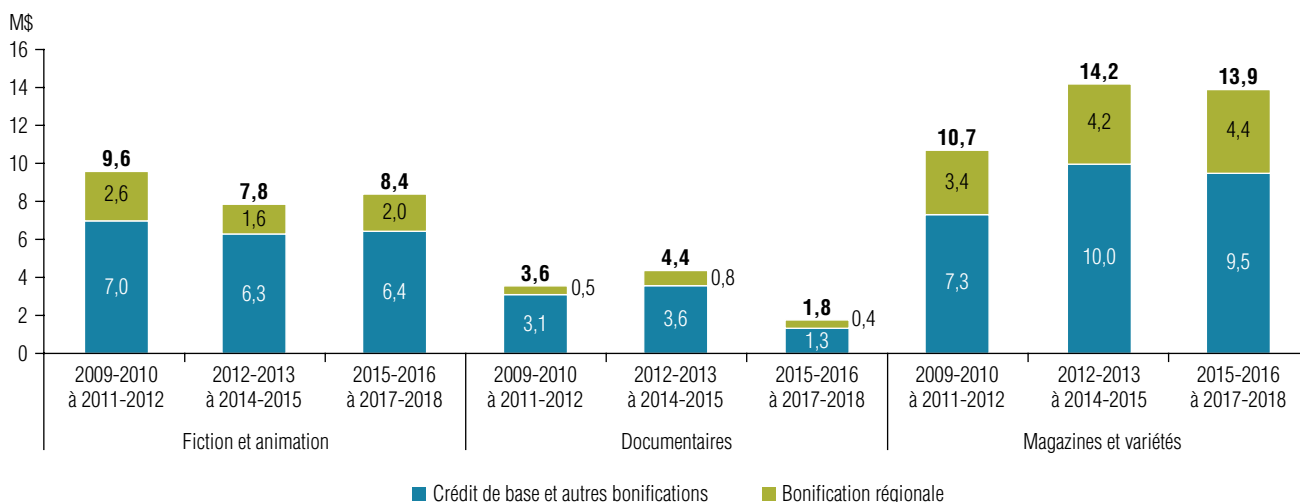
1. Il s'agit de productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3.18

Valeur cumulative du crédit d'impôt québécois et de la bonification régionale pour les productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes¹, selon le genre, région de la Capitale-Nationale, 2009-2010 à 2017-2018



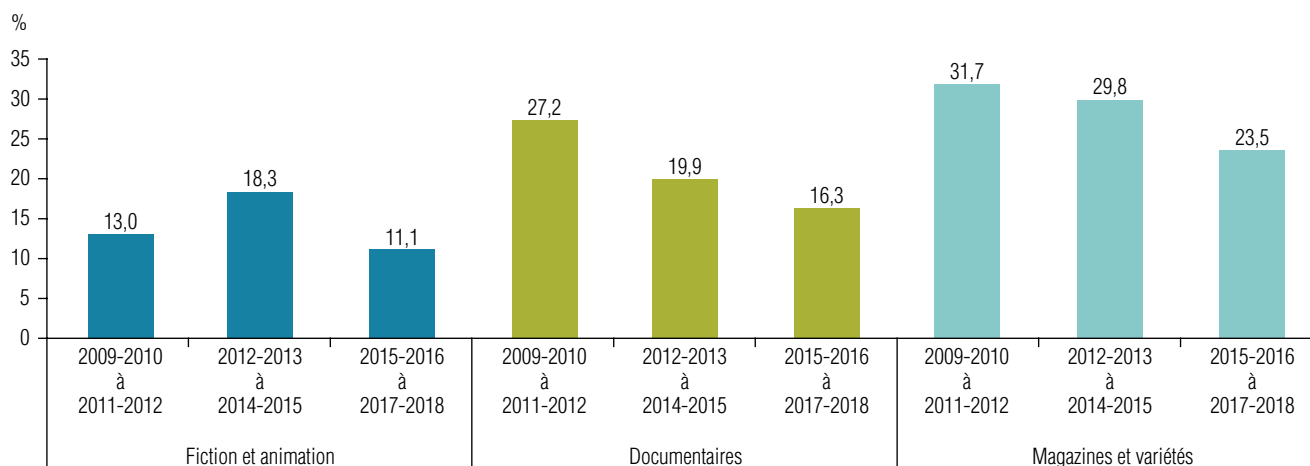
1. Il s'agit de productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3.19

Part de la bonification régionale dans le crédit d'impôt québécois pour les productions cinématographiques et télévisuelles québécoises indépendantes¹, selon le genre, région de la Capitale-Nationale, 2009-2010 à 2017-2018



1. Il s'agit de productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise. Ces données sont basées sur les décisions préalables rendues à l'égard des producteurs de la région de la Capitale-Nationale.

Source : Société de développement des entreprises culturelles.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Pour de plus amples renseignements sur la production cinématographique et télévisuelle dans la Capitale-Nationale, vous pouvez consulter l'annexe D à la fin de la publication.

4 LA PRODUCTION TÉLÉVISUELLE QUÉBÉCOISE

FAITS SAILLANTS DE 2017-2018

Selon les données du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ)

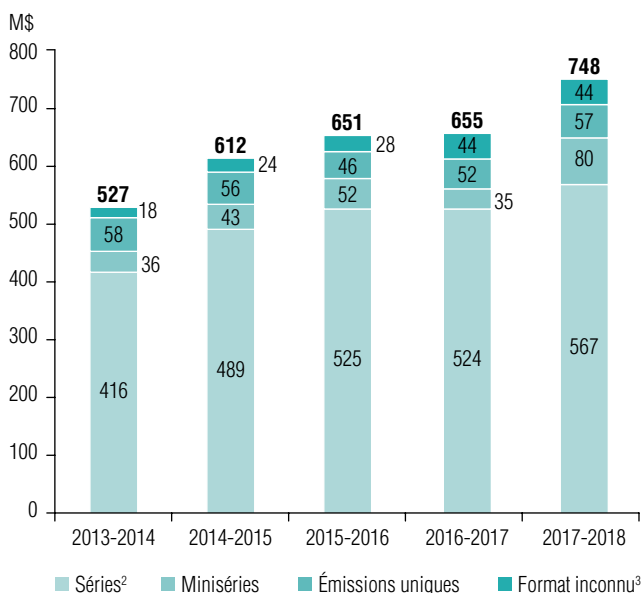
- Hausse de 4,5 % du nombre total de projets télévisuels indépendants et de 14 % de la valeur de la production (tableau 4.1 et figure 4.1).
- Les œuvres en français comptent pour 93 % des productions télévisuelles de fiction, de variétés et de magazines et représentent 74 % de la valeur globale des productions (tableau 4.2).
- Baisse de 3 % de la valeur des productions de fiction, de variétés et de magazines en français, mais hausse de 4 % du nombre de productions de ces genres (tableau 4.2).
- Forte augmentation du nombre de productions de fiction, de variétés et de magazines dans une autre langue que le français. De 12 en 2016-2017, il passe à 21 en 2017-2018, ce qui donne une croissance de 261 % (+ 107 M\$) de la valeur globale de ces productions (tableau 4.2).
- La hausse du financement de provenance étrangère est particulièrement importante pour les productions dans une autre langue que le français (+ 57 M\$) (tableau 4.8).
- La part du financement provenant des droits de diffusion est plus considérable pour les œuvres en français (51 %) que pour celles en d'autres langues (15 %) (tableaux 4.7 et 4.8).

Fonds des médias du Canada

- Baisse à la fois du nombre de projets québécois soutenus par le Fonds des médias du Canada (–9 %) (FMC), de ses contributions (–18 %) et du nombre d'heures de programmation (–9 %) (tableaux 4.10 et 4.12 et figure 4.8).

La production télévisuelle indépendante augmente (+ 14 %) en 2017-2018, pour atteindre 748 M\$. La valeur de la production des miniséries est en hausse de 131 % ; elle se chiffre à 80 M\$, la plus haute valeur depuis 2010-2011. C'est le format affichant la plus forte hausse même si, en valeur absolue, ce sont les séries qui ont année après année la plus grande valeur de production (567 M\$ en 2017-2018).

Figure 4.1

Valeur de la production télévisuelle québécoise¹ selon le format, Québec, 2013-2014 à 2017-2018

1. Incluant les productions télévisuelles de fiction, les magazines et les variétés ainsi que l'ensemble de l'animation, des courts et moyens métrages de fiction et des documentaires, à l'exception des longs métrages documentaires. Il s'agit de la production indépendante.

2. Sept épisodes et plus.

3. Comprenant l'ensemble de l'animation et les courts et moyens métrages de fiction.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Format

Les séries apportent l'essentiel de la valeur de la production télévisuelle, soit 76 % en 2017-2018. La valeur globale des œuvres augmente de 8 % par rapport à l'année précédente, avec trois séries de plus. La hausse de la valeur et du nombre de miniséries en 2017-2018 conduit à une augmentation de leur part dans la production, soit de 5 % à 11 % sur le plan de la valeur globale de la production et de 7 % à 10 % pour le nombre de productions. Ces proportions à la hausse sont partiellement attribuables à une baisse du nombre de productions d'émissions uniques. Il y a en effet 17 émissions uniques de moins en 2017-2018 (– 13 %), mais leur valeur s'est tout de même accrue de 11 %.

Tableau 4.1

Œuvres télévisuelles québécoises selon le format, Québec, 2013-2014 à 2017-2018

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
	n				
Séries et miniséries ¹	265	336	339	340	358
Séries ¹	226	290	291	304	307
Miniséries ¹	39	46	48	36	51
Émissions uniques ¹	118	124	118	133	116
Format inconnu ²	33	25	27	21	42
Total	416	485	484	494	516

1. Incluant les productions télévisuelles de fiction, les magazines et les variétés ainsi que les documentaires, à l'exception des longs métrages documentaires.

2. Comprenant l'ensemble de l'animation et les courts et moyens métrages de fiction.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 4.2

Production télévisuelle québécoise selon la langue, Québec, 2013-2014 à 2017-2018

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
	M\$				
Productions télévisuelles de fiction, de variétés et de magazines	377	472	496	479	576
Français	337	423	449	438	427
Autres langues	41	49	47	41	149
Séries et miniséries documentaires	101	88	106	106	105
Français	50	.. ¹	..	..	..
Autres langues	51	.. ¹	..	..	..
Autres émissions ² , toutes les langues	49	52	50	70	68
Total	527	612	651	655	748
	n				
Productions télévisuelles de fiction, de variétés et de magazines	219	274	267	263	282
Français	204	255	252	251	261
Autres langues	15	19	15	12	21
Séries et miniséries documentaires	80	100	108	113	116
Français	56	.. ¹	..	..	..
Autres langues	24	.. ¹	..	..	..
Autres émissions ² , toutes les langues	117	111	109	118	118
Total	416	485	484	494	516

1. La répartition pour les coproductions minoritaires de documentaires n'est pas disponible pour cette période. En 2014-2015, la production documentaire télévisuelle entièrement québécoise ou majoritairement québécoise en français représentait 66 M\$ et celle en d'autres langues, 13 M\$. Il y avait 56 productions documentaires télévisuelles entièrement québécoises ou majoritairement québécoises en français et 24 en d'autres langues.

2. Inclut l'animation, les courts métrages, les moyens métrages ainsi que les émissions uniques documentaires. La répartition selon la langue pour ces émissions n'est pas disponible.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

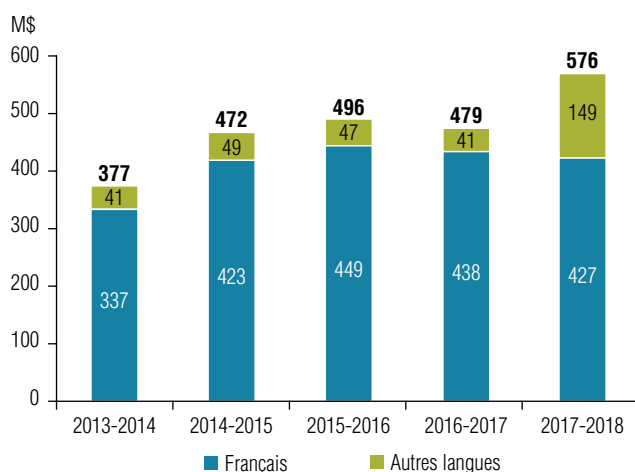
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Langue

En 2017-2018, la valeur de la production télévisuelle de fiction, de variétés et de magazines est en hausse de 20 %, à 576 M\$. Cette augmentation s'explique par la croissance de la valeur des productions dans une autre langue que le français, qui passe de 41 M\$ en 2016-2017 à 149 M\$ en 2017-2018. Depuis 10 ans, celle-ci oscille entre 42 M\$ et 86 M\$. Cependant, il y a eu certaines années atypiques, comme la dernière année et 2010-2011 (162 M\$). Le nombre de projets dans une autre langue que le français passe de 12 à 21, un sommet depuis les 29 projets de 2011-2012.

Figure 4.2

Valeur de la production télévisuelle québécoise de fiction, de magazines et de variétés selon la langue, Québec, 2013-2014 à 2017-2018

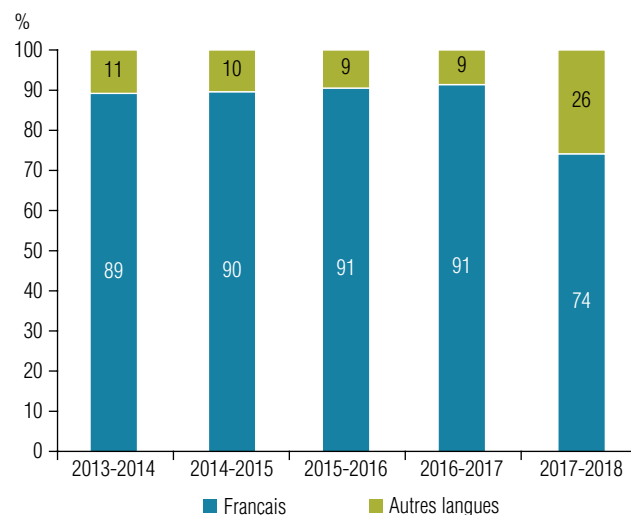


Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 4.3

Répartition de la valeur de la production télévisuelle québécoise de fiction, de magazines et de variétés selon la langue, Québec, 2013-2014 à 2017-2018

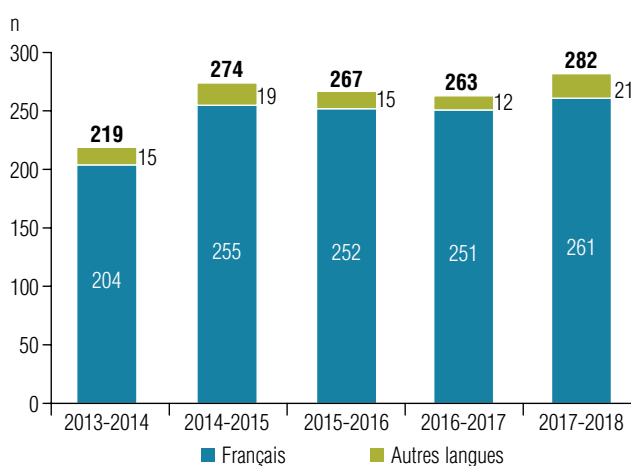


Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 4.4

Nombre de productions télévisuelles québécoises de fiction, de magazines et de variétés selon la langue, Québec, 2013-2014 à 2017-2018



Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 4.3

Coût moyen par projet des productions télévisuelles québécoises de fiction, de magazines et de variétés selon la langue, Québec, 2013-2014 à 2017-2018

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
	M\$				
Français	1,7	1,7	1,8	1,7	1,6
Autres langues	2,7	2,6	3,1	3,4	7,1
Total	1,7	1,7	1,9	1,8	2,0

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

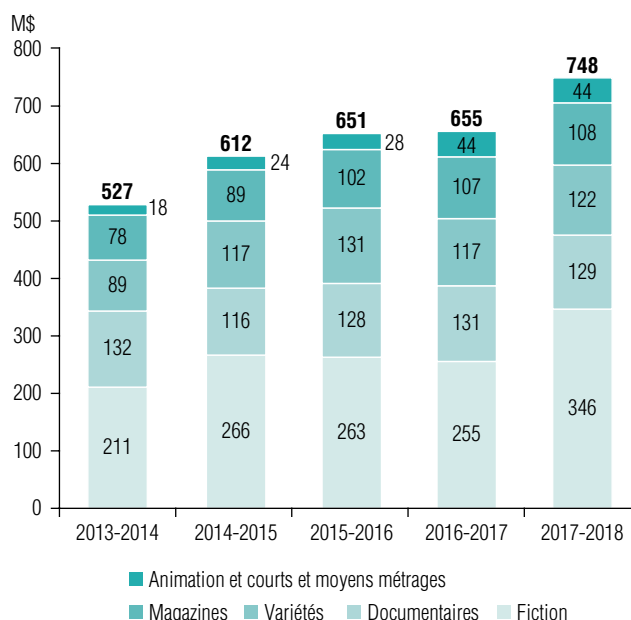
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Comparaison Québec-Canada

La hausse de la valeur des productions télévisuelles de fiction au Québec est contraire à la variation observée dans la production de ce genre pour l'ensemble du Canada, où la valeur baisse de 20 %. Selon les données du *Profil canadien*, la valeur de la production télévisuelle de fiction en français diminue de 20 % à l'échelle canadienne. Par ailleurs, toujours selon cette source, les œuvres de fiction prennent une part similaire de la valeur de la production télévisuelle dans l'ensemble du Canada (47 %) et au Québec (46 %). Ici, les documentaires et les variétés ont des parts du volume de production plus grandes que dans l'ensemble du Canada.

Source : Nordicité (2019), *Profil 2018. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, [En ligne], figure 4-17. [www.cmpa.ca/industry-information/profile] (Consulté le 2 avril 2019).

Figure 4.5

Valeur de la production télévisuelle québécoise selon le genre, Québec, 2013-2014 à 2017-2018

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

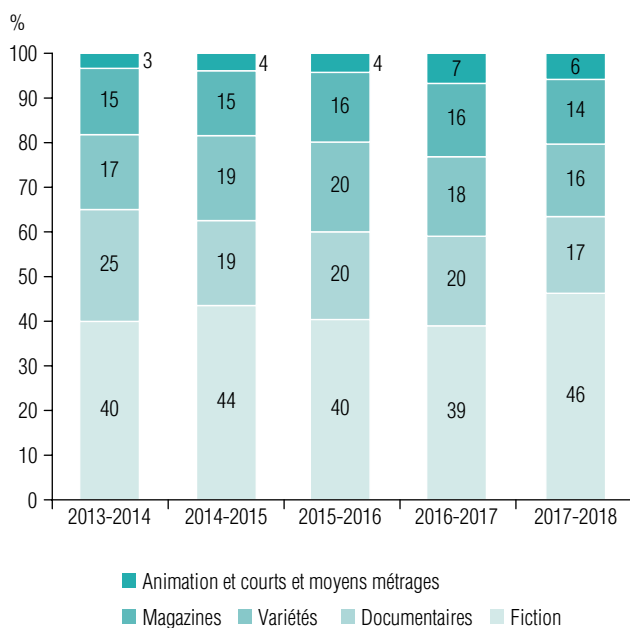
Le devis moyen des productions télévisuelles en français est à son plus bas niveau en cinq ans, à 1,6 M\$, alors qu'il était stable entre 1,7 M\$ et 1,8 M\$ les années précédentes. Par contre, le devis moyen des productions dans une autre langue est en forte hausse depuis trois ans, passant de 2,6 M\$ en 2014-2015, à 3,1 M\$ en 2015-2016, 3,4 M\$ en 2016-2017 et 7,1 M\$ en 2017-2018.

Genres

En 2017-2018, la valeur des émissions de fiction augmente de 36 %, pour s'établir à 346 M\$, et celle des productions de variétés de 4 %. La valeur des émissions documentaires recule de 2 %, alors que celle des émissions de type magazine augmente de 1 %.

Les documentaires occupent la première place, avec 37 % des projets en 2017-2018. Cependant, le nombre de projets (192) est en baisse après trois années de hausse. Tous les autres genres d'émissions affichent une augmentation, que ce soit les variétés (+ 18 %), les magazines (+4 %) et l'animation et les courts et moyens métrages (+ 89 %).

Figure 4.6
Répartition de la valeur de la production télévisuelle québécoise selon le genre, Québec, 2013-2014 à 2017-2018

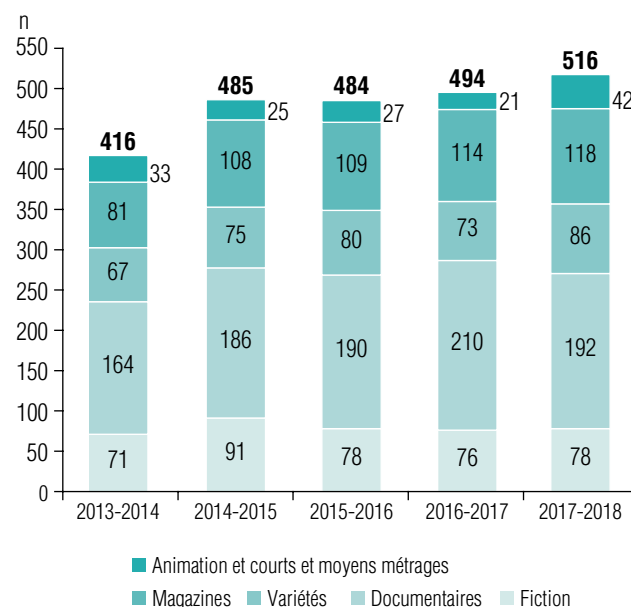


Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La valeur moyenne des budgets des œuvres de la plupart des différents genres demeure inchangée en 2017-2018 par rapport à 2016-2017. Toutefois, celle des œuvres de fiction passe de 3,4 M\$ à 4,4 M\$ et celle des œuvres d'animation diminue de moitié, de 4,7 M\$ à 2,3 M\$.

Figure 4.7
Nombre de productions télévisuelles québécoises selon le genre, Québec, 2013-2014 à 2017-2018



Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 4.4

Coût moyen par projet des productions télévisuelles québécoises selon le genre, Québec, 2013-2014 à 2017-2018

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
	M\$				
Fiction	3,0	2,9	3,4	3,4	4,4
Documentaires	0,8	0,6	0,7	0,6	0,7
Variétés	1,3	1,6	1,6	1,6	1,4
Magazines	1,0	0,8	0,9	0,9	0,9
Animation et courts et moyens métrages	0,5	1,0	1,0	2,1	1,0
Total	1,3	1,3	1,3	1,3	1,4

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Les documentaires

Les données sur les documentaires regroupent à la fois les productions pour les salles et pour la télévision (cinématographiques et télévisuelles). De plus, pour des raisons de confidentialité, les données sur la langue sont disponibles uniquement pour l'ensemble des documentaires. En 2017-2018, la valeur de la production des documentaires est en hausse de 1 %, à 144 M\$. Cette croissance vaut pour les longs métrages (+39 %) et les miniséries (+32 %). La valeur de la production est en baisse de 12 % pour les documentaires en français et en hausse de 61 % pour ceux dans une autre langue.

Tableau 4.5

Valeur de production des documentaires québécois selon la langue et le format , Québec, 2013-2014 à 2017-2018

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
	M\$				
Langue	138	122	134	142	144
Français	74	99	104	117	102
Autres langues	64	24	30	26	42
Format	138	122	134	142	144
Émissions uniques	31	28	22	26	24
Longs métrages	5	6	6	11	15
Miniséries	23	31	25	17	22
Séries	78	56	81	89	82

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Financement

La plus importante source de financement pour la production télévisuelle indépendante est celle des télédiffuseurs québécois. Ceux-ci investissent 294 M\$ en 2017-2018 (39 % du financement total – une part plus faible que le niveau record enregistré en 2015-2016). Les télédiffuseurs hors Québec, quant à eux, contribuent à hauteur de 7 M\$ (1 %) pour la production télévisuelle québécoise.

Comparativement à l'ensemble du Canada, au Québec, le financement des distributeurs et celui de provenance étrangère sont nettement plus faibles. Les distributeurs canadiens apportent 2 % du financement de la production télévisuelle au Québec, mais 13 % de celui de l'ensemble des productions télévisuelles canadiennes, selon Nordicité⁴. De leur côté, les sources étrangères fournissent 11 % du financement de la production télévisuelle au Québec et 15 % de celui de la production télévisuelle de l'ensemble du Canada.

L'importance des différentes sources de financement varie selon le genre d'émission. En 2017-2018, les droits de diffusion provenant des télédiffuseurs sont plus élevés pour les émissions de variétés (59 % du financement) et les magazines (57 % du financement). La contribution est moindre pour les documentaires (40 % de leur financement) et les œuvres de fiction (31 % de leur financement). Quant à l'animation, la part la plus importante de son financement en 2017-2018 provient de sources étrangères (28 %). Le crédit d'impôt du Québec constitue la deuxième source de financement en importance et en représente généralement entre 16 % et 17 % pour les genres variétés, magazines et documentaires.

Tableau 4.6

Financement de la production télévisuelle québécoise, Québec, 2013-2014 à 2017-2018

	2013-2014		2014-2015		2015-2016		2016-2017		2017-2018	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Droits de diffusion des télédiffuseurs ¹	216 396	40,5	257 744	41,8	299 015	45,7	286 526	43,6	293 698	39,1
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	4 053	0,8	2 276	0,4	7 064	1,1	4 830	0,7	7 276	1,0
Crédit d'impôt fédéral	53 183	9,9	63 060	10,2	70 986	10,8	68 313	10,4	73 110	9,7
Crédits d'impôt provinciaux	93 371	17,5	111 030	18,0	108 225	16,5	105 302	16,0	111 516	14,9
Distributeurs canadiens	3 452	0,6	7 931	1,3	4 441	0,7	8 926	1,4	15 190	2,0
Financement de provenance étrangère ²	26 179	4,9	14 537	2,4	13 577	2,1	35 866	5,5	85 800	11,4
SODEC	4 458	0,8	4 577	0,7	1 871	0,3	3 587	0,5	4 888	0,7
Fonds des médias du Canada	94 231	17,6	101 452	16,5	100 975	15,4	97 216	14,8	98 538	13,1
Fonds du long métrage du Canada – Téléfilm Canada	495	0,1	1 450	0,2	117	—	1 773	0,3	3 515	0,5
Autre financement public ³	2 479	0,5	5 402	0,9	3 006	0,5	4 709	0,7	6 815	0,9
Autre financement privé ⁴	36 376	6,8	46 806	7,6	45 281	6,9	39 768	6,1	49 990	6,7
Total	534 673	100,0	616 265	100,0	654 557	100,0	656 814	100,0	750 336	100,0

1. Incluant les télédiffuseurs français, anglais et d'autres langues.

2. Incluant les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

3. Incluant le financement provenant des mini-traités, de l'ONF, de commandites publiques et d'autres apports publics.

4. Incluant le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

4. Source : Nordicité (2019), *Profil 2018. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, [En ligne], figure 4-17. [\[www.cmpa.ca/industry-information/profile\]](http://www.cmpa.ca/industry-information/profile) (Consulté le 2 avril 2019).

Tableau 4.7

Financement de la production télévisuelle de fiction, de magazines et de variétés de langue française, Québec, 2013-2014 à 2017-2018

	2013-2014		2014-2015		2015-2016		2016-2017		2017-2018	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Droits de diffusion des télédiffuseurs ¹	162 800	48,0	204 046	48,0	228 979	50,8	220 815	50,3	217 432	50,8
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crédit d'impôt fédéral	36 714	10,8	44 753	10,5	49 703	11,0	48 796	11,1	47 688	11,1
Crédits d'impôt provinciaux	62 534	18,4	76 564	18,0	74 844	16,6	73 432	16,7	69 999	16,3
Distributeurs canadiens	522	0,2	1 099	0,3	785	0,2	4 005	0,9	1 836	0,4
Financement de provenance étrangère ²	—	—	3 326	0,8	5 203	1,2	1 777	0,4	4 553	1,1
SODEC	225	0,1	150	—	75	—	225	0,1	75	0,0
Fonds des médias du Canada	62 587	18,4	72 830	17,1	69 815	15,5	64 783	14,8	61 719	14,4
Fonds du long métrage du Canada – Téléfilm Canada	—	—	—	—	—	—	453	0,1	190	0,0
Autre financement public ³	537	0,2	416	0,1	1 188	0,3	3 514	0,8	3 832	0,9
Autre financement privé ⁴	13 447	4,0	21 960	5,2	20 154	4,5	21 257	4,8	21 021	4,9
Total	339 367	100,0	425 143	100,0	450 746	100,0	439 058	100,0	428 346	100,0

1. Incluant les télédiffuseurs français, anglais et d'autres langues.

2. Incluant les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

3. Incluant le financement provenant des mini-traités, de l'ONF, de commandites publiques et d'autres apports publics.

4. Incluant le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Le détail du financement des productions télévisuelles de fiction, de magazines et de variétés révèle que la hausse de 261 % du financement des productions dans une autre langue que le français s'explique principalement par une augmentation de la contribution de provenance étrangère (4 M\$ en 2016-2017 à 61 M\$ en 2017-2018) et, dans une moindre mesure, une hausse des crédits d'impôt (+ 14 M\$), des droits de diffusion des télédiffuseurs (+ 13 M\$) et de l'apport des distributeurs canadiens (+ 10 M\$).

La comparaison en fonction de la langue permet de mesurer l'importance des droits de diffusion payés par les télédiffuseurs pour les productions francophones. En 2017-2018, 51 % du financement des productions

télévisuelles des œuvres de fiction, des magazines et des variétés en français provient ainsi des télédiffuseurs. Ceux-ci fournissent aussi 16 % du financement des productions en d'autres langues, ce qui constitue une baisse par rapport à 2016-2017. Les productions en d'autres langues obtiennent une plus grande part de leur financement des distributeurs (8 % par rapport à moins de 1 % pour les œuvres en français), de sources étrangères (41 % par rapport à 1 % pour les œuvres en français) et d'autres sources privées (9 % par rapport à 5 % pour les œuvres en français).

Tableau 4.8

Financement de la production télévisuelle de fiction, de magazines et de variétés en d'autres langues que le français, Québec, 2013-2014 à 2017-2018

	2013-2014		2014-2015		2015-2016		2016-2017		2017-2018	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Droits de diffusion des télédiffuseurs ¹	14 259	33,6	15 915	31,7	16 344	34,8	10 023	24,1	22 855	15,3
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	—	—	—	—	—	—	—	—	546	0,4
Crédit d'impôt fédéral	4 067	9,6	5 314	10,6	5 205	11,1	3 753	9,0	9 056	6,1
Crédits d'impôt provinciaux	6 644	15,7	9 051	18,0	7 530	16,0	6 447	15,5	14 944	10,0
Distributeurs canadiens	498	1,2	2 736	5,4	1 768	3,8	2 054	4,9	11 809	7,9
Financement de provenance étrangère ²	5 050	11,9	2 000	4,0	—	—	3 830	9,2	61 112	40,9
SODEC	—	—	75	0,1	—	—	—	—	1 875	1,3
Fonds des médias du Canada	6 688	15,8	2 741	5,5	7 471	15,9	7 332	17,6	10 598	7,1
Fonds du long métrage du Canada – Téléfilm Canada	—	—	—	—	—	—	—	—	2 600	1,7
Autre financement public ³	—	—	5	—	—	—	—	—	747	0,5
Autre financement privé ⁴	5 201	12,3	12 440	24,7	8 714	18,5	8 119	19,5	13 126	8,8
Total	42 406	100,0	50 277	100,0	47 032	100,0	41 559	100,0	149 268	100,0

1. Incluant les télédiffuseurs français, anglais et d'autres langues.

2. Incluant les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

3. Incluant le financement provenant des mini-traités, de l'ONF, de commandites publiques et d'autres apports publics.

4. Incluant le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 4.9

Financement de la production télévisuelle québécoise selon le genre, Québec, 2017-2018

	Fiction	Variétés	Magazines ¹	Documentaires	Animation	Courts et moyens métrages	Total
k\$							
Droits de diffusion des télédiffuseurs ²	106 657	71 456	62 174	45 562	7 848	—	293 698
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	—	546	—	6 647	68	14	7 276
Crédit d'impôt fédéral	30 263	14 017	12 465	13 574	2 676	116	73 110
Crédits d'impôt provinciaux	47 569	19 270	18 104	20 144	5 830	599	111 516
Distributeurs canadiens	13 086	23	535	1 248	282	16	15 190
Financement de provenance étrangère ³	65 714	—	-48	9 024	11 111	—	85 800
SODEC	1 950	—	—	960	985	993	4 888
Fonds des médias du Canada	61 988	7 164	3 165	20 064	6 157	—	98 538
Fonds du long métrage du Canada – Téléfilm Canada	2 790	—	—	100	525	100	3 515
Autre financement public ⁴	587	2 950	1 042	1 144	356	735	6 815
Autre financement privé ⁵	15 706	7 076	11 365	10 582	3 648	1 612	49 990
Total	346 310	122 502	108 802	129 049	39 486	4 187	750 336
Part (%)							
Droits de diffusion des télédiffuseurs ²	30,8	58,3	57,1	35,3	19,9	—	39,1
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	—	0,4	—	5,2	0,2	0,3	1,0
Crédit d'impôt fédéral	8,7	11,4	11,5	10,5	6,8	2,8	9,7
Crédits d'impôt provinciaux	13,7	15,7	16,6	15,6	14,8	14,3	14,9
Distributeurs canadiens	3,8	—	0,5	1,0	0,7	0,4	2,0
Financement de provenance étrangère ³	19,0	—	—	7,0	28,1	—	11,4
SODEC	0,6	—	—	0,7	2,5	23,7	0,7
Fonds des médias du Canada	17,9	5,8	2,9	15,5	15,6	—	13,1
Fonds du long métrage du Canada – Téléfilm Canada	0,8	0,0	—	0,1	1,3	2,4	0,5
Autre financement public ⁴	0,2	2,4	1,0	0,9	0,9	17,6	0,9
Autre financement privé ⁵	4,5	5,8	10,4	8,2	9,2	38,5	6,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Les valeurs négatives du tableau sont dues à des révisions de dossiers postérieures à la décision préalable initiale. Ces révisions sont inscrites dans l'exercice financier en cours plutôt que dans l'exercice financier de la décision initiale. L'écart du montant du financement entre la décision initiale et la décision subséquente est comptabilisé dans l'année financière de la révision. Toutefois, le projet n'est pas dénombré une deuxième fois.

2. Incluant les télédiffuseurs français, anglais et d'autres langues.

3. Incluant les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

4. Incluant le financement provenant des mini-traités, de l'ONF, de commandites publiques et d'autres apports publics.

5. Incluant le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Productions soutenues par le Fonds des médias du Canada

Le Fonds des médias du Canada (FMC) soutient un grand nombre d'œuvres télévisuelles. D'après les données fournies, en 2017-2018, le FMC consacre 19 M\$ de moins aux productions télévisuelles au Québec que l'année précédente, soit 87 M\$ (–18 %). Au niveau canadien, le financement du FMC a diminué pour une deuxième année consécutive, en raison de la baisse de revenus des EDR (entreprises de distribution de radiodiffusion) canadiennes⁵. Le nombre de projets soutenus et le nombre d'heures de programmation décroissent également pour une deuxième année. Le FMC a soutenu un total de 258 projets en 2016-2017 ; on en dénombre 236 en 2017-2018 (–9 %). Les heures de programmation, pour leur part, diminuent globalement de 9 %.

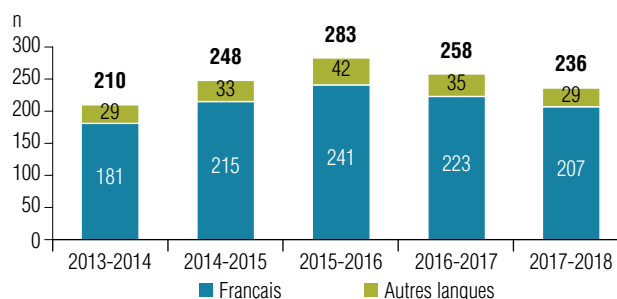
En 2017-2018, sur les 87 M\$ de contribution du FMC aux entreprises de production québécoises, 72 M\$ vont à des productions en français. En cinq ans, la part du soutien allant à des productions en français est passée de 90 % en 2013-2014 à 78 % en 2016-2017, pour ensuite remonter à 83 % en 2017-2018. En termes de nombre, la part des projets en français a oscillé entre 85 % et 88 % depuis cinq ans.

Les heures de programmation diminuent pour les émissions pour enfants et jeunes (–37 heures, baisse de 9 %), pour les dramatiques (–9 heures, baisse de 2 %) et les documentaires (–118, baisse de 21 %). Avec trois projets de plus cette année, la durée totale des émissions de variétés et d'arts de la scène augmente d'une heure en 2017-2018.

Toujours en 2017-2018, plus de la moitié de la contribution du FMC est investie dans des œuvres dramatiques (51 % en 2017-2018). Parallèlement, ces dernières représentent un peu moins de la moitié de la valeur de la production soutenue (48 %).

Figure 4.8

Projets de production télévisuelle¹ soutenus par le FMC selon la langue, Québec, 2013-2014 à 2017-2018



1. Projets soutenus dans le cadre du volet convergent. N'inclut pas les projets de la plateforme médias numériques.

Sources : Fonds des médias du Canada pour les données 2016-2017 et 2017-2018. Fonds des médias du Canada, Base de données des projets financés par le Fonds des médias du Canada, pour les données 2012-2013 à 2015-2016, [En ligne]. [\[www.cmf-fmc.ca/fr-ca/projets-finances/base-de-donnees-des-projets-finances\]](http://www.cmf-fmc.ca/fr-ca/projets-finances/base-de-donnees-des-projets-finances) (Consulté le 26 avril 2017).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

5. Source : Nordicité (2019), *Profil 2018. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*. [En ligne], figure 4-13. [\[www.cmpa.ca/industry-information/profile\]](http://www.cmpa.ca/industry-information/profile) (Consulté le 2 avril 2019).

Tableau 4.10

Contribution du FMC au financement de la production télévisuelle¹ selon la langue, Québec, 2013-2014 à 2017-2018

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
	M\$				
Français	82,6	83,4	83,6	82,5	72,0
Autres langues	9,3	15,8	19,9	22,9	14,7
Total	91,9	99,2	103,4	105,4	86,7

1. Projets soutenus dans le cadre du volet convergent. N'inclut pas les projets de la plateforme médias numériques.

Source : Fonds des médias du Canada, *Base de données de projets financés*, [En ligne]. [www.cmf-fmc.ca/fr-ca/projets-finances/base-de-donnees-des-projets-finances] (Consulté le 1^{er} mars 2019).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 4.11

Contribution du FMC au financement de la production télévisuelle¹ selon le genre, Québec, 2013-2014 à 2017-2018

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
	M\$				
Dramatiques (fiction)	49,2	52,6	56,5	60,2	48,6
Enfants et jeunes	16,2	18,9	17,8	16,6	13,5
Documentaires	21,2	21,2	21,9	20,6	18,0
Variétés et arts de la scène	5,2	6,6	7,3	7,9	6,6
Total	91,9	99,2	103,4	105,4	86,7

1. Projets soutenus dans le cadre du volet convergent. N'inclut pas les projets de la plateforme médias numériques.

Source : Fonds des médias du Canada, *Base de données de projets financés*, [En ligne]. [www.cmf-fmc.ca/fr-ca/projets-finances/base-de-donnees-des-projets-finances] (Consulté le 1^{er} mars 2019).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 4.12

Heures de programmation québécoise soutenues par le FMC selon le genre, Québec, 2008-2009 à 2017-2018

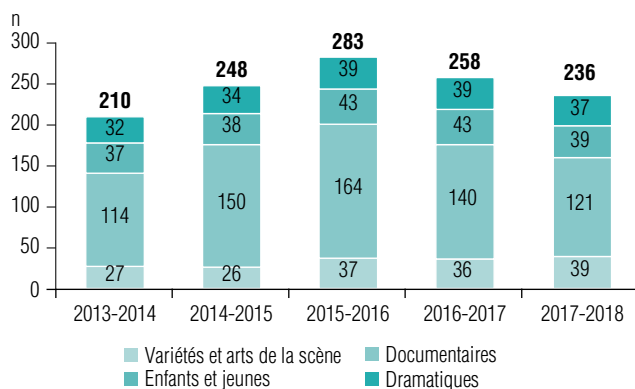
	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
	n									
Dramatiques (fiction)	310	311	377	296	355	390	396	444	435	426
Enfants et jeunes	349	340	385	483	449	381	495	460	411	374
Documentaires	355	383	379	426	438	425	473	553	572	454
Variétés et arts de la scène	134	248	328	424	277	234	263	316	327	328
Total	1 146	1 282	1 468	1 627	1 519	1 430	1 626	1 773	1 743	1 582

Source : Fonds des médias du Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 4.9

Projets de production télévisuelle¹ soutenus par le FMC selon le genre, Québec, 2013-2014 à 2017-2018



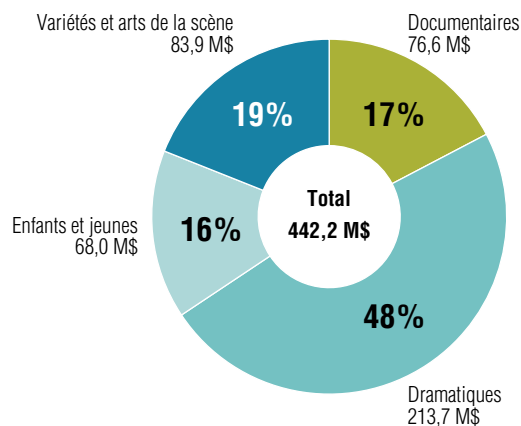
1. Projets soutenus dans le cadre du volet convergent. N'inclut pas les projets de la plateforme médias numériques.

Sources : Fonds des médias du Canada pour les données 2016-2017 et 2017-2018. Fonds des médias du Canada, Base de données des projets financés par le Fonds des médias du Canada, pour les données 2012-2013 à 2015-2016, [En ligne]. (www.cmf-fmc.ca/fr-ca/projets-finances/base-de-donnees-des-projets-finances) (Consulté le 26 avril 2017).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 4.10

Valeur de la production télévisuelle¹ soutenue par le FMC selon le genre, Québec, 2017-2018



1. Projets soutenus dans le cadre du volet convergent. N'inclut pas les projets de la plateforme médias numériques.

Source : Fonds des médias du Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

5 LA PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE QUÉBÉCOISE

FAITS SAILLANTS DE 2017-2018

Données du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ)

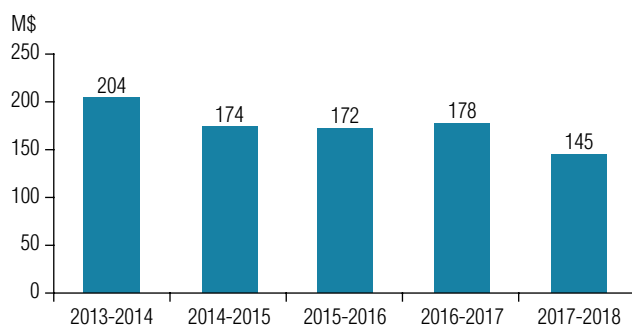
- La valeur de la production cinématographique est de 145 M\$, en baisse de 18 % (tableau 5.1).
- Au total, 79 % des longs métrages de fiction produits sont en français (27), et ces œuvres constituent 75 % de la valeur totale des productions de ce type financées (98 M\$) cette année-là (tableaux 5.2 et 5.3).
- Il y a hausse de la valeur du devis moyen des longs métrages de fiction en français (3,2 M\$ à 3,6 M\$) et baisse du devis moyen en d'autres langues (11,9 M\$ à 4,6 M\$) (tableau 5.4).
- Le financement des productions dans une autre langue que le français passe de 71 M\$ à 32 M\$, en lien avec la baisse du financement de provenance étrangère (–23 M\$) et de celui venant des distributeurs canadiens (–16 M\$) (tableau 5.6).

Téléfilm Canada

- On enregistre une baisse de 7 % du financement en provenance du Fonds du long métrage de Téléfilm Canada, malgré une hausse du nombre de projets soutenus (28 à 38) (figure 5.5 et 5.6).

La valeur de la production cinématographique diminue en 2017-2018 (–18 %), pour s'établir à 145 M\$. En dépit de cette baisse, le nombre de longs métrages augmente très légèrement, passant de 56 en 2016-2017 à 57 en 2017-2018.

Figure 5.1

Valeur de la production cinématographique¹ québécoise, Québec, 2013-2014 à 2017-2018

1. Incluant les longs métrages de fiction et les longs métrages documentaires.

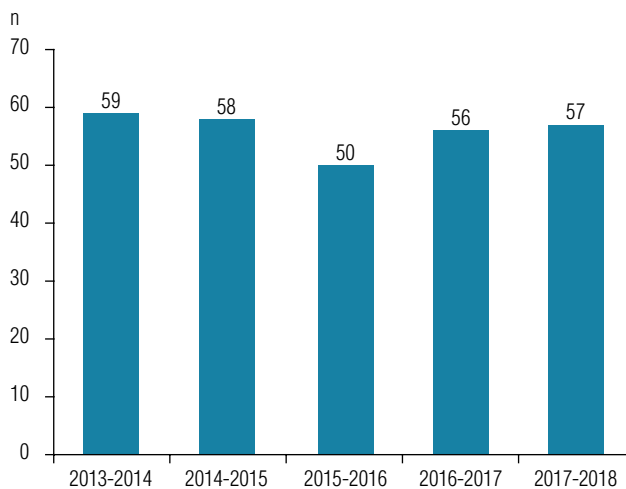
Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Genre

En 2017-2018, 34 des 57 longs métrages produits sont des œuvres de fiction, et leur valeur s'élève à 130 M\$ (90 % de la valeur totale). Le devis moyen des longs métrages de fiction passe de 4,6 M\$ à 3,8 M\$ sur la période à l'étude. La hausse du nombre de longs métrages est attribuable aux films documentaires⁶ pour une deuxième année consécutive. En 2017-2018, il y en a trois de plus,

Figure 5.2

Longs métrages¹ québécois, Québec, 2013-2014 à 2017-2018

1. Incluant les longs métrages de fiction et les longs métrages documentaires.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

alors qu'il y a deux œuvres de fiction de moins. Le devis moyen des fictions est de 3,8 M\$, soit une baisse (4,6 M\$ en 2016-2017), et celui des documentaires de 0,7 M\$, en hausse (0,5 M\$ en 2016-2017).

Tableau 5.1

Production de longs métrages québécois selon le genre, Québec, 2013-2014 à 2017-2018

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
M\$					
Fiction	199	168	166	167	130
Documentaires	5	6	6	11	15
Total	204	174	172	178	145
n					
Fiction	45	44	37	36	34
Documentaires	14	14	13	20	23
Total	59	58	50	56	57

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

6. Pour une analyse plus détaillée des documentaires, vous pouvez consulter l'encadré à ce sujet dans le chapitre 4.

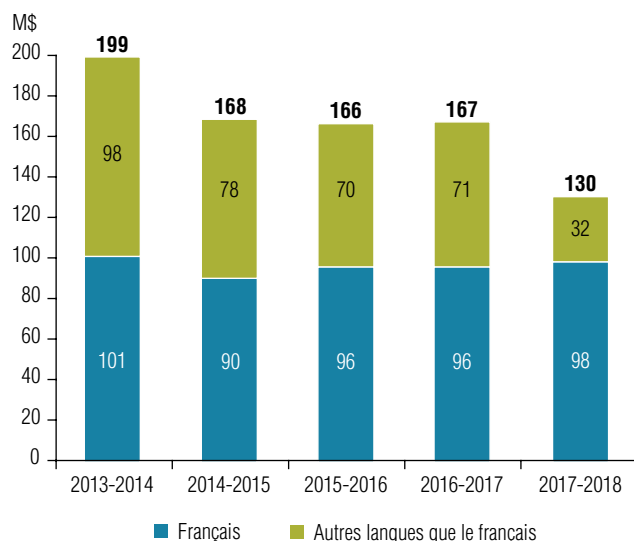
Langue des longs métrages de fiction

Le devis moyen des longs métrages de fiction en français augmente de 14 % en 2017-2018, pour atteindre 3,6 M\$. Ces types de longs métrages en d'autres langues présentent un devis moyen en baisse de 61 %, à 4,6 M\$, le plus bas niveau en cinq ans. Cette forte baisse survient après une hausse du devis moyen de 52 % en 2016-2017.

La diminution du devis moyen des œuvres de fiction en d'autres langues s'explique par une baisse moyenne de 55 % de la valeur totale de cette catégorie de productions (−39 M\$), concomitante à la production de sept œuvres en 2017-2018, comparativement à 6 en 2016-2017. Pour sa part, la valeur de la production d'œuvres de fiction en français est en légère hausse, de 96 M\$ à 98 M\$.

Figure 5.3

Valeur de la production des longs métrages de fiction québécois selon la langue, Québec, 2013-2014 à 2017-2018



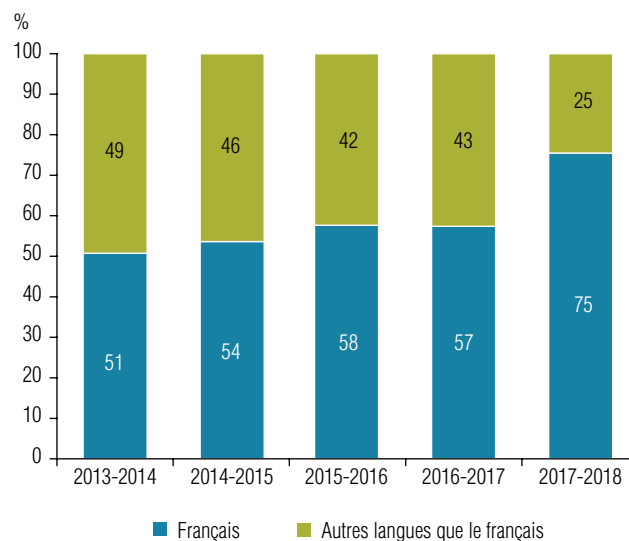
Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 5.4

Répartition de la valeur de la production de longs métrages de fiction québécois selon la langue, Québec, 2013-2014 à 2017-2018



Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5.2

Valeur de la production de longs métrages de fiction québécois selon la langue, Québec, 2013-2014 à 2017-2018

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
	M\$				
Français	101	90	96	96	98
Autres langues que le français	98	78	70	71	32
Ensemble des films	199	168	166	167	130

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5.3

Longs métrages de fiction québécois selon la langue, Québec, 2013-2014 à 2017-2018

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
	n				
Français	33	31	28	30	27
Autres langues que le français	12	13	9	6	7
Ensemble des films	45	44	37	36	34

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5.4

Devis moyen des longs métrages de fiction québécois selon la langue, Québec, 2013-2014 à 2017-2018

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
	M\$				
Français	3,1	2,9	3,4	3,2	3,6
Autres langues que le français	8,2	6,0	7,8	11,9	4,6
Ensemble des films	4,4	3,8	4,5	4,6	3,8

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5.5

Financement de la production de longs métrages de fiction et de longs métrages documentaires québécois, Québec, 2013-2014 à 2017-2018

	2013-2014		2014-2015		2015-2016 ¹		2016-2017		2017-2018	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Droits de diffusion des télédiffuseurs ²	2 227	1,1	1 190	0,7	1 606	0,9	1 188	0,7	640	0,4
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	—	—	27	—	—	—	94	0,1	84	0,1
Crédit d'impôt fédéral	5 773	2,8	6 355	3,7	5 065	2,9	6 935	3,9	4 811	3,3
Crédits d'impôt provinciaux	28 430	13,9	28 134	16,2	23 226	13,5	24 303	13,6	20 397	14,0
Distributeurs canadiens	9 512	4,7	7 017	4,0	8 258	4,8	23 716	13,3	10 192	7,0
Financement de provenance étrangère ³	64 923	31,7	49 335	28,4	60 424	35,2	44 474	25,0	37 981	26,1
SODEC	26 191	12,8	20 745	11,9	22 476	13,1	25 035	14,0	19 623	13,5
Fonds des médias du Canada	2 770	1,4	311	0,2	-956	-0,6	227	0,1	55	0,0
Fonds du long métrage du Canada – Téléfilm Canada	34 120	16,7	25 427	14,6	31 835	18,5	30 372	17,0	26 925	18,5
Autre financement public ⁴	1 094	0,5	965	0,6	1 405	0,8	2 045	1,1	3 517	2,4
Autre financement privé ⁵	29 480	14,4	34 336	19,8	18 513	10,8	19 823	11,1	21 347	14,7
Total	204 520	100,0	173 843	100,0	171 852	100,0	178 214	100,0	145 572	100,0

1. Les valeurs négatives du tableau sont dues à des révisions de dossiers postérieures à la décision préalable initiale. Ces révisions sont inscrites dans l'exercice financier en cours plutôt que dans l'exercice financier de la décision initiale. L'écart du montant du financement entre la décision initiale et la décision subséquente est comptabilisé dans l'année financière de la révision. Toutefois, le projet n'est pas dénombré une deuxième fois.

2. Incluant les télédiffuseurs français, anglais et d'autres langues.

3. Incluant les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

4. Incluant le financement provenant des mini-traités, de l'ONF, de commandites publiques et d'autres apports publics.

5. Incluant le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Financement

Les données de la SODEC révèlent que le financement étranger constitue un apport important dans le budget de la production cinématographique. En effet, il en représente 26 % en 2017-2018, un résultat similaire à 2016-2017 (25 %). Les longs métrages de fiction en français connaissent une hausse importante de cette source en 2017-2018 (11 M\$ à 29 M\$), et leur part du financement venant de l'étranger passe de 12 % à 29 %. Pour les productions dans une autre langue, ce financement est en baisse pour une quatrième année consécutive, passant de 49 M\$ en 2013-2014, à 32 M\$ en 2016-2017 et à 9 M\$ en 2017-2018. Sa part passe ainsi de 46 % à 27 % en l'espace d'un an.

Le financement des télédiffuseurs diminue aussi en 2017-2018 (-44 %), malgré une décroissance de 26 % l'année précédente. Sur la même période, le financement des distributeurs canadiens est également en baisse (-57 %). Notons que la part du financement privé⁷, excluant les sources de provenance étrangère, atteint 32 M\$ en 2017-2018 (-28 %) et constitue 22 % total. La diminution de ce type de soutien est plus importante pour les longs métrages de fiction en d'autres langues que le français (-59 %) que pour les longs métrages de fiction en français (-17 %).

7. Le financement privé inclut celui des télédiffuseurs, des distributeurs canadiens et des sources incluses dans la catégorie « autre financement privé ».

Tableau 5.6

Financement de la production de longs métrages de fiction selon la langue, Québec, 2013-2014 à 2017-2018

	2013-2014		2014-2015		2015-2016 ¹		2016-2017		2017-2018	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Français										
Droits de diffusion des télédiffuseurs ²	1 062	1,1	575	0,6	1 078	1,1	599	0,6	408	0,4
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crédit d'impôt fédéral	1 975	2,0	3 258	3,6	2 348	2,5	2 780	2,9	2 097	2,1
Crédits d'impôt provinciaux	19 181	19,0	18 266	20,3	15 597	16,3	16 822	17,6	13 253	13,5
Distributeurs canadiens	6 746	6,7	5 502	6,1	5 437	5,7	7 345	7,7	3 444	3,5
Financement de provenance étrangère ³	15 779	15,7	9 324	10,4	20 033	20,9	11 023	11,5	28 999	29,5
SODEC	22 778	22,6	17 626	19,6	19 370	20,2	21 773	22,7	16 090	16,4
Fonds des médias du Canada	569	0,6	306	0,3	155	0,2	—	—	—	—
Fonds du long métrage du Canada – Téléfilm Canada	26 099	25,9	19 407	21,5	22 164	23,1	23 978	25,1	19 887	20,2
Autre financement public ⁴	497	0,5	106	0,1	1 142	1,2	442	0,5	2 330	2,4
Autre financement privé ⁵	6 119	6,1	15 699	17,4	8 434	8,8	10 948	11,4	11 826	12,0
Total	100 805	100,0	90 069	100,0	95 758	100,0	95 710	100,0	98 331	100,0
Autres langues que le français										
Droits de diffusion des télédiffuseurs ²	766	0,8	303	0,4	70	0,1	50	0,1	116	0,4
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crédit d'impôt fédéral	3 409	3,5	2 840	3,6	2 430	3,5	3 297	4,6	1 478	4,6
Crédits d'impôt provinciaux	8 084	8,2	8 704	11,2	6 873	9,8	5 417	7,6	3 808	11,9
Distributeurs canadiens	2 623	2,7	1 260	1,6	2 381	3,4	16 187	22,8	565	1,8
Financement de provenance étrangère ³	49 144	50,0	39 551	50,7	38 247	54,6	32 410	45,6	8 624	27,0
SODEC	2 831	2,9	2 050	2,6	2 622	3,7	2 235	3,1	2 250	7,0
Fonds des médias du Canada	1 885	1,9	—	—	-1 260	-1,8	—	—	—	—
Fonds du long métrage du Canada – Téléfilm Canada	7 639	7,8	5 683	7,3	9 447	13,5	6 035	8,5	6 865	21,5
Autre financement public ⁴	44	—	92	0,1	—	—	—	—	40	—
Autre financement privé ⁵	21 851	22,2	17 550	22,5	9 286	13,2	5 472	7,7	8 205	25,7
Total	98 276	100,0	78 032	100,0	70 094	100,0	71 103	100,0	31 951	100,0

1. Les valeurs négatives du tableau sont dues à des révisions de dossiers postérieures à la décision préalable initiale. Ces révisions sont inscrites dans l'exercice financier en cours plutôt que dans l'exercice financier de la décision initiale. L'écart du montant du financement entre la décision initiale et la décision subséquente est comptabilisé dans l'année financière de la révision. Toutefois, le projet n'est pas dénombré une deuxième fois.

2. Incluant les télédiffuseurs français, anglais et d'autres langues.

3. Incluant les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

4. Incluant le financement provenant des mini-traités, de l'ONF, de commandites publiques et d'autres apports publics.

5. Incluant le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

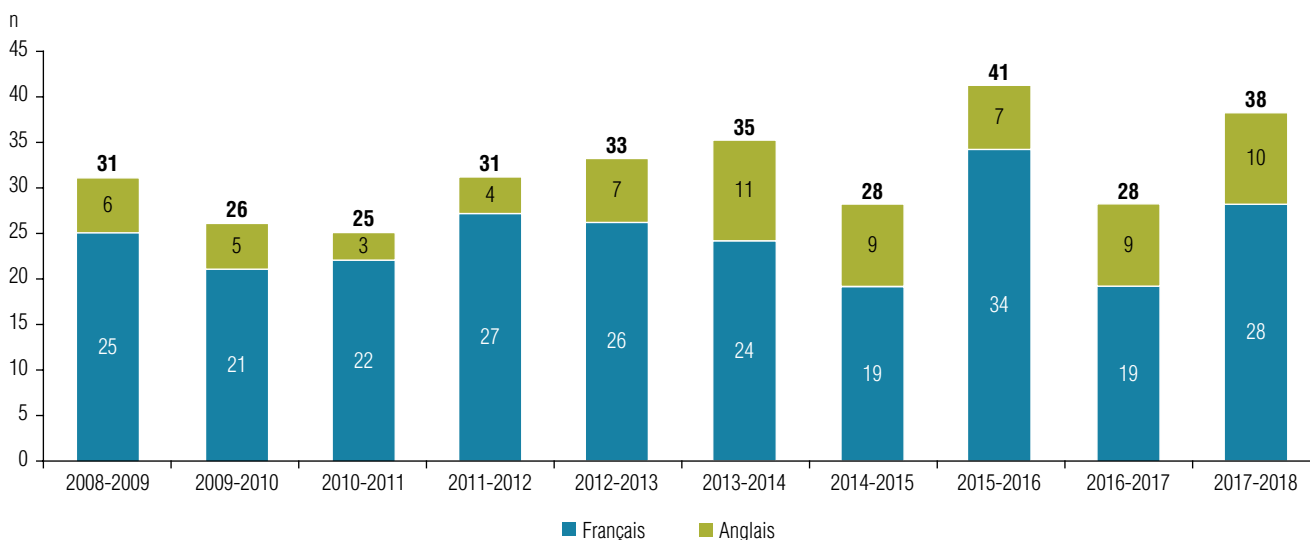
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Longs métrages soutenus par le Fonds du long métrage du Canada

Téléfilm Canada soutient 38 longs métrages au Québec en 2017-2018, dans le cadre du Programme d'aide à la production du Fonds du long métrage du Canada (FLMC), soit un nombre légèrement inférieur au record atteint en 2015-2016 (41 longs métrages). Ces 10 dernières années, Téléfilm Canada a soutenu 32 films par année en moyenne. La hausse de 2017-2018 est attribuable à une augmentation du nombre de productions en français : il y en avait 19 en 2016-2017, tandis qu'on en dénombre 28 en 2017-2018.

Figure 5.5

Longs métrages québécois et francophones soutenus par le Programme d'aide à la production du Fonds du long métrage du Canada¹ selon la langue, Québec, 2008-2009 à 2017-2018



1. Comprend les demandes traitées au bureau de Montréal, soit celles concernant les projets québécois et les projets francophones d'ailleurs au Canada. En 2017-2018, un seul long métrage francophone n'est pas québécois. Exclut le programme pour le long métrage documentaire.

Source : Téléfilm Canada.

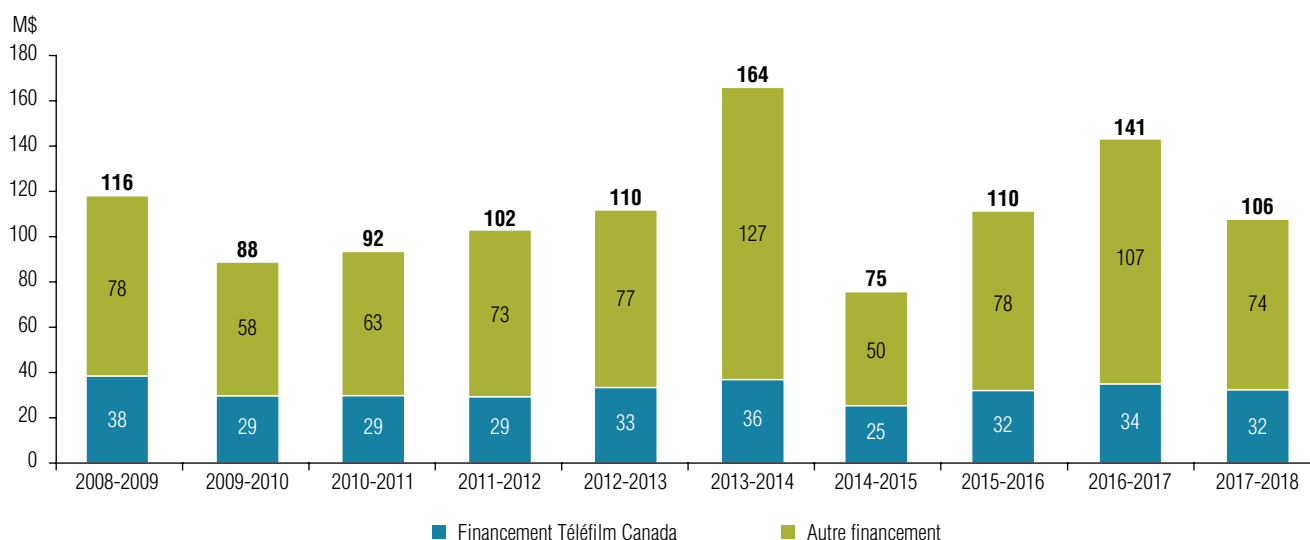
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La valeur des œuvres soutenues par le FLMC diminue en 2017-2018 et s'élève à 106 M\$ (-25 %). Cette variation est liée à la hausse du nombre de longs métrages en français soutenus par le FLMC, associée à une valeur de production du devis moyen de ces productions inférieure à celle des longs métrages en anglais. Le devis moyen des œuvres est en baisse, à 2,8 M\$ en 2017-2018, par rapport à une moyenne de 3,5 M\$ ces cinq dernières années.

Enfin, ces œuvres obtiennent 32 M\$ de financement dans le cadre du FLMC, ce qui correspond à 30 % de leur financement global en 2017-2018. Cette part est plus élevée qu'en 2016-2017 (24 %). Cela indique que la contribution des autres sources de financement baisse de 30 %.

Figure 5.6

Valeur¹ de la production cinématographique québécoise et francophone² soutenue par le Programme d'aide à la production du Fonds du long métrage du Canada, Québec, 2008-2009 à 2017-2018



1. Le financement total exclut la part étrangère des coproductions dans lesquelles le Canada est un partenaire minoritaire.

2. Comprend les demandes traitées au bureau de Montréal, soit celles concernant les projets québécois et les projets francophones d'ailleurs au Canada. Exclut le programme pour le long métrage documentaire.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5.7

Longs métrages québécois et francophones soutenus par le Programme d'aide à la production du Fonds du long métrage du Canada¹, Québec, 2013-2014 à 2017-2018

	unité	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2013-2014 à 2017-2018
Financement total ²	M\$	164	75	110	141	106	596
Nombre de longs métrages	n	35	28	41	28	38	170
Devis moyen	M\$	4,7	2,7	2,7	5,0	2,8	3,5

1. Comprend les demandes traitées au bureau de Montréal, soit celles concernant les projets québécois et les projets francophones d'ailleurs au Canada. En 2017-2018, un seul long métrage francophone n'est pas québécois. Exclut le programme pour le long métrage documentaire.

2. Le financement total exclut la part étrangère des coproductions dans lesquelles le Canada est un partenaire minoritaire.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

6 LES COPRODUCTIONS AUDIOVISUELLES

FAITS SAILLANTS DE 2017

Coproductions régies par des traités (données de Téléfilm Canada)

- Le nombre de coproductions régies par des traités pour le Québec passe de 19 en 2016 à 27 en 2017, et leur valeur globale de 137 M\$ en 2016 à 108 M\$ en 2017 (tableau 6.1).
- Hausse de 126 % de la valeur globale des coproductions régies par des traités en français (29 M\$ à 66 M\$), et baisse de 61 % de la valeur des coproductions en anglais (108 M\$ à 42 M\$) (tableau 6.1).
- La valeur des coproductions cinématographiques s'établit à 63 M\$ en 2017, par rapport à 50 M\$ en 2016, alors qu'elle a été de 184 M\$ en 2015 (tableau 6.8).
- La part des coproductions québécoises dans la valeur des coproductions cinématographiques canadiennes augmente, passant de 33 % en 2016 à 57 % en 2017 (tableau 6.3).
- La part des coproductions québécoises dans la valeur des coproductions télévisuelles canadiennes diminue, soit de 24 % en 2016 à 15 % en 2017 (tableau 6.3).

Coproductions internationales et interprovinciales dans les données du CIRQ

- Hausse de 42 % de la valeur des coproductions ayant bénéficié du financement du CIRQ (figure 6.3).
- La participation québécoise au financement des coproductions ayant reçu un montant du CIRQ s'établit à 40 %, en baisse par rapport à celle de 2016-2017 (45 %) (figure 6.3).
- La valeur des coproductions autres que les longs métrages de fiction passe de 54 M\$ en 2016-2017 à 145 M\$ en 2017-2018 (figure 6.7).

Sources des données sur la coproduction

Dans ce chapitre, il sera d'abord question des données de Téléfilm Canada sur les coproductions québécoises régies par des traités. Ces coproductions jouissent d'un statut national, ce qui leur permet à la fois d'être admissibles aux programmes de financement fédéraux et provinciaux et d'être considérées comme du contenu canadien aux fins de diffusion. Dans la seconde partie, l'analyse des coproductions québécoises se fera à partir des données du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique du Québec. À noter que pour ces dernières, les coproductions interprovinciales sont incluses.

Coproductions régies par des traités

En 2017, on compte 27 coproductions régies par des traités, soit 8 de plus que l'année précédente. La valeur de ces coproductions diminue, passant de 137 M\$ en 2016 à 108 M\$ en 2017 (-21 %).

> Participation au financement

Parmi les coproductions régies par des traités, celles avec une participation canadienne minoritaire sont généralement plus nombreuses que celles dont la participation canadienne est majoritaire. De plus, le budget global

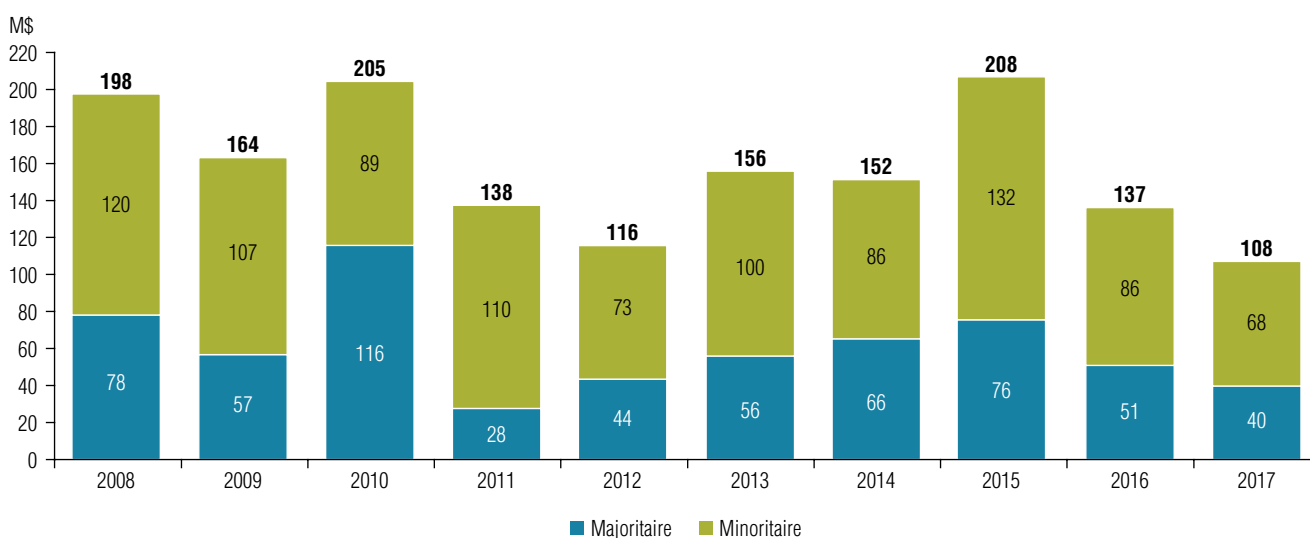
des premières est souvent plus élevé que celui des secondes. C'est le cas des budgets pour neuf des dix dernières années.

La participation canadienne au financement de l'ensemble des coproductions régies par des traités s'élève à 42 M\$ en 2017, soit 39 %. En 2017, cette part est plus élevée pour les productions télévisuelles (46 %) que pour les films (34 %).

Dans l'ensemble, l'ampleur de la participation canadienne est un peu plus faible en 2017 (39 %) que la part moyenne des 10 dernières années (42 %).

Figure 6.1

Budget global des coproductions audiovisuelles¹ régies par des traités selon la participation canadienne², Québec, 2008 à 2017



1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

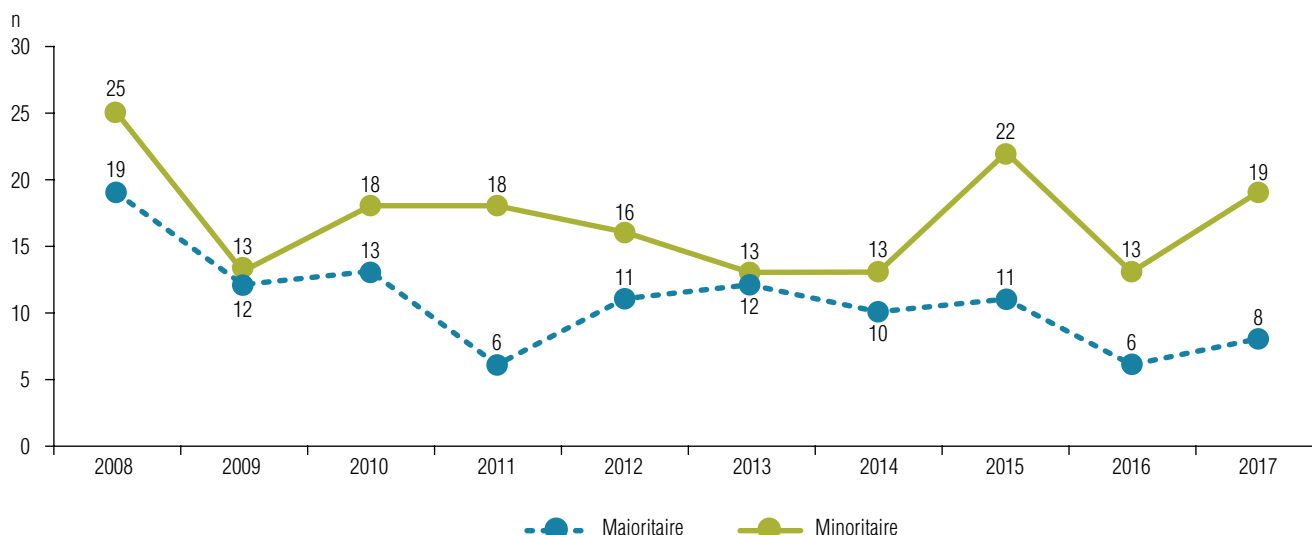
2. Note d'interprétation : Par exemple, le budget total de toutes les coproductions régies par des traités à participation majoritairement canadienne au Québec s'élève à 40 M\$ en 2017.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.2

Coproductions audiovisuelles¹ régies par des traités selon la participation canadienne, Québec, 2008 à 2017

1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.1

Coproductions audiovisuelles¹ régies par des traités, selon la langue, Québec, 2008 à 2017

	unité	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Langue française											
Participation canadienne	M\$	32	31	22	27	27	8	21	38	9	15
Participation étrangère	M\$	53	23	39	56	35	10	27	79	20	51
Financement total	M\$	85	54	61	83	62	18	48	117	29	66
Œuvres (n)	n	24	12	15	13	17	9	13	21	11	20
Langue anglaise											
Participation canadienne	M\$	51	34	83	23	16	63	47	49	49	27
Participation étrangère	M\$	62	76	62	32	38	75	56	41	59	15
Financement total	M\$	113	110	144	55	54	138	104	91	108	42
Œuvres (n)	n	20	13	16	11	10	17	10	12	8	7
Toutes les langues											
Participation canadienne	M\$	83	65	104	50	43	71	68	88	58	42
Participation étrangère	M\$	115	99	101	88	73	86	84	120	79	66
Financement total	M\$	198	164	205	138	116	156	152	208	137	108
Œuvres (n)	n	44	25	31	24	27	25	23	33	19	27

1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

> Pays partenaires

La France est le principal partenaire du Québec pour les coproductions régies par des traités. Elle est le partenaire unique pour 87 des 161 coproductions télévisuelles officielles et 56 des 117 coproductions cinématographiques officielles réalisées entre 2008 et 2017. La valeur des œuvres télévisuelles coproduites avec la France (288 M\$) constitue 47 % de la valeur totale des coproductions télévisuelles, alors que ces œuvres comptent pour 54 % du nombre total de coproductions télévisuelles. Quant aux coproductions cinématographiques avec la France (606 M\$), elles représentent 63 % de la valeur globale des coproductions de ce type, mais comptent pour 48 % du nombre total. La participation du Canada dans ces coproductions avec la France s'élève, en 10 ans, à 45 % pour les œuvres cinématographiques et à 35 % pour les œuvres télévisuelles. Ces parts se comparent à la part canadienne dans les coproductions de ces genres, tous pays partenaires confondus.

Le Royaume-Uni, quant à lui, se trouve en deuxième position des pays partenaires pour les coproductions télévisuelles. La part des œuvres coproduites avec ce pays se situe à 19 % en termes de nombre et à 18 % en termes de valeur des budgets. La participation canadienne dans ces œuvres s'élève à 41 % ; elle est plus élevée que la contribution canadienne moyenne aux coproductions avec les autres pays. Le Royaume-Uni est beaucoup moins présent dans la production cinématographique au Québec que dans la production télévisuelle.

La Belgique, de son côté, se hisse au deuxième rang pour les productions cinématographiques, mais les 9 œuvres bipartites qu'elle coproduit représentent seulement 5 % de la valeur totale des coproductions cinématographiques.

Tableau 6.2

Pays partenaires des coproductions audiovisuelles¹ régies par des traités, Québec, 2008 à 2017

	Volume global		Participation canadienne	
	n	M\$	M\$	%
France	143	894	372	42
Royaume-Uni	36	164	x	x
Allemagne	11	124	48	39
Suisse	9	20	x	x
Belgique	9	52	27	52
Israël	8	7	3	44
Brésil	5	17	7	40
Irlande	5	33	18	56
Italie	4	31	23	77
Roumanie	4	9	4	46
Australie	3	6	4	56
Autres productions bipartites	22	88	35	40
Coproductions multipartites	19	138	45	32
Total	278	1 582	671	42

1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

> Coproductions télévisuelles

La valeur des coproductions télévisuelles régies par des traités est en baisse au Québec en 2017. Elle passe de 86 M\$ en 2016 à 45 M\$ en 2017. Cette diminution s'explique par la chute de la valeur de la participation étrangère, qui passe de 65 M\$ à 24 M\$.

La plupart des œuvres télévisuelles coproduites sont des documentaires. Or, les budgets des documentaires sont beaucoup moins élevés que ceux des dramatiques

et des œuvres pour enfants et jeunes. Ainsi, entre 2013 et 2017, les documentaires comptent pour 82 % des œuvres en coproduction mais pour seulement 32 % de la valeur globale des budgets de ces coproductions. Sur la même période, les coproductions télévisuelles dramatiques constituent 7 % du nombre de productions, mais accaparent 45 % de la valeur totale.

Tableau 6.3

Coproductions audiovisuelles régies par des traités selon le marché, Québec et Canada, 2016 et 2017

	unité	2016			2017		
		Film	Télévision	Total	Film	Télévision	Total
Québec							
Nombre	n	4	15	19	8	19	27
Participation étrangère	M\$	14	65	79	42	24	66
Participation canadienne	M\$	36	22	58	21	21	42
Part canadienne	%	71,2	25,2	42,1	33,6	45,9	38,7
Total	M\$	50	86	137	63	45	108
Canada							
Nombre	n	17 ^r	31 ^r	48	17	38	55
Participation étrangère	M\$	68 ^r	238 ^r	306 ^r	60	188	248
Participation canadienne	M\$	83 ^r	118 ^r	201 ^r	51	105	156
Part canadienne	%	54,6 ^r	33,1 ^r	39,6	46,4	35,8	38,6
Total	M\$	152 ^r	356 ^r	508 ^r	110	293	404
Part du Québec							
Nombre	%	23,5 ^r	48,4 ^r	39,6	47,1	50,0	49,1
Financement total	%	33,1 ^r	24,3 ^r	26,9 ^r	56,9	15,3	26,6

Sources : Téléfilm Canada.

Nordicité (2019). *Profil 2018. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.4

Coproductions audiovisuelles régies par des traités selon la langue, Québec et Canada, 2016 et 2017

	unité	2016			2017		
		Français	Anglais	Total	Français	Anglais	Total
Québec							
Œuvres	n	11	8	19	20	7	27
Participation étrangère	M\$	20	59	79	51	15	66
Participation canadienne	M\$	9	49	58	15	27	42
Part canadienne	%	30,4	45,3	42,1	22,1	65,0	38,7
Total	M\$	29	108	137	66	42	108
Canada							
Œuvres	n	11	37	48	20	35	55
Participation étrangère	M\$	20 ^r	286 ^r	306 ^r	51	197	248
Participation canadienne	M\$	9 ^r	193 ^r	202 ^r	15	141	156
Part canadienne	%	30,4 ^r	40,3 ^r	39,7 ^r	22,7	41,7	38,6
Total	M\$	29 ^r	479 ^r	508 ^r	66	338	404
Part du Québec							
Œuvres	%	100,0	21,6	39,6	100,0	20,0	49,1
Financement total	%	100,0 ^r	22,5	26,9 ^r	99,7	12,3	26,6

Sources : Téléfilm Canada.

Nordicité (2019). *Profil 2018. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada.*

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.5

Coproductions télévisuelles¹ régies par des traités, selon la langue, Québec, 2008 à 2017

	unité	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Langue française											
Participation canadienne	M\$	9	7	8	1	10	1	2	5	x	x
Participation étrangère	M\$	16	6	9	3	18	1	4	9	x	x
Total	M\$	25	14	17	4	28	2	6	14	x	x
Œuvres (n)	n	10	9	8	6	12	3	4	6	10	15
Langue anglaise											
Participation canadienne	M\$	45	27	7	10	6	19	10	5	x	x
Participation étrangère	M\$	61	72	11	20	6	40	35	5	x	x
Total	M\$	106	99	18	30	11	60	44	9	x	x
Œuvres (n)	n	18	8	5	7	6	13	5	7	5	4
Toutes les langues											
Participation canadienne	M\$	54	35	15	11	15	20	12	10	22	21
Participation étrangère	M\$	77	78	20	22	24	41	38	14	65	24
Total	M\$	131	113	35	34	39	61	50	24	86	45
Œuvres (n)	n	28	17	13	13	18	16	9	13	15	19

1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.6

Coproductions télévisuelles¹ régies par des traités selon le genre, Québec, 2008 à 2017

	2008 à 2012	2013 à 2017	Total	2008 à 2012	2013 à 2017	Total
	M\$			%		
Volume global						
Dramatiques (fiction)	141	120	260	40,0	44,9	42,1
Documentaires	101	84	185	28,7	31,5	29,9
Enfants et jeunes	110	63	173	31,3	23,5	28,0
Total	351	266	618	100,0	100,0	100,0
	n			%		
Œuvres						
Dramatiques (fiction)	11	5	16	12,4	6,9	9,9
Documentaires	57	59	116	64,0	81,9	72,0
Enfants et jeunes	21	8	29	23,6	11,1	18,0
Total	89	72	161	100,0	100,0	100,0
	M\$			%		
Budget moyen						
Dramatiques (fiction)	12,8	23,9	16,3	...	...	...
Documentaires	1,8	1,4	1,6	...	...	...
Enfants et jeunes	5,2	7,8	6,0	...	...	...
Tous les genres	3,9	3,7	3,8	...	...	...

1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.7

Pays partenaires des coproductions télévisuelles¹ régies par des traités, Québec, 2008 à 2017

	Volume global		Participation canadienne	
	n	M\$	M\$	%
France	87	288	101	35
Royaume-Uni	31	110	45	41
Allemagne	6	69	16	24
Israël	6	3	2	53
Brésil	5	17	7	40
Roumanie	3	7	4	55
Autres productions bipartites	12	51	18	35
Coproductions multipartites	11	73	22	30
Total	161	618	214	35

1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

> Coproductions cinématographiques

La hausse du nombre de coproductions cinématographiques régies par des traités est due à l'augmentation des coproductions de langue française, de 1 en 2016 à 5 en 2017. Le faible nombre de coproductions cinématographiques rend certaines données confidentielles, c'est pourquoi il n'est pas possible de distinguer la valeur des coproductions selon la langue.

La plupart des coproductions cinématographiques régies par des traités sont des dramatiques ou d'autres types d'œuvres de fiction. Au cours des 10 dernières années, les drames, incluant les drames historiques, comptent pour 50 % des coproductions cinématographiques, et ce genre représente 52 % de la valeur globale de la coproduction cinématographique. Quant aux documentaires, ils comptent pour 10 % des coproductions et représentent moins de 2 % de la valeur des coproductions.

Tableau 6.8

Coproductions cinématographiques régies par des traités, selon la langue, Québec, 2008 à 2017

	unité	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Langue française											
Participation canadienne	M\$	23	24	13	26	17	7	19	33	x	x
Participation étrangère	M\$	37	17	31	53	17	9	24	69	x	x
Total	M\$	60	40	44	79	34	16	43	102	x	x
Œuvres	n	14	3	7	7	5	5	9	15	1	5
Langue anglaise											
Participation canadienne	M\$	6	7	76	13	11	44	37	45	x	x
Participation étrangère	M\$	2	4	51	12	32	35	22	37	x	x
Total	M\$	7	11	126	25	43	79	59	82	x	x
Œuvres	n	2	5	11	4	4	4	5	5	3	3
Toutes les langues											
Participation canadienne	M\$	29	30	89	39	28	51	57	78	36	21
Participation étrangère	M\$	39	21	81	66	49	44	46	106	14	42
Total	M\$	68	51	170	104	77	95	102	184	50	63
Œuvres	n	16	8	18	11	9	9	14	20	4	8

Note : Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.9

Coproductions cinématographiques régies par des traités selon le genre, Québec, 2008 à 2017

	2008 à 2012	2013 à 2017	Total	2008 à 2012	2013 à 2017	Total
	M\$			%		
Volume global						
Drames et drames historiques	227	274	501	48,3	55,4	51,9
Comédies et comédies musicales	64	44	109	13,6	9,0	11,3
Documentaires	10	4	14	2,2	0,8	1,5
Autres	169	172	340	35,8	34,8	35,3
Tous les genres	470	494	964	100,0	100,0	100,0
	n			%		
Œuvres						
Drames et drames historiques	32	27	59	51,6	49,1	50,4
Comédies et comédies musicales	8	9	17	12,9	16,4	14,5
Documentaires	7	5	12	11,3	9,1	10,3
Autres	15	14	29	24,2	25,5	24,8
Tous les genres	62	55	117	100,0	100,0	100,0
	M\$			%		
Budget moyen						
Drames et drames historiques	7,1	10,1	8,5			
Comédies et comédies musicales	8,0	4,9	6,4	...	...	...
Documentaires	1,5	0,8	1,2	...	...	...
Autres	11,2	12,3	11,7	...	...	...
Tous les genres	7,6	9,0	8,2	...	...	...

Source : Téléfilm Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

> Part de la coproduction au Québec

Par rapport aux coproductions régies par des traités dans l'ensemble du Canada, le Québec contribue généralement dans une plus faible proportion à la production télévisuelle qu'à la production cinématographique. Selon le *Profil canadien*, la valeur totale des coproductions télévisuelles régies par des traités entre 2008 et 2017 s'élève à 2,9 G\$, et celle des coproductions cinématographiques régies par des traités à 1,9 G\$ au Canada. Sur les 10 dernières années, la part du Québec se chiffre à 21 % pour les coproductions télévisuelles et à 50 % pour les coproductions cinématographiques. En 2017, 56 % de la valeur des coproductions cinématographiques régies par des traités est liée à la coproduction au Québec.

Tableau 6.10

Pays partenaires des coproductions audiovisuelles de type cinématographique régies par des traités, Québec, 2008 à 2017

	Volume global		Participation canadienne	
	n	M\$	M\$	%
France	56	606	271	45
Belgique	9	52	27	52
Suisse	7	18	x	x
Allemagne	5	55	31	57
Royaume-Uni	5	54	x	x
Irlande	4	24	17	69
Italie	3	30	23	77
Autres productions bipartites	20	61	26	42
Coproductions multipartites	8	65	23	35
Total	117	964	457	47

Source : Téléfilm Canada.

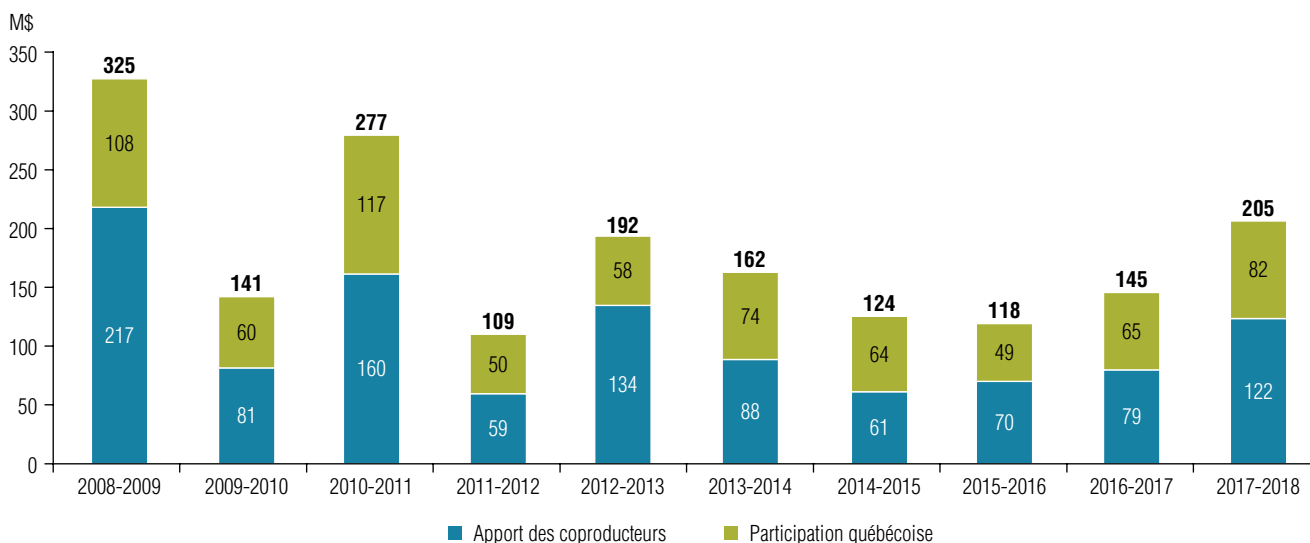
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Coproductions dans les données du CIRQ

Après avoir atteint son plus faible résultat en dix ans, en 2015-2016, avec 26 coproductions ayant bénéficié du soutien du CIRQ, le nombre est en hausse depuis deux ans, pour atteindre 36 en 2017-2018. La valeur globale est aussi en augmentation, de 42 % sur la dernière année en raison d'une croissance de 171 % de la valeur des coproductions autres que les longs métrages de fiction. Le nombre de ces dernières passe de 18 en 2016-2017 à 30 en 2017-2018. Pour sa part, sur la même période, la valeur des coproductions de longs métrages de fiction diminue de 34 %, et on compte trois coproductions de moins.

Figure 6.3

Valeur des coproductions¹ cinématographiques et télévisuelles québécoises ayant bénéficié du CIRQ², Québec, 2008-2009 à 2017-2018



1. La participation québécoise et l'apport des coproducteurs correspondent à la valeur du financement des œuvres.

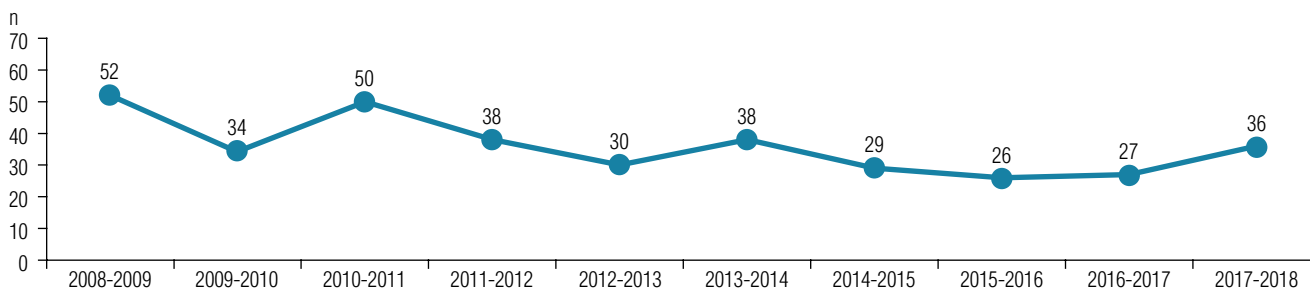
2. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.4

Coproductions¹ cinématographiques et télévisuelles québécoises ayant bénéficié du CIRQ², Québec, 2008-2009 à 2017-2018

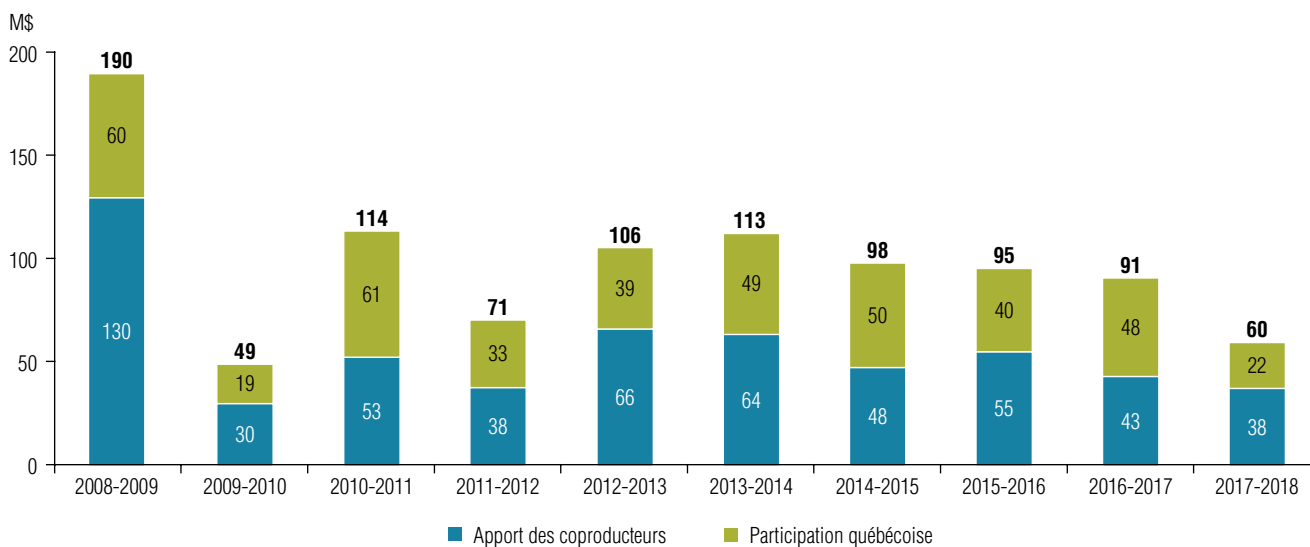
1. La participation québécoise et l'apport des coproducteurs correspondent à la valeur du financement des œuvres.

2. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.5

Valeur des coproductions¹ de longs métrages de fiction ayant bénéficié du CIRQ², Québec, 2008-2009 à 2017-2018

1. La participation québécoise et l'apport des coproducteurs correspondent à la valeur du financement des œuvres.

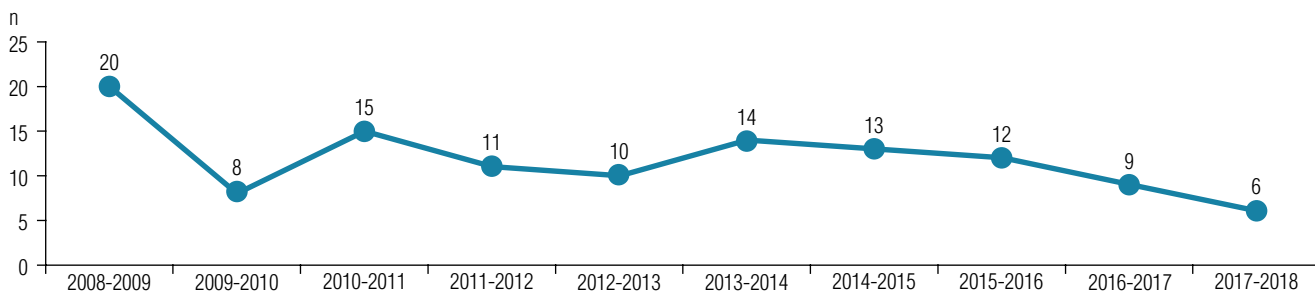
2. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.6

Coproductions¹ de longs métrages de fiction ayant bénéficié du CIRQ², Québec, 2008-2009 à 2017-2018

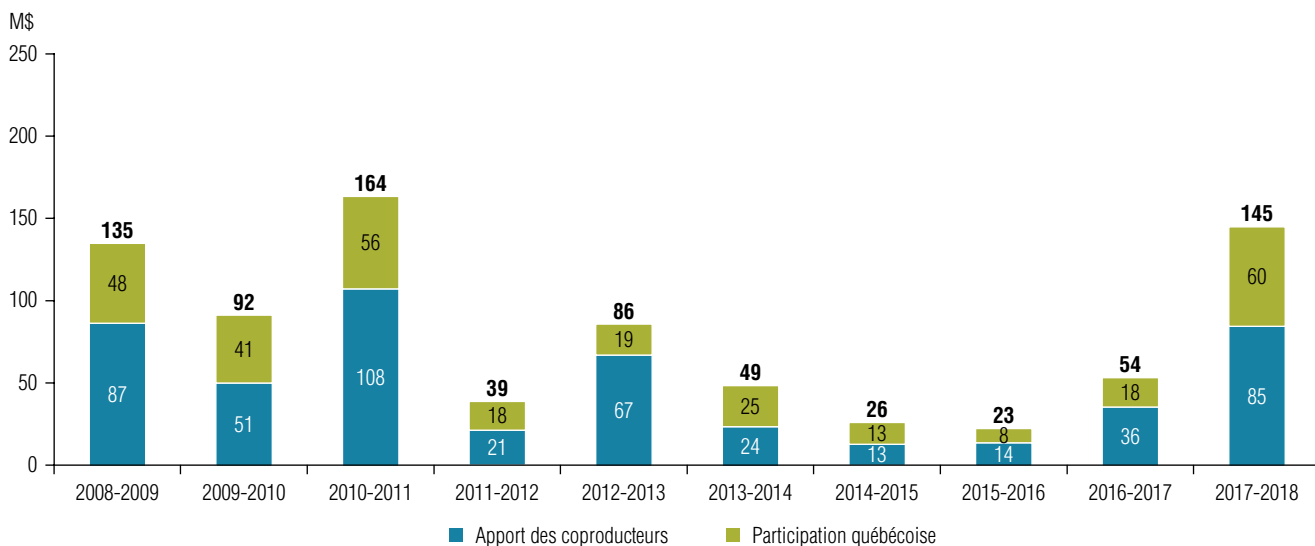
1. La participation québécoise et l'apport des coproducteurs correspondent à la valeur du financement des œuvres.

2. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.7

Valeur des coproductions¹ autres que celles de longs métrages de fiction ayant bénéficié du CIRQ², Québec, 2008-2009 à 2017-2018

1. La participation québécoise et l'apport des coproducteurs correspondent à la valeur du financement des œuvres.

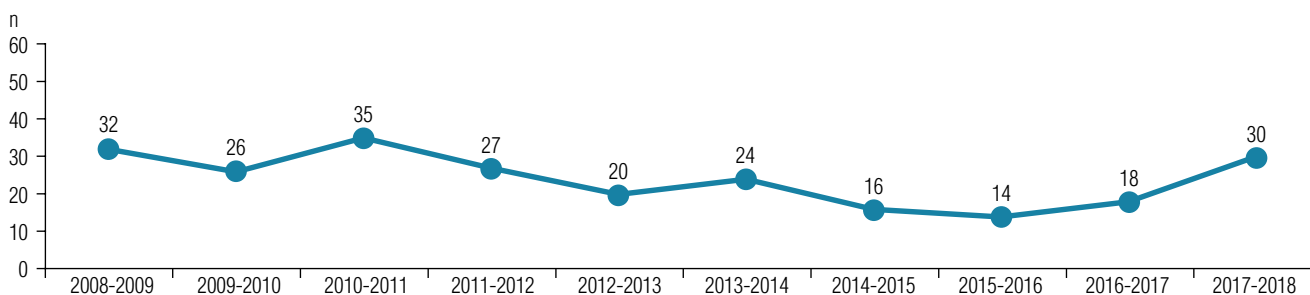
2. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.8

Coproductions¹ autres que celles de longs métrages de fiction ayant bénéficié du CIRQ², Québec, 2008-2009 à 2017-2018

1. La participation québécoise et l'apport des coproducteurs correspondent à la valeur du financement des œuvres.

2. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.11

Nombre de coproductions¹ majoritaires et minoritaires² ayant bénéficié du CIRQ³, Québec, 2008-2009 à 2017-2018

	Majoritaires	Minoritaires	Total
	n		
2008-2009	18	34	52
2009-2010	18	16	34
2010-2011	20	30	50
2011-2012	14	24	38
2012-2013	10	20	30
2013-2014	x	x	38
2014-2015	17	12	29
2015-2016	x	x	26
2016-2017	x	x	27
2017-2018	x	x	36

1. Le nombre de coproductions indiqué dans ce tableau diffère du nombre indiqué dans les tableaux et figures basés sur les données de Téléfilm Canada parce que des coproductions peuvent ne pas être régies par des traités, comme certaines coproductions interprovinciales.

2. Il s'agit de coproductions dont la part québécoise est majoritaire ou minoritaire, contrairement à la figure 6.2 où il s'agit de coproductions dont la part canadienne est majoritaire ou minoritaire.

3. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

7

LA PRODUCTION ÉTRANGÈRE ET LES SERVICES DE PRODUCTION

FAITS SAILLANTS DE 2017-2018

Données provenant du crédit d'impôt remboursable pour les services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ)

- Avec une hausse de 30 %, la valeur de la production étrangère et des services de production certifiés atteint un nouveau sommet, à 718 M\$ (figure 7.1).
- On dénombre 94 projets certifiés, soit 20 projets de plus par rapport à 2016-2017 (figure 7.2).
- Les productions d'origine états-unienne comptent pour la moitié des productions certifiées pour un tournage (tableau 7.1).
- La valeur des devis des productions d'animation est en hausse de 48 % (+ 63 M\$) (figure 7.7).

Le CIRSPQ

Les données présentées dans ce chapitre portent sur les productions certifiées par le Programme du crédit d'impôt remboursable pour les services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ). Ce crédit d'impôt bénéficie principalement aux tournages étrangers, mais les producteurs québécois et canadiens peuvent aussi s'en prévaloir.

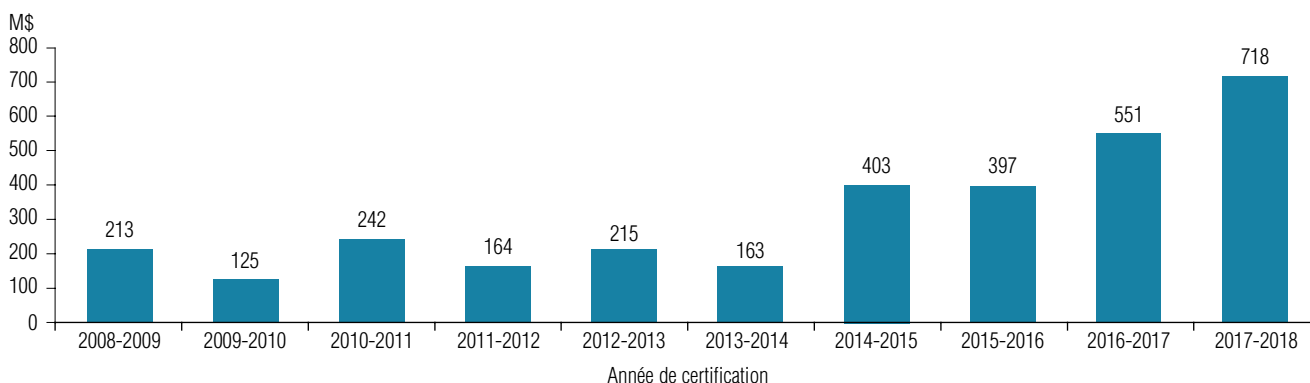
Les données se présentent selon deux bases différentes, mais reliées : d'abord selon l'année de certification des projets, ensuite selon l'année de tournage des projets. L'intérêt pour les données selon l'année de tournage est plus grand. Cependant, elles sont souvent révisées (à la hausse) au fur et à mesure que les producteurs les livrent à la SODEC. Ces données administratives sur les tournages récents offrant un indicateur peu fiable des fluctuations à court terme, il vaut mieux les utiliser pour suivre les tendances à moyen et long terme.

Les données selon l'année de certification pour le CIRSPQ offrent, quant à elles, un indicateur plus stable, mais elles ne mesurent pas forcément le volume de production de chaque année, pour les raisons suivantes : 1) la certification peut être obtenue dans une année différente de celle où ont lieu les activités de production et 2) il peut y avoir des fluctuations indépendantes du volume de production, comme lorsqu'il y a plus de ressources consacrées à l'étude des dossiers ou quand le gouvernement annonce des modifications en rapport avec les taux du crédit ou les conditions d'admissibilité. À noter qu'il n'est pas possible d'avoir de données du CIRSPQ par région administrative.

- La valeur de la production étrangère et des services de production certifiés augmente en 2017-2018, pour atteindre 718 M\$ (+ 30 %), soit un nouveau record à la fois pour la valeur et le nombre des productions (94, en hausse de 27 %).
- Les données sur le volume de la production étrangère et des services de production selon l'année de tournage semblent indiquer une baisse de l'activité en 2016 et 2017. Toutefois, il faut compter cinq ans après l'année de tournage pour avoir le portrait complet d'une année donnée⁸. Il est donc à prévoir que les années de tournage de 2014 à 2017 afficheront une croissance après l'intégration des résultats de l'année financière 2018-2019. Pour le moment, les résultats des dernières années montrent clairement une hausse depuis 2010.
- Au cours des 10 dernières années, la majorité des productions bénéficiant du CIRSPQ sont d'origine états-unienne (52 % entre 2008 et 2017). Il y a aussi un nombre significatif de productions canadiennes et québécoises (20 % des productions) et françaises (13 % des productions).
- Parmi les productions étrangères bénéficiant du soutien du CIRSPQ, celles destinées au cinéma constituent la majorité (57 %) et ces œuvres représentent 67 % de la valeur de la production étrangère en 2017-2018. La valeur de ces productions augmente de 22 % dans le cas des films, mais celle des séries télévisuelles explose, passant de 33 M\$ en 2016-2017 à 197 M\$ en 2017-2018.
- La valeur de la part québécoise du devis des productions d'animation ayant reçu du financement du CIRSPQ est en forte croissance ces deux dernières années, étant passée de 74 M\$ en 2015-2016 à 132 M\$ en 2016-2017 et à 195 M\$ en 2017-2018, même si le nombre de productions est resté relativement stable (16, 13 et 16, respectivement).

Figure 7.1

Projets de production étrangère et de services de production¹ selon l'année de délivrance de la décision préalable favorable, Québec, 2008-2009 à 2017-2018



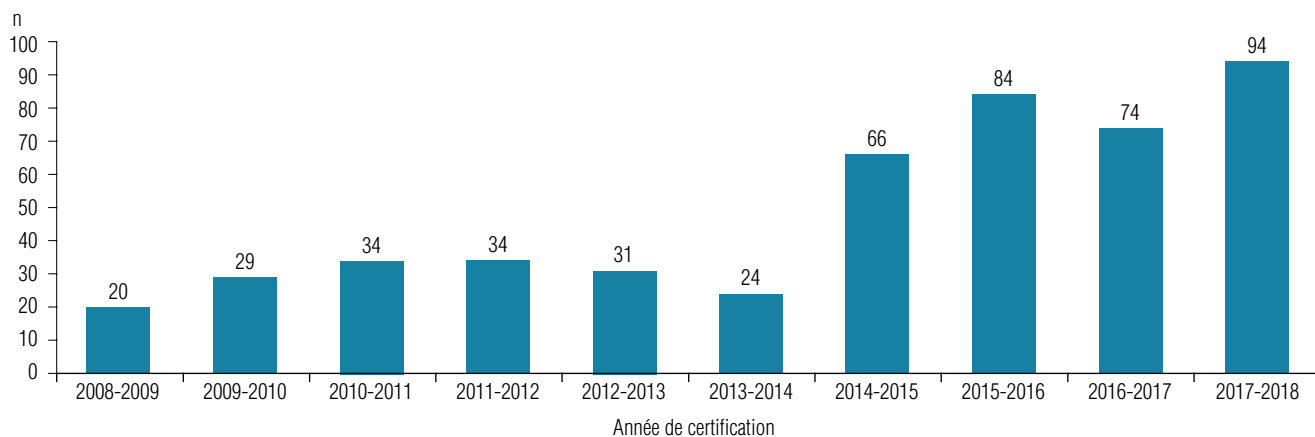
1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ), selon l'année de délivrance de la certification. Il faut noter que depuis 2010, certains producteurs québécois ont demandé ce crédit d'impôt au lieu du crédit d'impôt québécois (CIRQ).

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

8. Par exemple, la compilation en 2013 des productions de 2012 était basée sur 18 productions, d'une valeur totale de 101 M\$. La compilation en 2014 des activités de production porta le nombre de tournages en 2012 à 31 et la valeur à 164 M\$. La compilation en 2015 porta le nombre de tournages en 2012 à 41 et la valeur à 277 M\$. La compilation en 2016 porta le nombre de tournages en 2012 à 42 et la valeur diminua à 273 M\$, en raison d'une révision des devis de production. La compilation en 2017 (édition précédente) maintient le nombre de tournages en 2012 à 42, mais porte la valeur à 284 M\$.

Figure 7.2

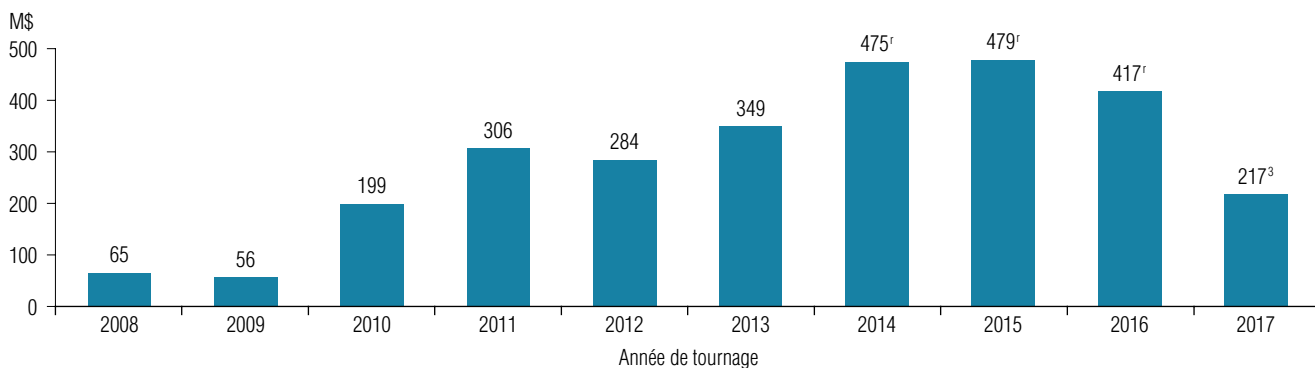
Projets de production étrangère et de services de production¹ selon l'année de délivrance de la décision préalable favorable, Québec, 2008-2009 à 2017-2018


1. Il s'agit de projets ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ), selon l'année de délivrance de la certification. Il faut noter que depuis 2010, certains producteurs québécois ont demandé ce crédit d'impôt au lieu du crédit d'impôt québécois (CIRQ).

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 7.3

Valeur de la production étrangère et des services de production¹ selon l'année de tournage, Québec, 2008 à 2017²


1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ). Il faut noter que depuis 2010, certains producteurs québécois ont demandé ce crédit d'impôt au lieu du crédit d'impôt québécois.

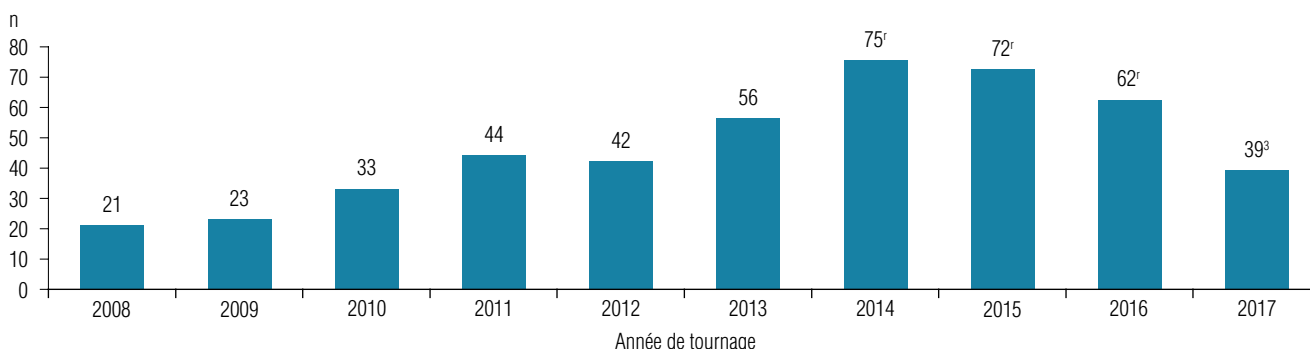
2. Comme indiqué dans l'encadré au début du chapitre, ces données sont souvent ajustées. En effet, les données de 2014, 2015 et 2016 ont été révisées.

3. Le chiffre pour 2017 est provisoire.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 7.4

Projets de production étrangère et de services de production¹ selon l'année de tournage, Québec, 2008 à 2017²

1. Il s'agit de projets ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ). Il faut noter que depuis 2010, certains producteurs québécois ont demandé ce crédit d'impôt au lieu du crédit d'impôt québécois.

2. Comme indiqué dans l'encadré au début du chapitre, ces données sont souvent ajustées. En effet, les données pour les années 2014, 2015 et 2016 ont été révisées.

3. Le chiffre pour 2017 est provisoire.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 7.1

Productions étrangères et œuvres faisant appel à des services de production¹, selon le pays titulaire des droits d'auteur et l'année de tournage, Québec, 2008 à 2017

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Total
n											
États-Unis	10	14	15	26	22	22	45 ^r	41 ^r	30 ^r	19	244
France	2	3	5	2	7	4	9	9 ^r	11 ^r	7	59
Royaume-Uni	—	2	—	2	1	9	8	4 ^r	4 ^r	2	32
Allemagne	1	—	1	—	—	3	—	—	2 ^r	—	7
Québec	—	—	6	9	6	3	6 ^r	6 ^r	4 ^r	5	45
Canada ²	6	3	5	3	4	11	4	4	7 ^r	1	48
Autre ³	2	1	1	2	2	4	3	8 ^r	4 ^r	5	32
Total	21	23	33	44	42	56	75	72^r	62^r	39	467
%											
États-Unis	48	61	45	59	52	39	60	57 ^r	48 ^r	49	52
France	10	13	15	5	17	7	12 ^r	13 ^r	18 ^r	18	13
Royaume-Uni	—	9	—	5	2	16	11	6 ^r	6 ^r	5	7
Allemagne	5	—	3	—	—	5	—	—	3	—	1
Québec	—	—	18	20	14	5	8 ^r	8 ^r	6 ^r	13	10
Canada ²	29	13	15	7	10	20	5 ^r	6 ^r	11 ^r	3	10
Autre ³	10	4	3	5	5	7	4	11 ^r	6 ^r	13	7
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

1. Il s'agit de projets ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ). Il faut noter que depuis 2010, certains producteurs québécois ont demandé ce crédit d'impôt au lieu du crédit d'impôt québécois.

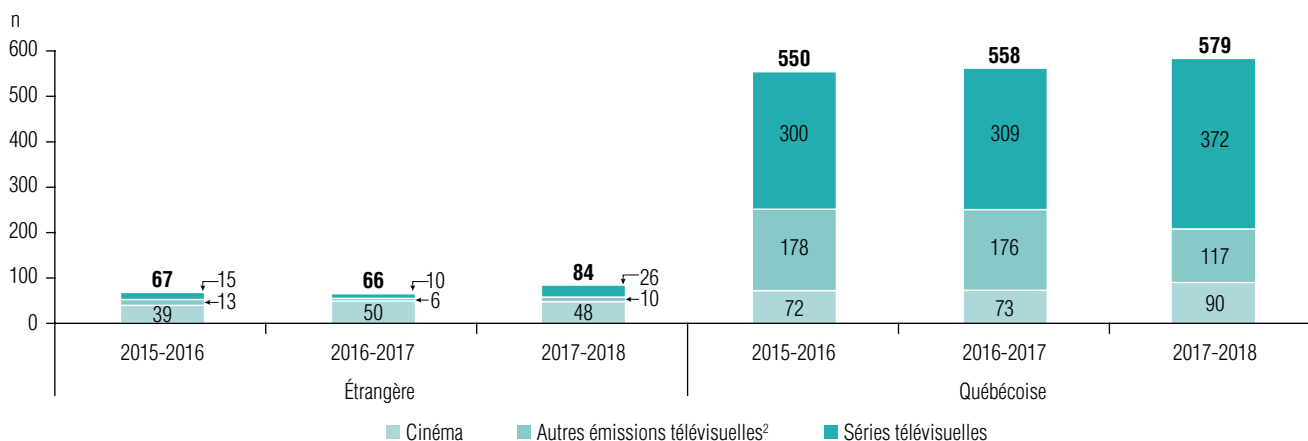
2. Canada hors Québec.

3. Cette catégorie inclut les productions d'autres pays et les productions multipartites.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Figure 7.5

Productions étrangères¹ et productions québécoises selon le type de production, Québec, 2015-2016 à 2017-2018

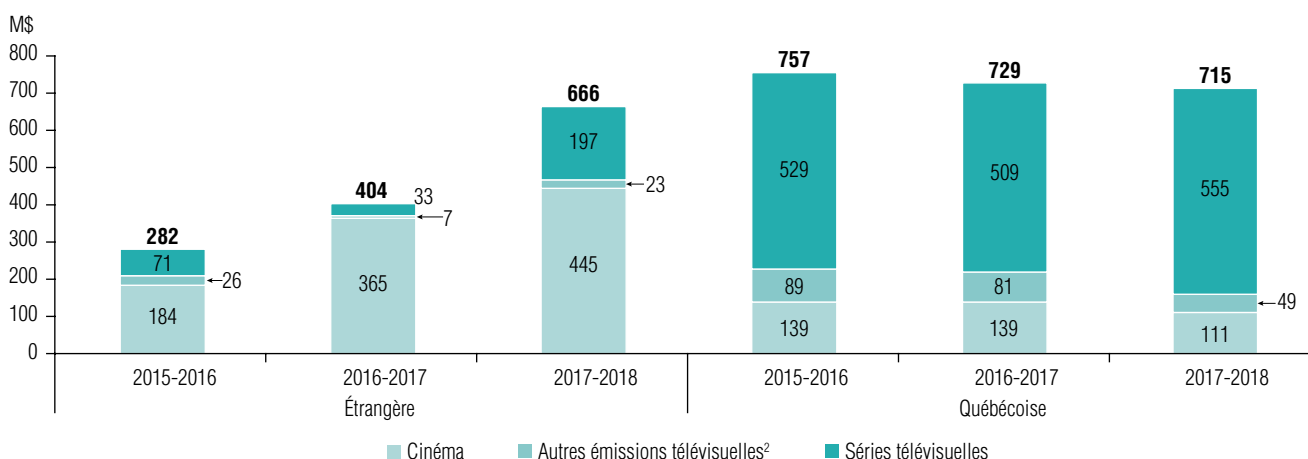
1. Les données de cette figure sont différentes de celles des figures 7.1 à 7.4. Depuis 2010, certains producteurs québécois et canadiens ont demandé de recevoir le crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ) au lieu du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). En ce qui concerne la production étrangère représentée dans cette figure, les productions québécoises ou canadiennes visées ont été retirées du lot afin de conserver uniquement les productions pour lesquelles le titulaire du droit d'auteur réside dans un pays étranger.

2. Inclut les miniséries, les téléfilms, les émissions uniques et les émissions pilotes.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant des programmes québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 7.6

Valeur de la production étrangère¹ et de la production québécoise selon le type de production, Québec, 2015-2016 à 2017-2018

1. Les données de cette figure sont différentes de celles des figures 7.1 à 7.4. Depuis 2010, certains producteurs québécois et canadiens ont demandé de recevoir le crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ) au lieu du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). En ce qui concerne la production étrangère représentée dans cette figure, les productions québécoises ou canadiennes visées ont été retirées du lot afin de conserver uniquement les productions pour lesquelles le titulaire du droit d'auteur réside dans un pays étranger.

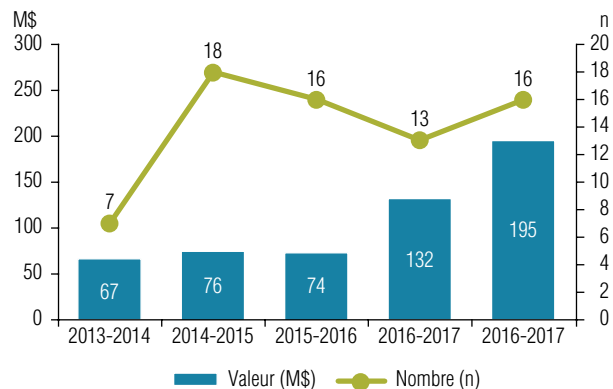
2. Inclut les miniséries, les téléfilms, les émissions uniques et les émissions pilotes.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant des programmes québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 7.7

Productions étrangères¹ et services de production d'animation, selon l'année de délivrance de la décision préalable favorable, Québec, 2013-2014 à 2017-2018



1. Il s'agit de projets ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ), selon l'année de délivrance de la certification.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

8 LA PRODUCTION INTERNE

FAITS SAILLANTS DE 2017

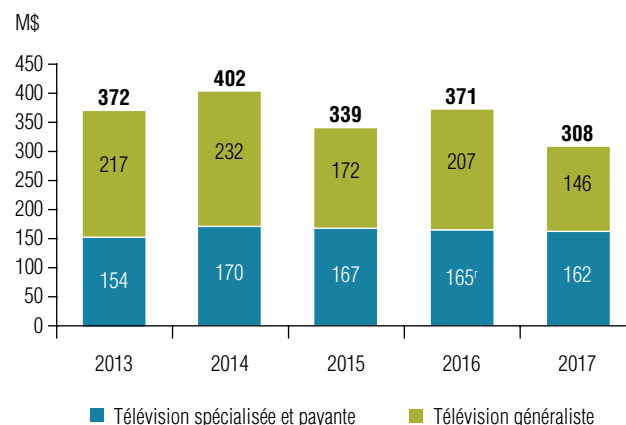
- Baisse de 17 % de la valeur de la production interne des télédiffuseurs, en raison d'une diminution de la production interne de la SRC pour les émissions d'information (–25 M\$) et de sports (–22 M\$) (figure 8.1).
- Baisse de la valeur de la production interne des télédiffuseurs pour les émissions de nouvelles (–4 %), les émissions de sports (–11 %) et les autres genres (–38 %) (figure 8.2).
- Stabilité des dépenses de production interne des télédiffuseurs spécialisés francophones (figure 8.3).

Entre 2016 et 2017, la valeur de la production interne des télédiffuseurs diminue de 17 %. Cette baisse est attribuable aux télédiffuseurs généralistes, dont les dépenses à ce chapitre reculent de 61 M\$ (–29 %), et, plus précisément, à la SRC, dont les dépenses de production interne passe de 142 M\$ en 2016 à 79 M\$ en 2017.

Les dépenses de production locale et de production de réseau augmentent quant à elles pour les émissions de nouvelles et baissent pour la catégorie « autres genres », chez les télédiffuseurs spécialisés francophones et pour la télévision privée traditionnelle. Cependant, la Société Radio-Canada se démarque par une diminution de 44 % de la valeur de sa production interne. Celle-ci touche à la fois les émissions d'information (–47 %), les émissions de sports (–101 %) et les autres genres (–24 %). Il est à noter, toutefois, que les années 2014 et 2016 étaient des années « olympiques », ce qui peut expliquer la forte hausse de la valeur de la production interne en sports ces années-là pour la SRC (+21 M\$ et +18 M\$), suivie d'une baisse en 2015 et 2017 (–23 M\$ et –22 M\$).

Figure 8.1

Production interne¹ des télédiffuseurs selon le type de télédiffusion, Québec, 2013 à 2017



1. La production interne pour les services S-P-VSD-TAC (services de télévision spécialisés, payants, vidéo sur demande et télévision à la carte) provient des dépenses de « Matériel d'intermède + production d'émission » pour les services facultatifs et sur demande en français. La production interne des télédiffuseurs généralistes est la somme des dépenses de production des stations locales et des dépenses de production du réseau, toutes catégories d'émissions confondues, pour les stations de télévision privées et la SRC/CBC.

Note: Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

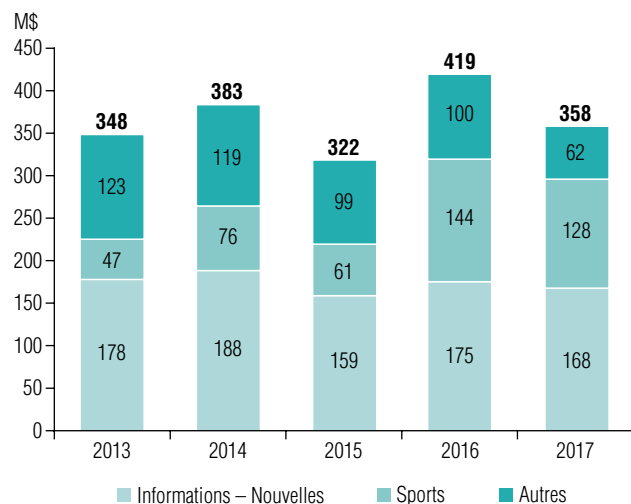
Sources: Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes:

Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2013-2017.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2013-2017.

Compilation: Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 8.2

Production interne¹ des télédiffuseurs² selon le genre, Québec, 2013 à 2017

1. La production interne est la somme des dépenses de production des stations locales et des dépenses de production réseau, toutes catégories d'émissions confondues.
2. Inclut les services de télévision spécialisée francophone, traditionnelle privée et ceux de la SRC/CBC. Les valeurs sont différentes de celles de la figure 8.1 parce que la méthode de calcul pour les services spécialisés est basée sur les dépenses de programmation détaillées au lieu des dépenses de « Matériel d'intermède + production d'émission » pour l'ensemble des services spécialisés, payants, sur demande et à la carte. Par ailleurs, les dépenses de programmation détaillées des services payants, à la carte et sur demande ne sont pas disponibles.

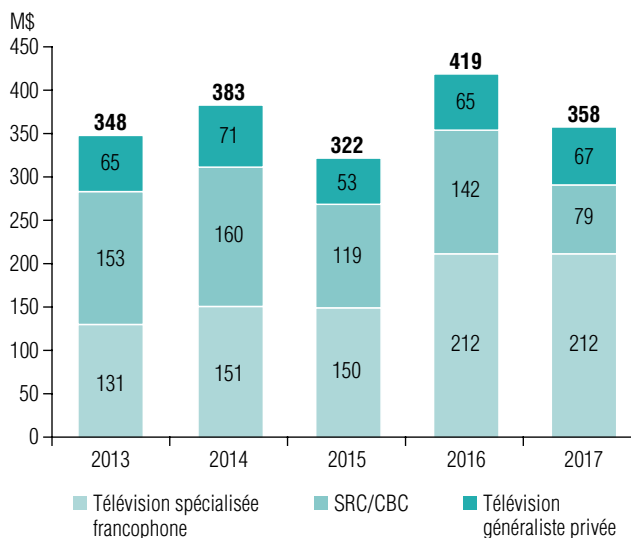
Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :
Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2013-2017.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2013-2017.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 8.3

Production interne¹ des télédiffuseurs selon le type de télédiffuseur², Québec, 2013 à 2017

1. La production interne est la somme des dépenses de production des stations locales et des dépenses de production du réseau, toutes catégories d'émissions confondues.
2. Les valeurs sont différentes de celles de la figure 8.1 parce que la méthode de calcul pour les services spécialisés est basée sur les dépenses de programmation détaillées au lieu des dépenses de « Matériel d'intermède + production d'émission » pour l'ensemble des services spécialisés, payants, sur demande et à la carte. Par ailleurs, les dépenses de programmation détaillées des services payants, à la carte et sur demande ne sont pas disponibles.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :
Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2013-2017.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2013-2017.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

9

LA PRODUCTION POUR MÉDIAS NUMÉRIQUES

FAITS SAILLANTS DE 2017-2018

- Dans le cadre du volet convergent en 2017-2018, le Fonds des médias du Canada (FMC) soutient 66 projets pour médias numériques (figure 9.1).
- Parmi les projets soutenus par le FMC au Québec, 92 % sont en français (figure 9.1).
- Le Fonds des médias du Canada verse une contribution de 5 M\$ à ces projets (figure 9.2).
- Il y a hausse de la part de ce financement obtenu pour les productions dramatiques, de 38 % en 2016-2017 à 44 % en 2017-2018 (figure 9.3).

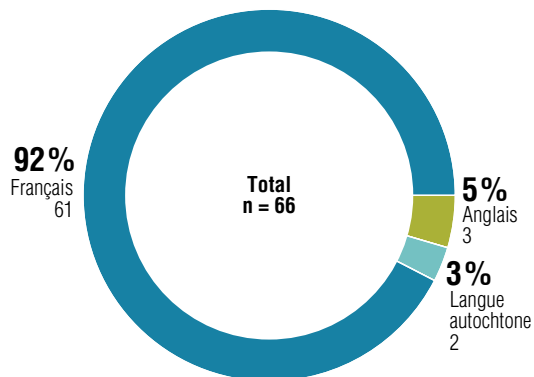
Les productions pour médias numériques du volet convergent du Fonds des médias du Canada (FMC) sont des projets associés à des émissions de télévision, mais destinés à des plateformes autres que la télévision.

Le FMC soutient 66 projets québécois pour médias numériques dans le cadre du volet convergent. La très grande majorité de ces projets (92 %) sont en français.

Le FMC verse 5,4 M\$ aux 66 projets soutenus en 2017-2018. Près de la moitié de ce financement (44 %) est attribué à des productions dramatiques, 28 % à des productions documentaires et 22 % à des productions pour enfants et jeunes.

Figure 9.1

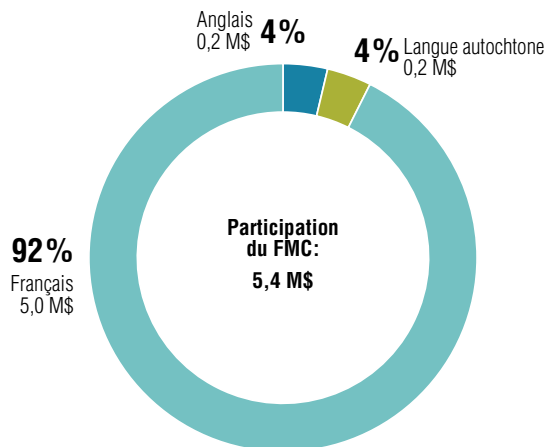
Projets de médias numériques convergents soutenus par le FMC selon la langue, Québec, 2017-2018



Source : Fonds des médias du Canada.

Figure 9.2

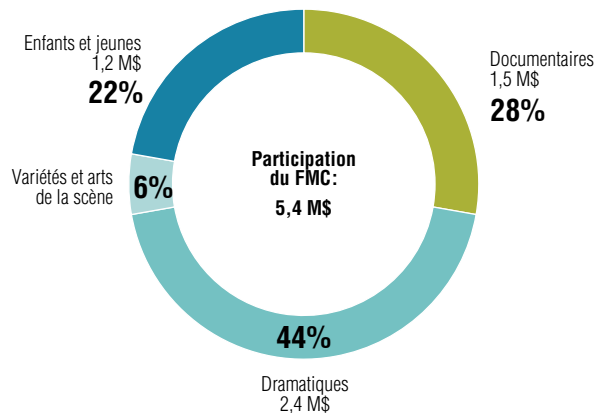
Participation du FMC au financement de la production de médias numériques convergents selon la langue, Québec, 2017-2018



Source : Fonds des médias du Canada.

Figure 9.3

Participation du FMC au financement de la production de médias numériques convergents selon le genre d'émissions de télévision, Québec, 2017-2018



Source : Fonds des médias du Canada,

Base de données des projets financés, [En ligne]. (www.cmf-fmc.ca/fr-ca/projets-finances/base-de-donnees-des-projets-finances) (Consulté le 21 février 2019).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

10 LA DISTRIBUTION

FAITS SAILLANTS DE 2017

Données provenant du ministère de la Culture et des Communications

- Les revenus bruts des distributeurs de films et de vidéos au Québec s'élèvent à 246 M\$, en baisse de 16 % par rapport à 2016 (figure 10.1);
- Hausse de 7 % des revenus pour le marché de la distribution des films en salles, qui génère 43 % des revenus de la distribution (figure 10.1);
- Baisse de 34 % des revenus pour le marché de la distribution aux commerces de détail de matériel vidéo (figure 10.1);
- Les distributeurs québécois obtiennent 55 % du marché de la distribution de films et de vidéos au Québec (figure 10.2);
- Baisse de 15 M\$ de la participation des distributeurs dans le financement des longs métrages de fiction dans une autre langue que le français, mais une hausse de 10 M\$ de la participation pour les productions télévisuelles de fiction, de magazines et de variétés dans une autre langue que le français (figure 10.4).

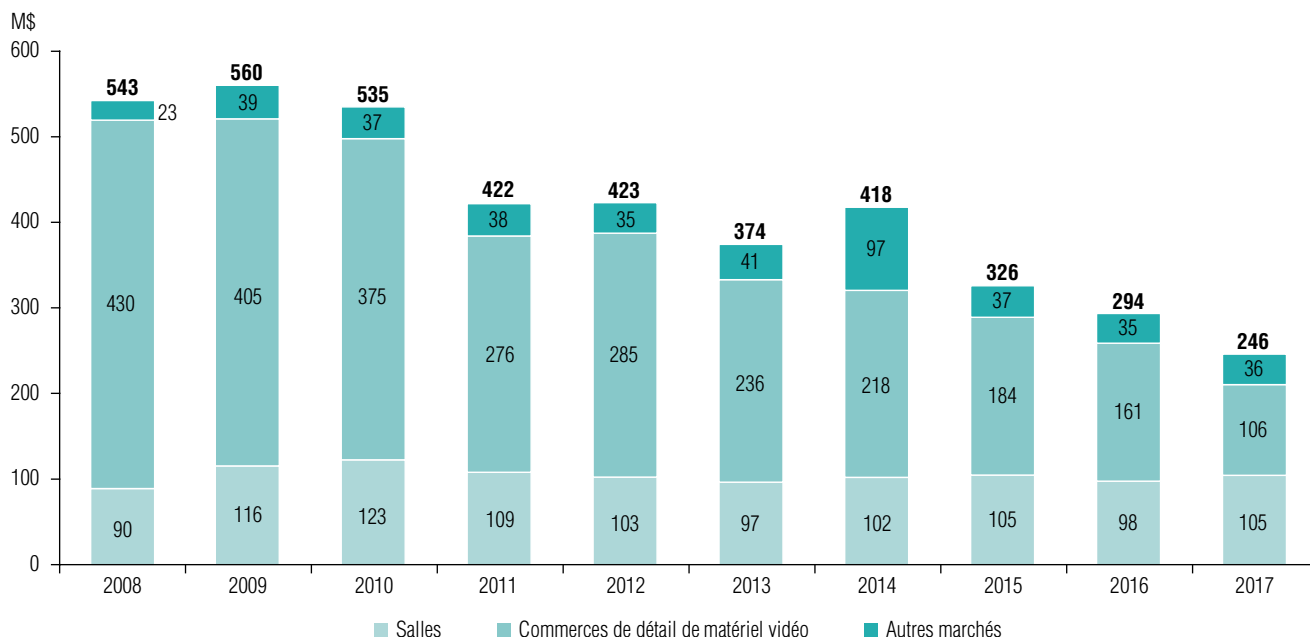
Les revenus des distributeurs actifs au Québec dans la distribution pour présentation publique et relative au commerce de détail s'élèvent à 246 M\$ en 2017⁹, en baisse de 16 %. C'est la troisième année consécutive que les revenus des distributeurs sont en baisse.

Les revenus des distributeurs actifs au Québec (incluant les distributeurs québécois et les distributeurs détenteurs d'un permis spécial de distribution au Québec) diminuent de 34 % sur le marché des commerces de détail et de vidéo et augmentent de 7 % sur le marché des salles et de 2 % sur les autres marchés.

Les sources de revenus des deux types de distributeurs actifs au Québec (distributeurs québécois et détenteurs de permis spéciaux) sont réparties différemment. En 2017, les distributeurs québécois obtiennent 134 M\$ de revenus en provenance de la distribution de films et de vidéos au Québec. Ils tirent la plus grande partie de ces revenus (47 %) du marché du commerce de détail de matériel vidéo. La distribution aux salles de cinéma fournit 27 % de leurs revenus, tandis que les autres marchés apportent des revenus dans une proportion de 26 %. Les détenteurs de permis spéciaux obtiennent 112 M\$ en revenus de distribution au Québec. De cette somme, 62 % des revenus proviennent du marché de la distribution aux salles et 38 % du marché de la distribution dans les commerces de détail de matériel vidéo.

9. Ce chiffre n'inclut pas les revenus de la distribution pour le marché télévisuel.

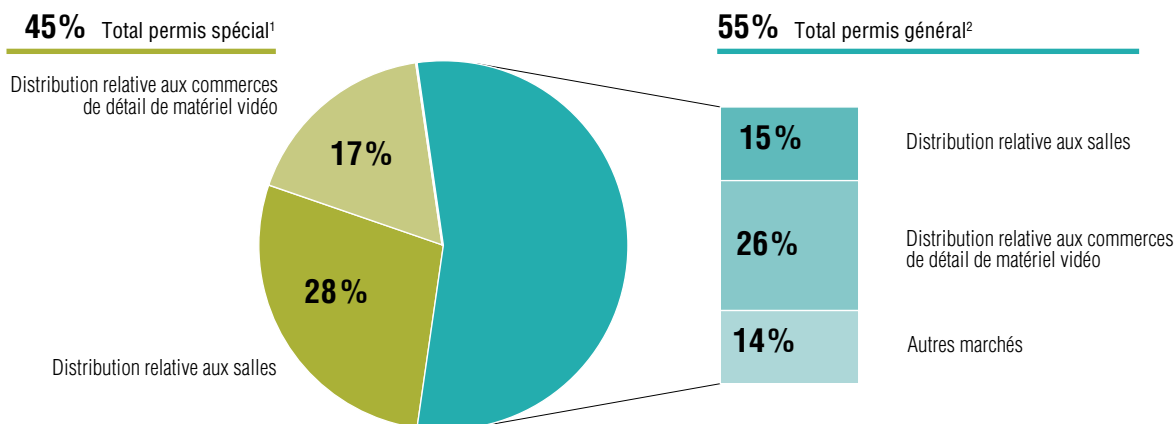
Figure 10.1

Revenus bruts déclarés par les distributeurs¹ de films selon le marché, Québec, 2008 à 2017

1. Les données des figures 10.1 et 10.2 reposent sur des méthodologies différentes. La figure 10.1 tire ses données de Statistique Canada dont les sources proviennent d'enquêtes et de l'exploitation de données administratives. Les données de la figure 10.2 proviennent des déclarations des distributeurs actifs au Québec (distributeurs québécois et grands studios [majors]) à la Régie du cinéma.

Source : Régie du cinéma, ministère de la Culture et des Communications.

Figure 10.2

Répartition des revenus bruts déclarés par les distributeurs de films selon la catégorie de permis et le marché, Québec, 2017

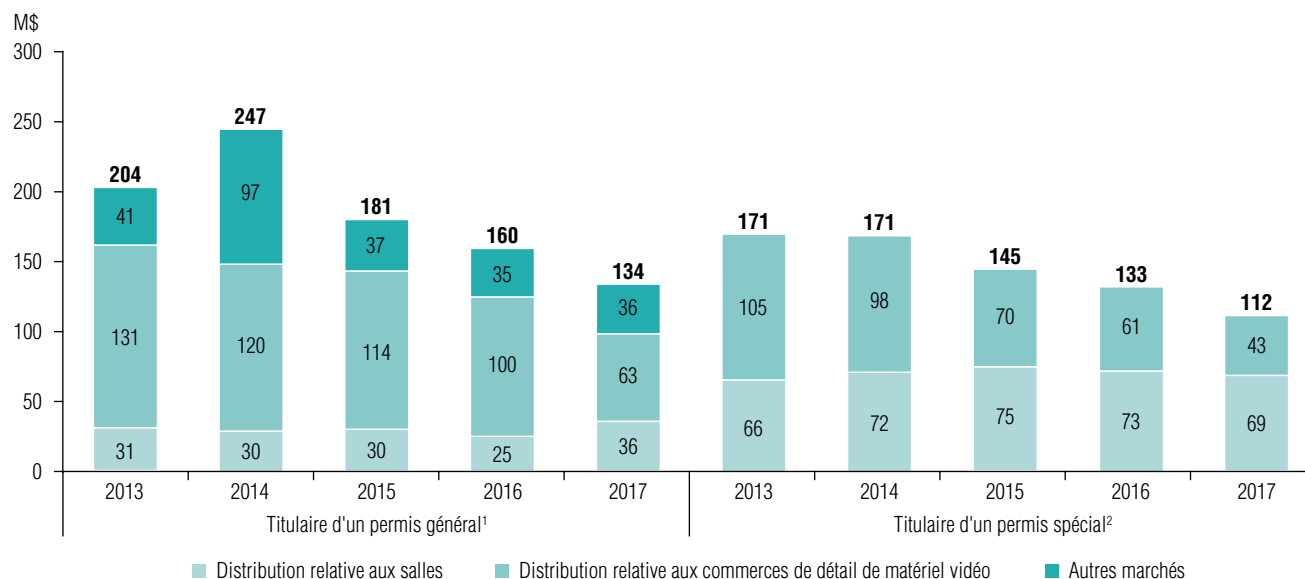
1. Titulaire d'un permis spécial : le titulaire d'un permis spécial de distributeur est délivré au producteur du film ou au détenteur des droits mondiaux sur le film (RLRQ, c. C-18.1, articles 103 et 105).

2. Titulaire d'un permis général : le titulaire d'un permis général est un distributeur dont le centre de décision et l'endroit où s'exerce la direction véritable de l'entreprise sont situés au Québec (RLRQ, c. C-18.1, articles 103 et 104).

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Régie du cinéma, ministère de la Culture et des Communications.

Figure 10.3

Revenus bruts déclarés par les distributeurs de films selon la catégorie de permis et le marché, Québec, 2013 à 2017

1. Titulaire d'un permis général : le titulaire d'un permis général est un distributeur dont le centre de décision et l'endroit où s'exerce la direction véritable de l'entreprise sont situés au Québec (RLRQ, c. C-18.1, articles 103 et 104).

2. Titulaire d'un permis spécial : le titulaire d'un permis spécial de distributeur est délivré au producteur du film ou au détenteur des droits mondiaux sur le film (RLRQ, c. C-18.1, articles 103 et 105).

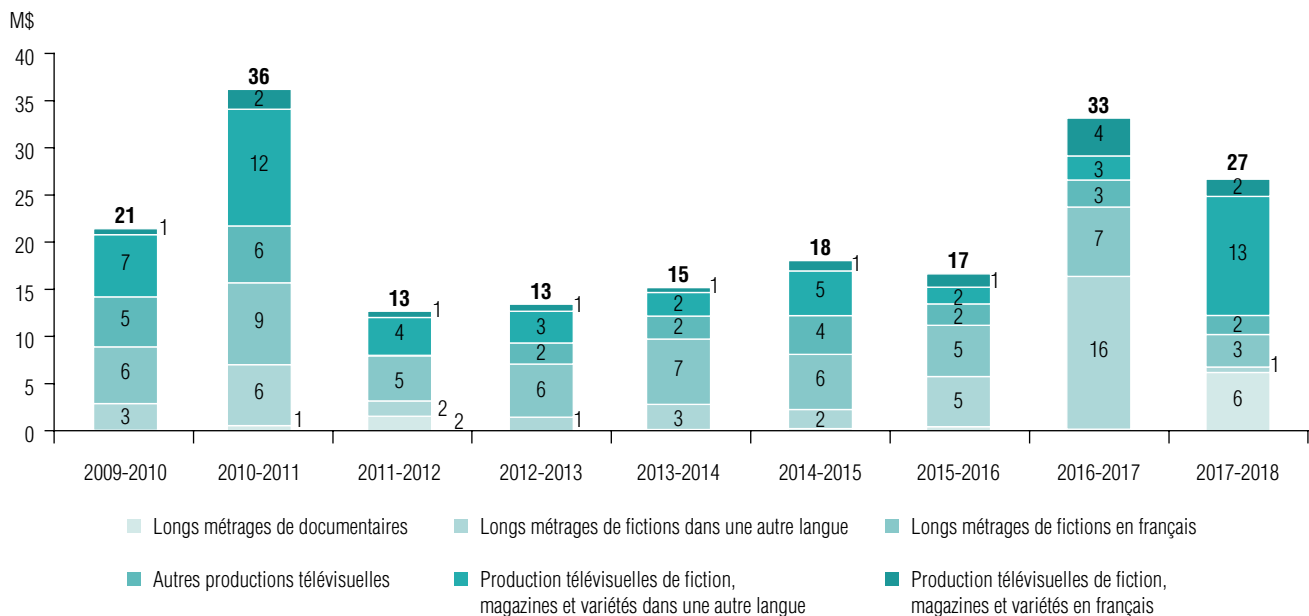
Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Régie du cinéma, ministère de la Culture et des Communications.

Les distributeurs jouent un rôle important dans la disponibilité des films et des œuvres sur un territoire. Ils peuvent contribuer au financement des œuvres et à leur mise en marché subséquente. Pour la quatrième fois en dix ans, la participation financière des distributeurs est plus importante pour les productions télévisuelles québécoises que pour les productions cinématographiques. En effet, 62 % de leur contribution est remise à des productions destinées à la télévision. Avec 27 M\$, et malgré une baisse de 20 %, le financement provenant des distributeurs représente le deuxième plus haut montant en cinq ans. Si la croissance de 2016-2017 s'explique par une

forte hausse du financement des distributeurs pour les longs métrages de fiction dans une autre langue que le français (5 M\$ en 2015-2016 à 16 M\$ en 2016-2017), le recul de 2017-2018 est attribuable à une baisse de ce même financement (de 16 M\$ à 1 M\$), contrebalancé en partie par la forte croissance du financement des productions télévisuelles de fiction, de magazines et de variétés dans une autre langue que le français (3 M\$ en 2016-2017 à 13 M\$ en 2017-2018).

Figure 10.4

Financement des distributeurs dans la production cinématographique et télévisuelle québécoise, Québec, 2009-2010 à 2017-2018


Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

11 LA PRÉSENTATION EN SALLE

FAITS SAILLANTS DE 2018

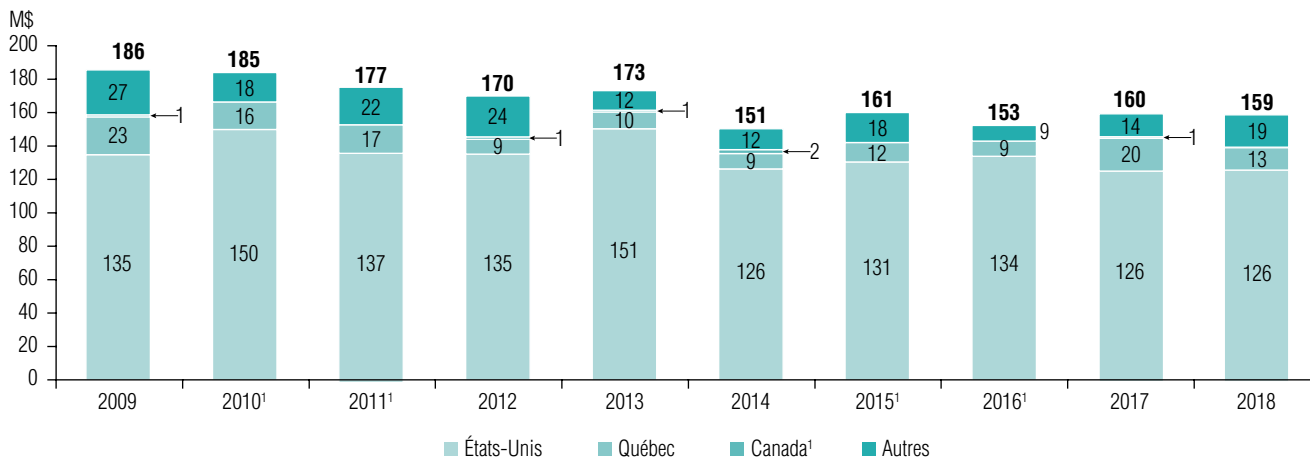
Données provenant de l'*Enquête sur les projections cinématographiques au Québec*

- L'assistance dans les établissements cinématographiques au Québec s'établit à 19,1 M, en baisse de 2 % après une hausse de 5 % en 2017 (tableau 11.2).
- La part de l'assistance aux films québécois est de 9,2 % (tableau 11.2).
- Les recettes de l'ensemble des établissements cinématographiques au Québec se chiffrent à 159,5 M\$, une baisse de moins de 1 % (figure 11.1).
- On observe une baisse des recettes et de la part des recettes (8,4 % en 2018) obtenues par les films québécois (figure 11.2).
- Il y a hausse du nombre de nouveaux films québécois à l'affiche (93 nouveautés) par rapport à 2017 (61 nouveautés) (figure 11.3).
- Cinq films québécois récoltent des recettes supérieures à 1 M\$ au Québec (figure 11.4).

En 2018, il y a une baisse des recettes de billetterie de moins de 1 % et une diminution de l'assistance de 2 %, par rapport à 2017. La part des recettes des films québécois est en baisse, à 8 %, ce qui correspond à la moyenne des dix dernières années. La part des recettes obtenues par les films états-uniens reste toutefois stable, à 79 %, et se situe sous la moyenne des 10 dernières années (81 %).

En 2018, 637 nouveaux films sont présentés dans les salles du Québec, soit 117 de plus qu'en 2017. Parmi ces nouveautés, 93 sont des films québécois, une forte hausse par rapport aux 61 nouveautés présentées en 2017. La croissance du nombre de nouveautés se remarque aussi pour les films états-uniens (+ 13), canadiens (+ 8) et d'autres pays (+ 64). C'est le plus haut résultat des dix dernières années.

Figure 11.1

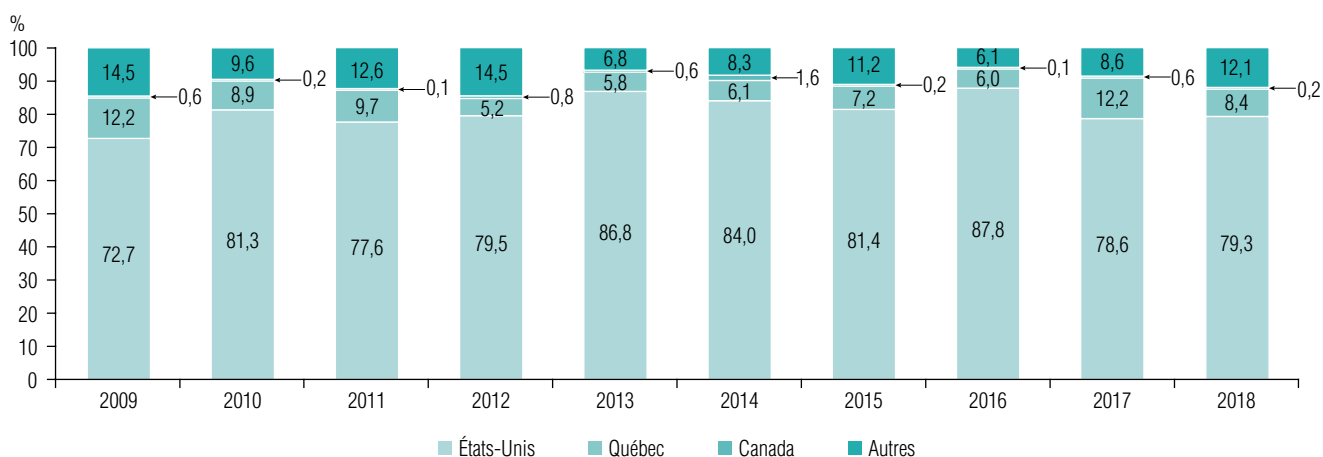
Recettes des établissements cinématographiques selon la provenance des films, Québec, 2009 à 2018

1. Les recettes de films canadiens en 2010, 2011, 2015, 2016 et 2018 sont inférieures à 0,5 M\$.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

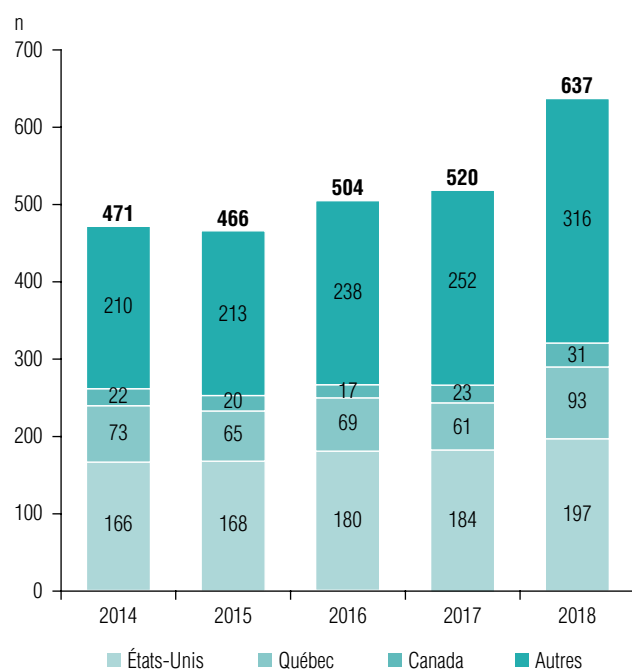
Figure 11.2

Répartition des recettes des établissements cinématographiques selon la provenance des films, Québec, 2009 à 2018

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 11.3

Films¹ présentés dans les établissements cinématographiques selon la provenance, Québec, 2014 à 2018

1. Il s'agit du nombre de nouveautés.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Toujours en 2018, les recettes des projections en français diminuent de 31 % pour les films québécois, mais augmentent de 2 % pour les films non canadiens. Les recettes des films projetés en d'autres langues augmentent également (+ 7 %), et cette hausse est attribuable aux films non canadiens. Sur les 134 films québécois présentés en salle, ce qui constitue un nouveau sommet, 111 ont été projetés en français et 31 dans une autre langue. Sur le marché des projections en français, la part des films québécois est de 13 % des recettes au guichet en 2018. Sur le marché des projections en d'autres langues, les films québécois obtiennent moins de 1 % des recettes. Il faut noter cependant que parmi les films projetés en d'autres langues, on dénombre 31 films québécois alors qu'il y avait 607 films d'origine autre que canadienne ou québécoise.

Tableau 11.1

Recettes et parts de marché des films¹ selon la langue² et l'origine, Québec, 2009 à 2018

	Unité	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Langue française											
Recettes-guichet											
Films québécois	k\$	22 539	15 546	16 918	8 653	9 994	8 909	11 359	8 628	19 279	13 351
Films canadiens ³	k\$	667	235	9	947	712	1 882	157	65	624	106
Films d'autres origines	k\$	104 317	112 212	110 706	108 566	108 558	91 654	97 672	92 563	87 655	89 846
Total	k\$	127 523	127 992	127 633	118 166	119 264	102 445	109 187	101 256	107 558	103 302
Part des films québécois	%	17,7	12,1	13,3	7,3	8,4	8,7	10,4	8,5	17,9	12,9
Part des films canadiens ³	%	0,5	0,2	—	0,8	0,6	1,8	0,1	0,1	0,6	0,1
Nombre de films⁴											
Québécois	n	77	71	67	82	79	94	92	93	76	111
Canadiens ³	n	13	6	2	10	6	7	7	8	10	8
Autres origines	n	297	328	283	344	318	296	262	283	305	324
Total	n	387	405	352	436	403	397	361	384	392	443
Nombre de films d'autres origines pour un film québécois ⁵	ratio	3,9	4,6	4,2	4,2	4,0	3,1	2,8	3,0	4,0	2,9
Autres langues que le français											
Recettes-guichet											
Films québécois	k\$	121	925	176	272	24	303	240	507	338	90
Films canadiens ³	k\$	517	172	109	486	355	478	235	120	297	164
Films d'autres origines	k\$	57 669	55 513	48 965	51 248	53 751	47 320	51 001	50 845	51 998	55 915
Total	k\$	58 307	56 610	49 250	52 006	54 129	48 101	51 476	51 473	52 633	56 168
Part des films québécois	%	0,2	1,6	0,4	0,5	—	0,6	0,5	1,0	0,6	0,2
Part des films canadiens ³	%	0,9	0,3	0,2	0,9	0,7	1,0	0,5	0,2	0,6	0,3
Nombre de films⁴											
Québécois	n	14	13	15	23	4	16	16	15	21	31
Canadiens ³	n	22	22	12	20	28	27	20	19	28	33
Autres origines	n	398	405	395	523	429	430	427	468	541	607
Total	n	434	440	422	566	461	473	463	502	590	671
Nombre de films d'autres origines pour un film québécois ⁵	ratio	28,4	31,2	26,3	22,7	107,3	26,9	26,7	31,2	25,8	19,6

1. Les films de sexualité explicite sont exclus.

2. Il s'agit de la langue de projection.

3. Excluant les films québécois.

4. Le nombre total de films projetés en salle, toutes langues confondues, n'est pas égal à la somme du nombre de films diffusés en français et du nombre de films diffusés en d'autres langues, car un film peut être diffusé en français et en anglais.

5. Les films d'autres origines utilisés dans le numérateur excluent les films canadiens.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 11.2

Assistance et parts de marché des films¹ selon la langue² et l'origine, Québec, 2009 à 2018

	Unité	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Langue française											
Assistance-guichet											
Films québécois	k	3 269	2 222	2 345	1 195	1 346	1 229	1 548	1 156	2 547	1 750
Films canadiens ³	k	102	33	1	97	90	225	22	9	92	15
Films d'autres origines	k	14 782	14 963	14 043	13 691	13 407	11 662	12 419	11 609	10 956	11 079
Total	k	18 153	17 218	16 389	14 982	14 842	13 117	13 989	12 774	13 595	12 843
Part des films québécois	%	18,0	12,9	14,3	8,0	9,1	9,4	11,1	9,1	18,7	13,6
Part des films canadiens ³	%	0,6	0,2	—	0,6	0,6	1,7	0,2	0,1	0,7	0,1
Autres langues que le français											
Assistance-guichet											
Films québécois	k	15	70	22	35	4	41	29	66	47	11
Films canadiens ³	k	64	23	12	56	40	58	29	16	40	23
Films d'autres origines	k	7 209	6 640	5 828	6 070	6 272	5 645	6 013	5 802	5 838	6 214
Total	k	7 287	6 733	5 862	6 160	6 316	5 744	6 071	5 884	5 926	6 247
Part des films québécois	%	0,2	1,0	0,4	0,6	0,1	0,7	0,5	1,1	0,8	0,2
Part des films canadiens ³	%	0,9	0,3	0,2	0,9	0,6	1,0	0,5	0,3	0,7	0,4
Total											
Assistance-guichet											
Films québécois	k	3 284	2 292	2 367	1 230	1 350	1 269	1 577	1 222	2 594	1 760
Films canadiens ³	k	166	57	13	152	130	284	51	26	133	38
Films d'autres origines	k	21 991	21 603	19 871	19 760	19 679	17 307	18 432	17 410	16 794	17 292
Total	k	25 441	23 951	22 251	21 143	21 158	18 860	20 059	18 658	19 520	19 090
Part des films québécois	%	12,9	9,6	10,6	5,8	6,4	6,7	7,9	6,5	13,3	9,2
Part des films canadiens ³	%	0,7	0,2	0,1	0,7	0,6	1,5	0,3	0,1	0,7	0,2

1. Les films de sexualité explicite sont exclus.

2. Il s'agit de la langue de projection.

3. Excluant les films québécois.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

L'assistance aux films québécois diminue en 2018 (–32 %), et la part de ces films passe de 13 % du total en 2017 à 9 % en 2018. La part des films canadiens demeure sous les 1 % pour une quatrième année consécutive.

Cinq films québécois récoltent des recettes supérieures à 1 M\$ en 2018, essentiellement lors de projections en français. Les recettes qui y sont associées représentent

74 % de l'ensemble des recettes obtenues pour les films québécois cette année-là. À titre comparatif, mentionnons que 39 films, toutes langues et origines confondues, obtiennent des recettes de plus de 1 M\$, et les recettes de ces films constituent 63 % des recettes totales. Le film québécois ou canadien ayant fait le plus de recettes sur le marché des projections en d'autres langues obtient 53 k\$.

Tableau 11.3

Films québécois et canadiens les plus populaires parmi les projections en d'autres langues que le français, Québec, 2018

Rang	Titre	Assistance	Recettes	Provenance	Langue de la version originale
		n	k\$		
1	Indian Horse / Cheval indien	6 084	53,0	Canada	Anglais
2	Anthropocene: The Human Epoch / Anthropocène : L'époque humaine	4 449	41,6	Canada	Anglais
3	The Nut Job 2: Nutty by Nature / Opération noisettes 2	2 849	7,1	Canada	Anglais
4	Elliot the Littlest Reindeer / Elliot : le plus petit des rennes	2 177	5,6	Canada	Anglais
5	Sharkwater Extinction / Sharkwater Extinction : Le film	1 424	12,2	Canada	Anglais
6	Prosecuting Evil: The Extraordinary World of Ben Ferencz / Poursuivre le mal : le monde extraordinaire de Ben Ferencz	1 147	9,3	Canada	Anglais
7	Racetime / La course des tuques	1 021	7,9	Québec	Français
8	Those Who Come, Will Hear / Ceux qui viendront, l'entendront	1 021	8,0	Québec	Multilingue
9	The Other Rio / L'autre Rio	859	7,7	Québec	Portugais
10	Grand cru	838	7,0	Québec	Anglais

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 11.4

Films québécois et canadiens les plus populaires parmi les projections en langue française, Québec, 2018

Rang	Titre	Assistance	Recettes	Provenance	Langue de la version originale
		n	k\$		
1	La Bolduc	310 031	2 261,9	Québec	Français
2	1991	299 599	2 334,7	Québec	Français
3	La chute de l'empire américain	279 960	2 137,9	Québec	Français
4	La course des tuques	227 566	1 667,7	Québec	Français
5	Le trip à trois	195 461	1 538,5	Québec	Français
6	Hochelaga, terre des âmes	80 289	627,9	Québec	Français
7	Nelly et Simon : Mission Yéti	44 474	314,9	Québec	Français
8	La disparition des lucioles	36 039	280,6	Québec	Français
9	Junior Majeur	31 243	231,8	Québec	Français
10	La Terre vue du coeur	26 180	212,9	Québec	Français

Source : Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 11.5

Films les plus populaires parmi les projections en d'autres langues que le français, Québec, 2018

Rang	Titre	Assistance	Recettes	Provenance
		n	k\$	
1	Black Panther / Panthère Noire	359 359	3 600,9	États-Unis
2	Avengers : Infinity War / Avengers : La guerre de l'infini	359 226	3 759,0	États-Unis
3	Deadpool 2	236 382	2 157,8	États-Unis
4	Incredibles 2 / Les Incroyable 2	209 670	1 875,8	États-Unis
5	Mission : Impossible - Fallout / Mission : Impossible - Répercussions	176 586	1 809,2	États-Unis
6	Jurassic World : Fallen Kingdom / Monde Jurassique : Le royaume déchu	164 624	1 568,4	États-Unis
7	Bohemian Rhapsody	163 579	1 500,0	Grande-Bretagne
8	A Star Is Born / Une étoile est née	161 754	1 441,9	États-Unis
9	Jumanji : Welcome to the Jungle / Jumanji : Bienvenue dans la jungle	129 979	1 151,9	États-Unis
10	Venom	120 149	1 247,5	États-Unis

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 11.6

Films les plus populaires parmi les projections en langue française, Québec, 2018

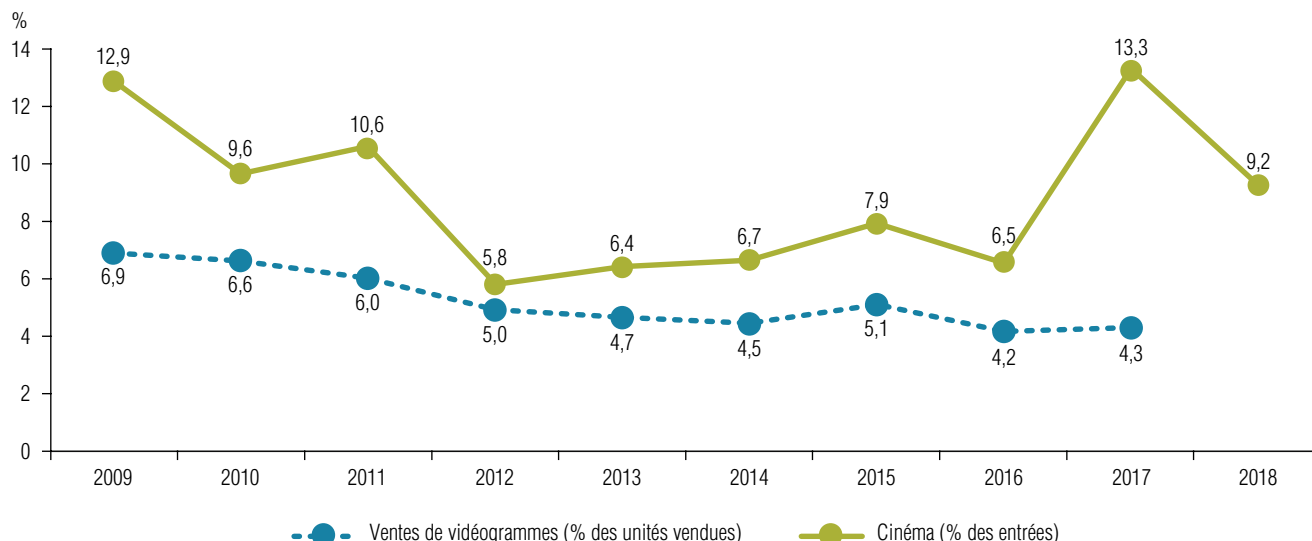
Rang	Titre	Assistance	Recettes	Provenance
		n	k\$	
1	Avengers : La guerre de l'infini	411 034	3 837,3	États-Unis
2	Jumanji : Bienvenue dans la jungle	405 196	3 318,6	États-Unis
3	Les Incroyable 2	388 565	3 070,6	États-Unis
4	Monde Jurassique : Le royaume déchu	374 196	3 278,1	États-Unis
5	Panthère Noire	368 757	3 306,9	États-Unis
6	Hôtel Transylvanie 3 : Les vacances d'été	358 267	2 583,5	États-Unis
7	La Bolduc	310 031	2 261,9	Québec
8	1991	299 599	2 334,7	Québec
9	La chute de l'empire américain	279 960	2 137,9	Québec
10	Mission : Impossible - Répercussions	275 235	2 510,5	États-Unis

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La part de marché des films québécois vendus sous forme de vidéogrammes depuis 2009 poursuit une tendance à la baisse et se situe chaque année en deçà de celle des films québécois dans les salles de cinéma.

Selon Statistique Canada, les recettes d'exploitation en salle de l'industrie au Québec en 2016 demeurent au même niveau qu'en 2014¹⁰, soit à 290 M\$. La plus grande part de ces revenus provient des ventes de billets¹¹.

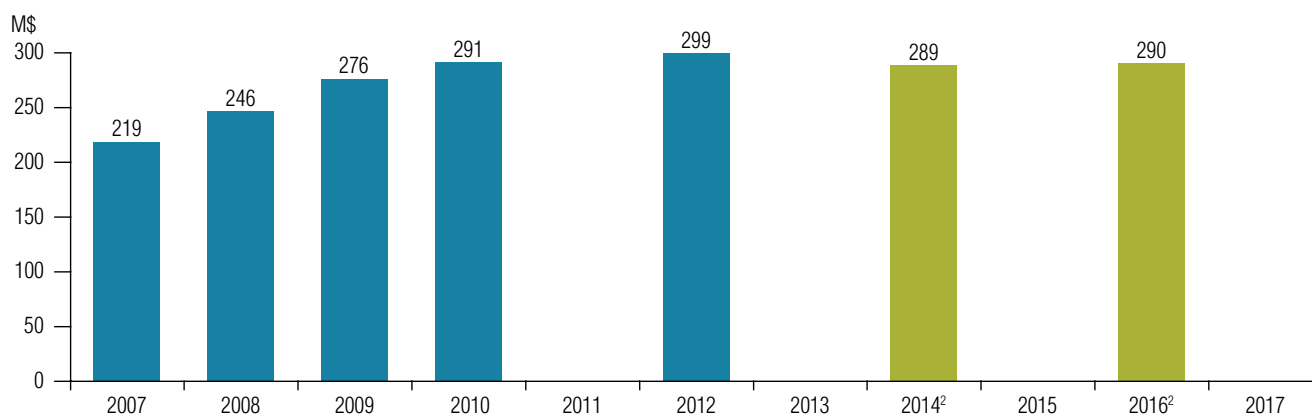
Figure 11.4

Part de marché des longs métrages québécois selon les entrées en salles et les ventes de vidéogrammes, Québec, 2009 à 2018


Sources : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec. NPD VideoScan de Nielsen. Tous droits réservés.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 11.5

Revenus d'exploitation des établissements cinématographiques, Québec, 2008 à 2017¹


1. Aucune donnée n'est disponible pour 2011, 2013, 2015 et 2017.

2. Comme la méthodologie de l'enquête a été modifiée, les données de 2014 et 2016 ne devraient pas être comparées avec celles des années antérieures.

Source : Statistique Canada, Tableaux 361-0012 et 361-0068, [En ligne], CANSIM. www150.statcan.gc.ca/n1/fr/type/donnees (Consulté le 25 février 2019). [Adapté par l'Institut de la statistique du Québec].

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

10. Au Québec, les recettes de la vente de billets sont légèrement plus élevées en 2016 qu'en 2014.

11. Dans l'ensemble du Canada, 59 % des recettes d'exploitation proviennent de la vente de billets et 33 % proviennent des ventes d'aliments et de boissons. Les autres recettes d'exploitation (8 %) proviennent de la publicité, des jeux électroniques, de la location d'installations et d'autres ventes. Notons qu'en 2012, dernière année pour laquelle des données québécoises sont disponibles, 65 % des recettes d'exploitation provenaient de la vente de billets.

12 LA TÉLÉDIFFUSION

FAITS SAILLANTS DE 2017

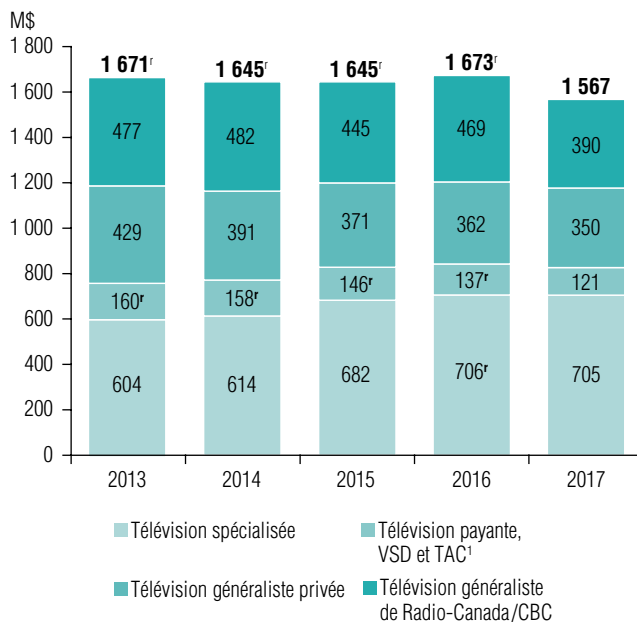
- Les revenus de la télédiffusion s'élèvent à 1,6 G\$ en 2017, en baisse de 6 % (figure 12.1).
- On note une baisse de 17 % des revenus de Radio-Canada/CBC (figure 12.1).
- Pour une cinquième année, les revenus des services payants, sur demande et à la carte (– 11 %) et ceux des télédiffuseurs généralistes privés diminuent (– 11 %) (figure 12.1).
- Il y a hausse de 10 % des dépenses pour la production indépendante canadienne, dont 13 % pour les télédiffuseurs spécialisés en français et 14 % pour la Société Radio-Canada (figure 12.2).
- Les dépenses pour l'acquisition de productions de sociétés affiliées sont stables, à 37 M\$, en 2017 (tableau 12.1).
- On relève une hausse de 67 % des dépenses des télédiffuseurs spécialisés francophones pour l'acquisition de productions de sociétés affiliées (figure 12.3).

Dans l'ensemble, les revenus des télédiffuseurs au Québec diminuent (6 %) et s'établissent à 1,6 G\$. Cependant, derrière ce résultat se cachent des différences importantes. En particulier, les revenus de la SRC/CBC (– 17 %) et ceux des services de télévision payante (– 11 %) baissent significativement, alors que les revenus des télédiffuseurs spécialisés restent stables. La télévision payante a également vu ses revenus décroître chaque année depuis cinq ans, passant de 163 M\$ en 2012 à 121 M\$ en 2017. C'est aussi le cas de la télévision généraliste privée durant la même période (436 M\$ en 2012 à 350 M\$ en 2017).

En revanche, les dépenses pour la production indépendante canadienne augmentent en 2017 (10 %). Elles s'accroissent de 13 % pour les télédiffuseurs spécialisés en français et de 14 % pour la Société Radio-Canada.

Les dépenses pour l'acquisition de productions de sociétés affiliées restent stables, à 37 M\$, en 2017. Ces dépenses augmentent chez les télédiffuseurs spécialisés francophones, après quatre ans de baisse, mais diminuent chez les télédiffuseurs généralistes privés.

Figure 12.1

Revenus des services des télédiffuseurs, Québec, 2013 à 2017

1. Les services de télévision payante, vidéo sur demande (VSD) et télévision à la carte (TAC) incluent trois services en français et trois services bilingues.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

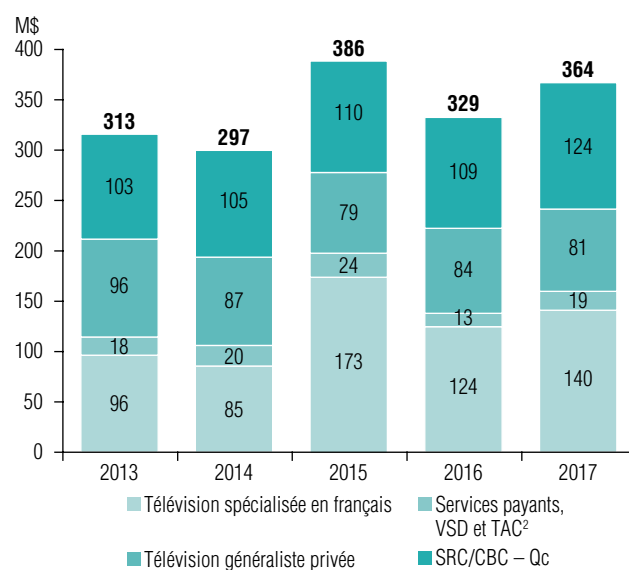
Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes : *Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2013-2017.*

Relevés statistiques et financiers des services individuels facultatifs et sur demande, 2013-2017.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2013-2017.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 12.2

Acquisition¹ de productions indépendantes canadiennes par les télédiffuseurs, Québec, 2013 à 2017

1. Pour la télévision généraliste privée, la télévision spécialisée francophone et la SRC/CBC, il s'agit des dépenses pour émissions acquises de producteurs indépendants. Pour les services payants, la télévision à la carte (TAC) et la vidéo sur demande (VSD), il s'agit des dépenses pour acquisition de droits.

2. Les services de télévision payante, vidéo sur demande (VSD) et télévision à la carte (TAC) incluent trois services en français et deux services bilingues.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes : *Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2013-2017.*

Relevés statistiques et financiers des services individuels facultatifs et sur demande, 2013-2017.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2013-2017.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 12.1

Acquisition de productions de sociétés affiliées aux télédiffuseurs privés¹ selon le genre, Québec, 2013 à 2017

	2013	2014	2015	2016	2017
	M\$				
Information	8,9	8,3	20,9	4,1	14,5
Nouvelles	—	—	15,4	—	11,0
Documentaires de longue durée	1,1	0,8	0,3	—	0,2
Autres émissions d'information	7,8	7,5	5,2	4,0	3,3
Dramatiques	2,2	1,4	1,5	1,1	1,0
Sports	0,9	0,3	1,5	2,6	1,1
Intérêt général	13,1	19,5	18,2	15,4	4,4
Musique et variétés	9,0	7,4	1,7	0,3	0,1
Jeux-questionnaires	8,8	9,4	9,6	10,7	10,7
Autres ²	1,5	3,2	4,4	2,7	5,3
Total	44,5	49,5	57,9	36,9	37,1

1. Stations de télévision traditionnelle privées et services de télévision spécialisée francophone.

2. Inclut les émissions de type télé réalité, les émissions de remise de prix, les infopublicités et les autres types d'émissions non spécifiés ailleurs.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

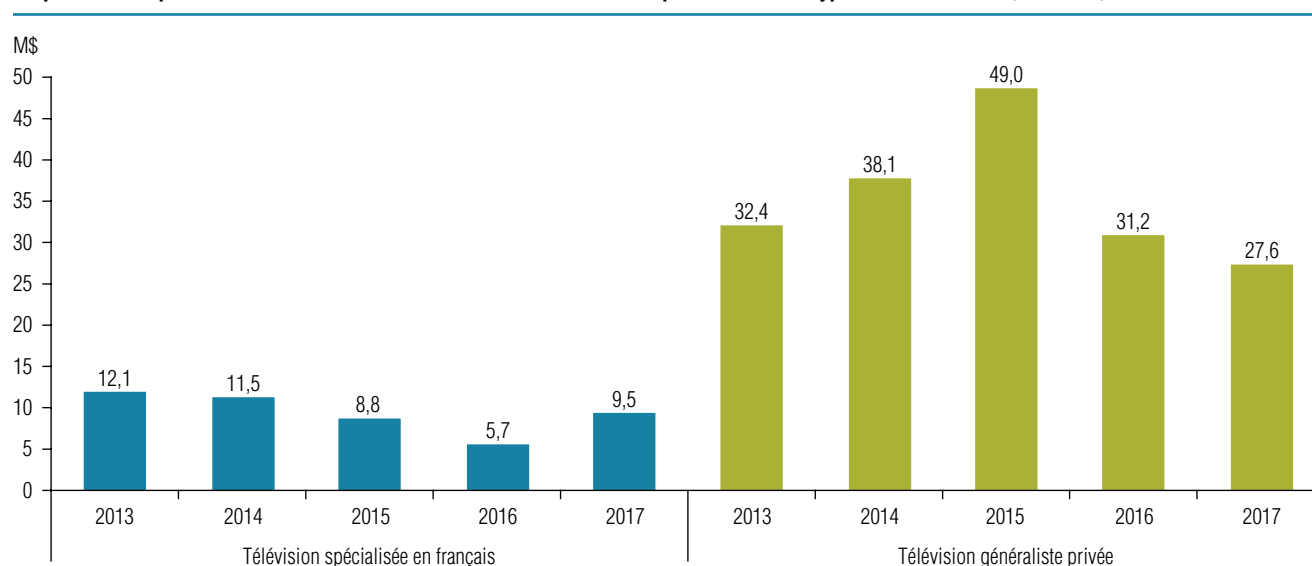
Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

Relevés statistiques et financiers de la télévision traditionnelle, 2003-2017.

Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2003-2017.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 12.3

Acquisition de productions de sociétés affiliées aux télédiffuseurs privés selon le type de télédiffuseur, Québec, 2013 à 2017

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2013-2017.

Relevés statistiques et financiers des services individuels facultatifs et sur demande, 2013-2017.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2013-2017.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

13 LES ENTREPRISES DE DISTRIBUTION DE RADIODIFFUSION

FAITS SAILLANTS DE 2017

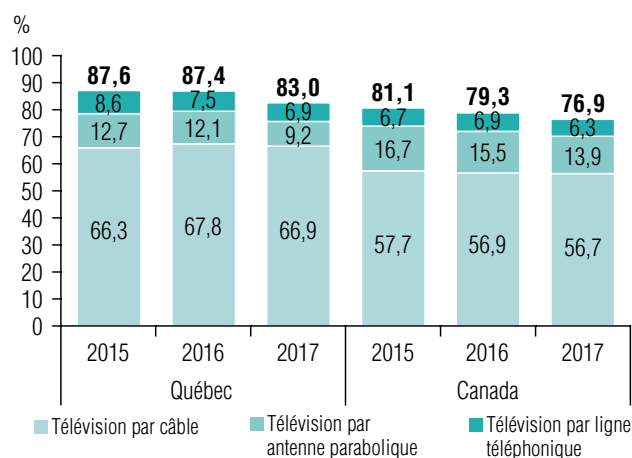
- Hausse de 2 % des revenus des services de câblodistribution et télévision sur protocole Internet (TVIP) (figure 13.2).
- Hausse du revenu mensuel moyen par abonné (55,50 \$ en 2016 à 57,80 \$ en 2017).
- Diminution de la proportion des ménages québécois abonnés à un service de télédistribution, soit de 87,4 % en 2016 à 83,0 % en 2017 (figure 13.1).
- Baisse de 5 M\$ des contributions des entreprises québécoises de distribution de radiodiffusion (EDR) terrestre à la programmation télévisuelle canadienne (figure 13.4).

La grande majorité des ménages québécois (83 %) sont abonnés à des services de télédistribution pour regarder des émissions de télévision. Cependant, cette proportion demeure plus élevée que dans l'ensemble du Canada. Dans les deux cas, il s'agit d'une baisse pour une troisième année consécutive en 2017, car 77 % des ménages canadiens sont abonnés à un service de télédistribution. Cela représente une diminution par rapport à 2016, où la proportion était de 79 %.

Les revenus totaux des télédistributeurs terrestres (câble et télévision par protocole Internet [TVIP]) au Québec continuent la progression observée depuis les 10 dernières années. Néanmoins, la croissance annuelle des revenus, qui était de 11 % en 2008, a progressivement diminué en 10 ans, pour se situer à 2 % en 2017. Une partie de cette hausse provient des abonnements aux services de télévision par protocole Internet, aux dépens des câblodistributeurs et des services par satellite, mais les données disponibles ne permettent pas de saisir l'ampleur de ce déplacement de la clientèle au Québec. Dans l'ensemble du Canada, l'augmentation des revenus des services de TVIP excède les baisses enregistrées chez les autres types de télédistributeurs jusqu'en 2014. Par la suite, les revenus de l'ensemble des services diminuent.

Figure 13.1

Pourcentage des ménages déclarants qui ont un service de télévision, Québec et Canada, 2015 à 2017



Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Statistique Canada, Tableau 203-0027, [En ligne], CANSIM. [www150.statcan.gc.ca/n1/fr/type/donnees] (Consulté le 25 février 2019). [Adapté par l'Institut de la statistique du Québec].

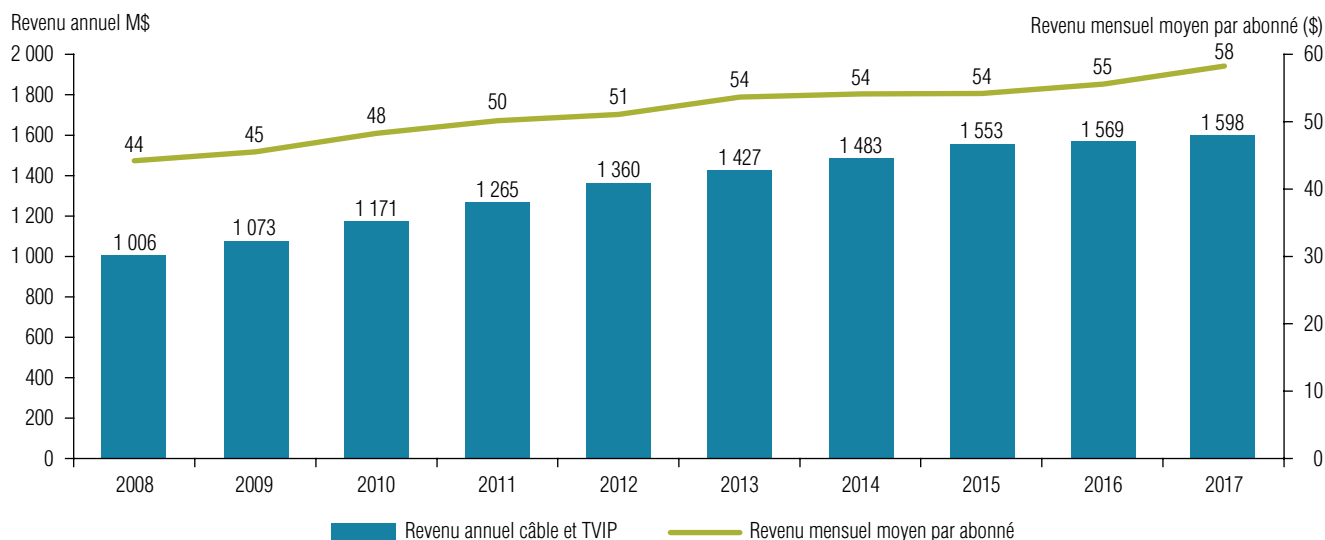
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Le revenu mensuel moyen par abonné des télédistributeurs par câble et TVIP augmente de manière continue depuis 10 ans. Toutefois, comme le pourcentage de ménages abonnés à un service de télédistribution diminue en parallèle, les données de Statistique Canada sur l'ensemble des ménages québécois indiquent que ceux-ci dépensent, en moyenne, 25\$ de moins en 2017 qu'en 2016 pour leur service de télédistribution (câble, TVIP et satellite). La dépense annuelle moyenne s'élève ainsi à 548\$ en 2017. La dépense moyenne des ménages représentant celle de tous les ménages québécois, incluant ceux non abonnés à un service de télédistribution, la tendance pourrait être différente si l'on tenait compte uniquement des ménages abonnés.

Les contributions des entreprises québécoises de distribution de radiodiffusion terrestre (câble et TVIP) à la programmation canadienne diminuent en 2017. Elles s'établissent à 76 M\$, une baisse de 6 % par rapport à 2016.

Figure 13.2

Revenus des services de câblodistribution et télévision par protocole Internet, Québec, 2008 à 2017



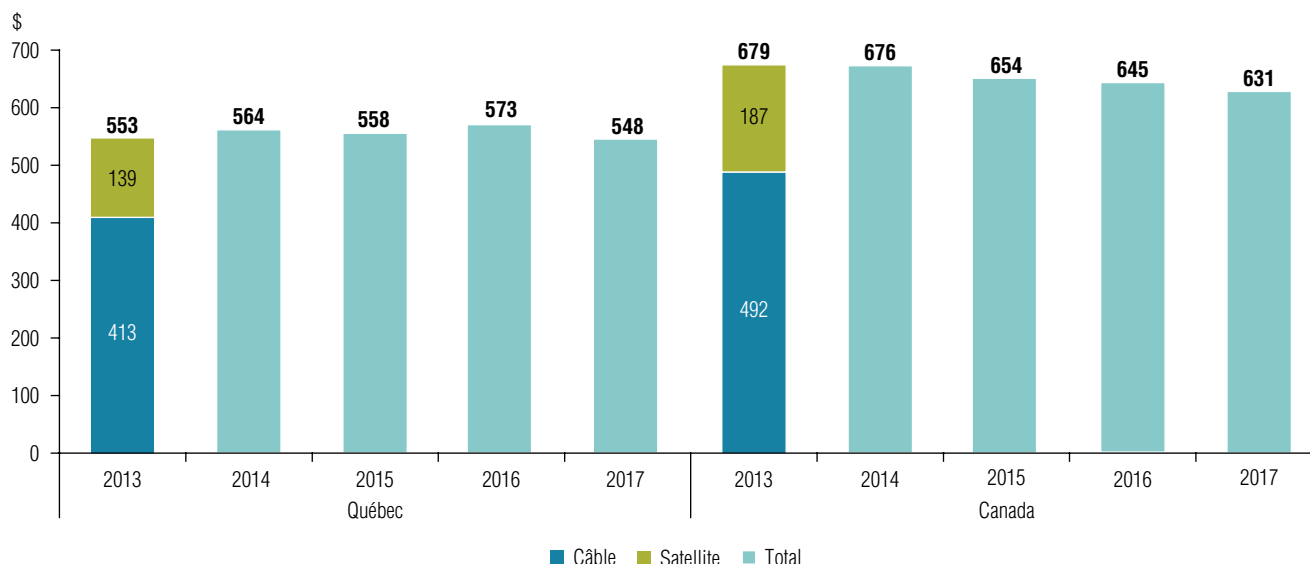
Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

Relevés statistiques et financiers, Câblodistribution, systèmes de distribution multipoint (SDM) et satellite de radiodiffusion directe (SRD), 2007-2010.

Relevés statistiques et financiers, Câblodistribution, télévision par protocole Internet (IPTV) et satellite de radiodiffusion directe (SRD), 2011-2015 et 2013-2017.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 13.3

Dépense annuelle moyenne par ménage¹ pour les services de location de télédistribution, Québec et Canada², 2013 à 2017³

1. Il s'agit de la dépense moyenne de tous les ménages, incluant ceux qui ne sont pas abonnés à un service de télédistribution.

2. Inclut le Québec.

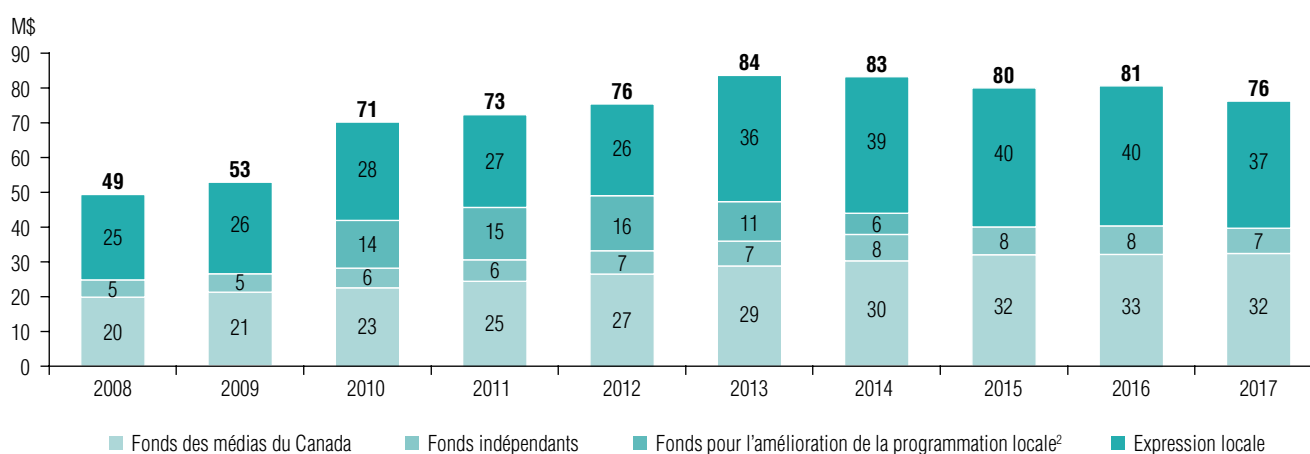
3. À partir de 2014, le total est disponible, mais pas la répartition selon le type de service de télédistribution.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Statistique Canada, Tableau 203-0021, [En ligne], CANSIM. [www150.statcan.gc.ca/n1/fr/type/donnees] (Consulté le 15 février 2019). [Adapté par l'Institut de la statistique du Québec].

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 13.4

Contributions des EDR terrestres à la programmation canadienne, Québec, 2008 à 2017¹

1. Pour les données de chaque période, l'année de radiodiffusion se termine le 31 août.

2. Le Fonds pour l'amélioration de la programmation locale ayant atteint l'objectif fixé, le CRTC a décidé de l'éliminer au 31 août 2014.

Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

Relevés statistiques et financiers, Câblodistribution, systèmes de distribution multipoint (SDM) et satellite de radiodiffusion directe (SRD), 2009-2013 et 2010-2014.

Relevés statistiques et financiers, Câblodistribution, télévision par protocole Internet (IPTV) et satellite de radiodiffusion directe (SRD), 2013-2017.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

ANNEXE A

PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE ET TÉLÉVISUELLE AU QUÉBEC SELON LES DONNÉES DU *PROFIL* CANADIEN

Les figures de cette section (annexe A) se basent sur les données de la production régionale publiées dans le *Profil* canadien. On constate des différences entre les données présentées dans les tableaux et figures du présent rapport et celles du *Profil* canadien (tableau A.1). Pour la première fois en cinq ans, un seul type de production a un écart de plus de 10 %, alors que pour les années antérieures les quatre types de productions avaient souvent un écart de plus de 20 %.

Production cinématographique : Les différences sont significatives d'une année à l'autre, et un écart moyen d'environ 19 M\$ persiste au cours des cinq dernières années. La valeur estimée dans la présente publication est 7 % plus élevée que celle retrouvée dans le *Profil* canadien, un écart plus faible que le 16 % de l'an passé. Une partie des différences annuelles est peut-être due à l'attribution des productions à une période ou une autre dans la compilation. Notons aussi que les données des longs métrages d'animation ne sont pas disponibles séparément des autres œuvres d'animation et sont incluses avec les productions télévisuelles. Le fait de les inclure pourrait avoir contribué à augmenter l'écart observé.

Production étrangère et services de production : Les données de ce *Profil* pour le Québec incluent des projets québécois et canadiens pour lesquels le crédit d'impôt pour les services de production est demandé au lieu du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise. Des variations dans la valeur et dans le nombre de ces projets peuvent être à l'origine des différentes tendances observées entre ces données et celles du *Profil* canadien.

Production interne : L'écart dans les données présentées dans ce rapport est élevé. La valeur estimée dans le présent *Profil* correspond à 19 % de plus que celle fournie dans le *Profil* canadien. L'explication réside dans les différentes façons d'évaluer la production interne, telles qu'elles sont mentionnées aux figures 8.2 et 8.3.

Production télévisuelle : Les différences constatées sont significatives. Ces dernières années, les données du profil québécois étaient en moyenne 22 % inférieures à celles du *Profil* canadien. Pour 2017-2018, l'écart s'est rétréci à 2 %. La variation de l'écart peut s'expliquer par différents facteurs, comme la source des données et les éléments pris en compte dans le calcul. Ainsi, le *Profil* canadien se base sur les données du Bureau de la certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) et sur une estimation de la production télévisuelle certifiée par le CRTC, alors que les données contenues dans ce rapport se fondent sur le crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ), administré par la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC). Il n'y a pas d'estimation pour les productions télévisuelles québécoises non certifiées par la SODEC. Il est mentionné, dans les notes du *Profil* canadien, que « les recherches effectuées par Nordicité et Patrimoine canadien en 2009 indiquent que ces œuvres équivalaient à quelque 13,5 % de l'ensemble de la production télévisuelle canadienne »¹². Ce taux est utilisé dans les estimations de Nordicité, mais on ignore comment il est établi et s'il est toujours aussi pertinent. La production des entreprises affiliées aux télédiffuseurs est aussi en cause, car elle semble être prise en compte dans l'estimation des œuvres certifiées par le CRTC. Les

12. Nordicité (2019), *Profil 2018. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, [En ligne], p. 92. [\[www.cmpa.ca/industry-information/profile\]](http://www.cmpa.ca/industry-information/profile) (Consulté le 2 avril 2019).

données de la SODEC excluent ces productions. Selon les données du CRTC présentées dans le tableau 11.1, les dépenses des télédiffuseurs québécois à ce chapitre représentent un peu moins de 40 M\$ ces deux dernières années et concernent surtout des productions de genres, comme des émissions d'intérêt général. Toutefois, ces données sont partielles et ne sont pas ajoutées à la valeur de la production télévisuelle québécoise.

Tableau A.1

Comparaison des données pour le Québec du Profil Canada et du Profil Québec, 2013-2014 à 2017-2018

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	Moyenne cinq ans	Variation 2016-2017/ 2017-2018
	M\$						%
Production télévisuelle							
<i>Profil Québec</i>	527	612	651	655	748	639	14,2
<i>Profil Canada</i>	664	774	764	929	765	779	-17,7
Écart	-137	-162	-113	-274	-17	-141	...
Production cinématographique							
<i>Profil Québec</i>	204	174	172	178	145	175	-18,2
<i>Profil Canada</i>	178	203	111	148	136	155	-8,1
Écart	26	-29	61	30	9	19	...
Production étrangère et services de production							
<i>Profil Québec</i>	164	407	397	551	718	447	30,4
<i>Profil Canada</i>	147	275	282	404	666	355	64,9
Écart	17	132	115	147	52	93	...
Production interne							
<i>Profil Québec</i>	372	401	339	371	308	358	-17,2
<i>Profil Canada</i>	291	331	279	307	258	293	-16,0
Écart	80	70	60	64	50	65	...
Total							
<i>Profil Québec</i>	1 267	1 594	1 560	1 755	1 919	1 619	9,4
<i>Profil Canada</i>	1 280	1 583	1 436	1 788	1 825	1 582	2,1
Écart	-13	11	124	-33	94	37	...

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

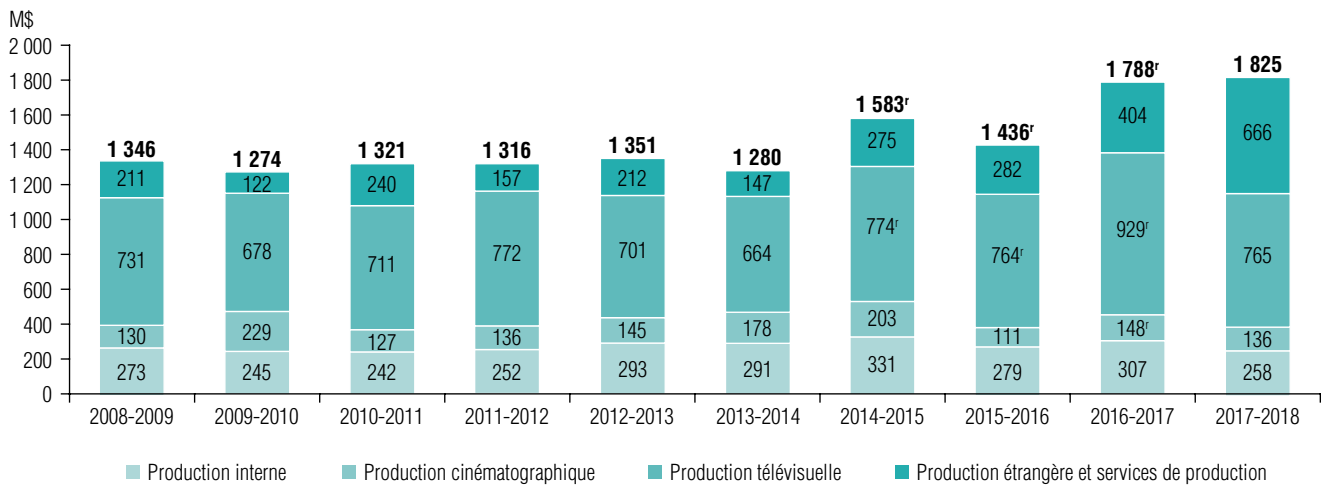
Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2011-2015 et 2013-2017

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2011-2015 et 2013-2017

Nordicité (2019). *Profil 2018. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, figures 4.12, 5.8, 7.4 et 8.3.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

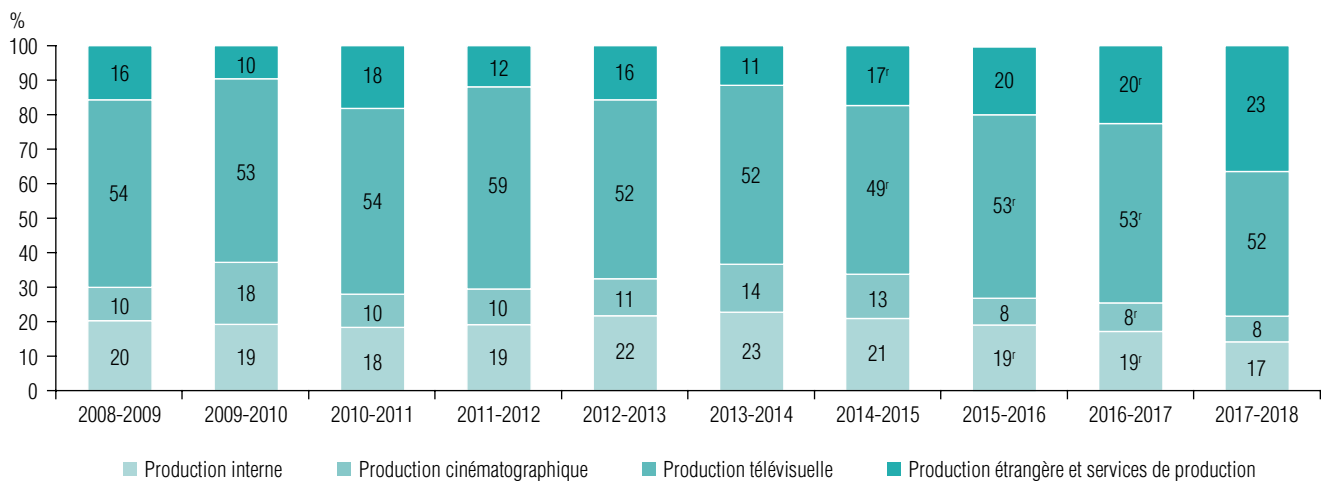
Figure A.1

Production cinématographique et télévisuelle selon le secteur, Québec, 2008-2009 à 2017-2018

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Nordicité (2019). Profil 2018. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada, figures 4.12, 5.8, 7.4 et 8.3.

Figure A.2

Répartition de la production cinématographique et télévisuelle selon le secteur, Québec, 2008-2009 à 2017-2018

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Nordicité (2019). Profil 2018. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada, figures 4.12, 5.8, 7.4 et 8.3.

ANNEXE B

NOTES MÉTHODOLOGIQUES CONCERNANT LE CALCUL DE L'INCIDENCE ÉCONOMIQUE

Une note méthodologique s'impose concernant le calcul de l'incidence économique de la production cinématographique et télévisuelle au Québec, selon la méthodologie décrite dans la publication *Profil 2018: Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada* (appelé le *Profil* canadien ci-après). Le chapitre deux présente les résultats de ce calcul.

On retrouve dans le *Profil* canadien des estimations du produit intérieur brut (PIB), du revenu de travail et des emplois directs et indirects attribuables aux différentes catégories de production de contenu sur écran pour le Canada. Pour le Québec, on y trouve seulement des estimations des emplois.

Le *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec en 2015* offrait un tableau de comparaison des estimations, selon la méthode du *Profil* canadien et les autres données disponibles. Nous invitons les lecteurs à s'y référer, au besoin.

MÉTHODOLOGIE

Les estimations de l'incidence économique dans le *Profil* canadien se calculent proportionnellement au volume de production. En général, cette proportion est établie en fonction des éléments suivants :

- la proportion estimée du budget de production versée en rémunération (50 %);

- la rémunération ETP moyenne en production¹³ (basée sur les données du Recensement 2006 de Statistique Canada et ajustée annuellement sur la base des données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* [EERH]);
- des facteurs de rajustement de la rémunération ETP provinciale moyenne (basée sur des données de l'EERH);
- des multiplicateurs pour les emplois dérivés (indirects et induits), appliqués au nombre estimé d'emplois directs;
- des multiplicateurs pour la contribution (directe et indirecte) au PIB, appliqués sur le revenu de travail estimé.

Plus précisément, les calculs s'établissent comme suit.

Revenu de travail des emplois directs = 50 % du budget de production. Pour le budget de production, on a utilisé la valeur de la production (le devis) pour chaque secteur, telle qu'on la retrouve à la figure 1.3.

Emplois directs = revenu de travail divisé par la rémunération ETP moyenne en production multiplié par le facteur de rajustement provincial.

Emplois indirects = nombre d'emplois directs multiplié par 1,17. Il s'agit du multiplicateur utilisé pour les estimations à l'échelle canadienne. Pour les estimations provinciales, Nordicité s'est basé sur « les multiplicateurs

13. La rémunération moyenne d'un emploi équivalent temps plein (ETP) utilisée est de 60 552\$ pour 2014-2015, de 61 168\$ pour 2015-2016, de 62 043\$ en 2016-2017 et de 63 408 en 2017-2018. Le facteur d'ajustement est 1,033 en 2017-2018.

utilisés par Statistique Canada pour des calculs comparables » (p. 95), mais il ne publie pas la valeur de ces multiplicateurs.

Emplois induits = (emplois directs plus emplois indirects) multipliés par 0,17. Il s'agit du multiplicateur utilisé pour les estimations à l'échelle canadienne. Les estimations provinciales se calculent en répartissant proportionnellement l'écart entre la somme des estimations de l'emploi indirect obtenu pour les provinces et l'emploi dérivé pour l'ensemble du pays. La proportion pour chaque province correspond à la part des emplois créés indirectement.

Emplois dérivés = emplois indirects plus emplois induits.

Revenu de travail des emplois dérivés = nombre d'emplois dérivés multiplié par la rémunération ETP pour toutes les industries (49 488 \$ en 2017-2018).

Contribution au produit intérieur brut de la production (sauf la production interne) = (revenu de travail des emplois directs multiplié par 1,13) plus (revenu de travail des emplois dérivés multiplié par 1,49). Il n'y a pas d'estimation de la contribution au PIB provincial dans le *Profil* canadien.

Contribution au produit intérieur brut de la production interne = (revenu de travail des emplois directs multiplié par 1,17) plus (revenu de travail des emplois dérivés multiplié par 1,49). Selon Nordicité (2018, p. 128), le taux de 1,17 « rend mieux compte de la rentabilité de la télédiffusion canadienne ». Il n'y a pas d'estimation de la contribution au PIB provincial dans le *Profil* canadien.

Précisions sur les paramètres

Pour le budget de production, la valeur de production (le devis) pour chaque secteur, que l'on trouve à la figure 1.3, est utilisée. Le multiplicateur PIB-emplois directs est de 1,17 pour la production interne, au lieu de 1,13.

Les tableaux 2.1, 2.2 et 2.3 présentent ces calculs avec les mêmes valeurs de paramètres, sauf lorsque celles-ci ne correspondaient pas aux résultats publiés (notamment, le ratio PIB/revenu de travail ETP directs, où l'on utilise 1,04 au lieu de 1,13). Pour les ETP indirects, on utilise le ratio dérivé des données ETP dérivés/ETP directs pour le Québec (figure 1-3 du *Profil* canadien), puisque les paramètres provinciaux spécifiques ne sont pas indiqués.

Notes de calcul

Selon le *Profil* canadien, il y a 44 910 emplois ETP attribuables à la production cinématographique et télévisuelle au Québec en 2017-2018, alors que dans la présente édition du *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec*, on trouve un équivalent de 36 361 emplois. La différence s'explique par deux facteurs : les estimations divergentes du volume de production et l'utilisation de plus petits multiplicateurs.

Les estimations de l'incidence économique se fondent essentiellement sur le volume de production. Le volume estimé ici pour 2017-2018 étant plus important que dans le *Profil* canadien, on pourrait s'attendre à un nombre d'emplois plus élevé, ce qui n'est pourtant pas le cas. La différence est importante surtout pour les emplois indirects.

Précisons que les valeurs exactes des multiplicateurs pour les emplois indirects dans chaque province ne sont pas publiées dans le *Profil* canadien. Seuls le nombre d'emplois directs et le nombre d'emplois dérivés le sont. Ces chiffres laissent supposer que pour chaque emploi direct en production cinématographique et télévisuelle au Québec en 2017-2018, il y aurait 2,07 emplois dérivés. Dans l'ensemble du Canada, le ratio est de 1,54.

Il n'y a pas de statistique permettant de valider les résultats de ces estimations, mais quelques comparaisons sont intéressantes. Notamment, la somme des employés salariés dans les industries du film et de la vidéo (tableau C.4) et des effectifs totaux de la télévision privée, de la SRC/CBC, des services de télévision spécialisée francophone et de la télédistribution par câble et TVIP au Québec (tableau C.5) en 2017 est de 23 226 personnes. Or, il est impossible d'affirmer que ces emplois sont attribuables à la production cinématographique et télévisuelle québécoise. L'estimation de Nordicité du nombre d'emplois directs et dérivés liés à cette production en 2017-2018 est plus élevée, soit 44 910. Ainsi, le facteur 2,06 emplois dérivés par emploi direct semble trop élevé. Les valeurs présentées dans le tableau 2.1 se basent sur la valeur nationale de 1,54.

ANNEXE C

APPORT ÉCONOMIQUE SELON LE COMPTE SATELLITE DE LA CULTURE

Cette annexe offre des données distinctes concernant l'apport économique de l'industrie audiovisuelle au Québec. Les données présentées ici ne sont pas comparables à celles qu'on trouve dans le chapitre 2, puisque les sources, les méthodologies et les univers couverts diffèrent, et ce, de manière significative. Ces données se basent cepen-

dant sur des enquêtes plus précises et des approches (cadre conceptuel et méthodologie) plus complètes que celles du *Profil* canadien, dont le calcul est strictement fondé sur le volume de production. Elles sont donc considérées comme plus fiables.

FAITS SAILLANTS DE 2017

- Le produit intérieur brut de la culture dans les industries du film et de la vidéo atteint 677 M\$, en hausse de 7 % par rapport à 2016 (tableau C.2).
- Il y a 18 043 emplois liés à la culture dans les industries du film et de la vidéo au Québec, ce qui représente une augmentation de 4 % comparativement à 2016 (tableau C.1).

Selon le compte satellite de la culture de Statistique Canada, il y avait 18 043 emplois liés à la culture dans les industries du film et de la vidéo en 2017, soit 4 % de plus qu'en 2016. Ces emplois comptent pour 10 % des emplois liés à la culture au Québec.

En même temps, le PIB de la culture dans les industries du film et de la vidéo s'élève à 677 M\$ en 2017, soit une augmentation de 45 M\$ (+ 7 %) en comparaison de 2016. Cette valeur représente 5 % du PIB de la culture au Québec.

Tableau C.1

Emplois¹ liés à la culture, domaine du film et de la vidéo², Québec et Canada, 2015 à 2017

	2015	2016	2017
	n		
Québec			
Films et vidéos			
Perspective du produit ³	14 720 ^r	17 376 ^r	18 060
Perspective de l'industrie ⁴	14 649 ^r	17 344 ^r	18 043
Total de la culture			
Perspective du produit ³	150 184 ^r	160 025 ^r	166 098
Perspective de l'industrie ⁴	163 460 ^r	173 566 ^r	181 487
Canada			
Films et vidéos			
Perspective du produit ³	58 716 ^r	65 144 ^r	66 284
Perspective de l'industrie ⁴	58 603 ^r	65 076 ^r	66 284
Total de la culture			
Perspective du produit ³	633 216 ^r	656 043 ^r	666 474
Perspective de l'industrie ⁴	675 944 ^r	700 960 ^r	715 384

1. « Il s'agit du nombre d'emplois occupés par les travailleurs autonomes, les salariés et les travailleurs familiaux non rémunérés. Il convient de souligner qu'un emploi qui n'existe que pendant une partie de l'année (p. ex., 4 mois) ne compte que comme une fraction d'un emploi seulement (1/3 d'un emploi) pour l'année en question. Il faut aussi souligner qu'un emploi à temps partiel de 10 heures par semaine compte autant qu'un emploi à temps plein de 50 heures par semaine » (Statistique Canada [2015], *Compte satellite de la culture provincial et territorial*, 2010, no 13-604-M, p. 57).

2. Le domaine du film et de la vidéo n'inclut pas la télédiffusion et donc pas la production interne.

3. La perspective du produit mesure le PIB et l'emploi associés à la production de produits culturels du domaine de l'audiovisuel et des médias interactifs, peu importe qu'ils proviennent d'établissements des industries de la culture ou d'industries qui n'y sont pas liées.

4. La perspective de l'industrie mesure le PIB et l'emploi des établissements appartenant aux industries de l'audiovisuel et des médias interactifs. Ces estimations englobent la production de produits culturels et de produits non liés à la culture.

Source : Statistique Canada. Tableaux 387-0012 et 387-0013, [En ligne], CANSIM. [www150.statcan.gc.ca/n1/fr/type/donnees] (Consulté le 1 mai 2019).

[Adapté par l'Institut de la statistique du Québec].

Tableau C.2

Produit intérieur brut¹ de la culture, domaine du film et de la vidéo², Québec et Canada, 2015 à 2017

	2015	2016	2017
	M\$		
Québec			
Films et vidéos			
Perspective du produit ³	647 ^r	654 ^r	699
Perspective de l'industrie ⁴	625 ^r	632 ^r	677
Total de la culture			
Perspective du produit ³	10 659 ^r	10 717 ^r	10 965
Perspective de l'industrie ⁴	11 811 ^r	11 941 ^r	12 270
Canada			
Films et vidéos			
Perspective du produit ³	3 320 ^r	3 459 ^r	3 567
Perspective de l'industrie ⁴	3 258 ^r	3 397 ^r	3 503
Total de la culture			
Perspective du produit ³	51 817 ^r	52 193 ^r	53 147
Perspective de l'industrie ⁴	56 765 ^r	57 480 ^r	58 849

1. Aux prix de base.

2. Le domaine du film et de la vidéo n'inclut pas la télédiffusion et donc pas la production interne.

3. La perspective du produit mesure le PIB et l'emploi associés à la production de produits culturels du domaine du film et de la vidéo, de la radiotélédiffusion et des médias interactifs, peu importe qu'ils proviennent d'établissements des industries de la culture ou d'industries qui n'y sont pas liées.

4. La perspective de l'industrie mesure le PIB et l'emploi des établissements appartenant aux industries du film et de la vidéo, de la radiotélédiffusion et des médias interactifs. Ces estimations englobent la production de produits culturels et de produits non liés à la culture.

Source : Statistique Canada. *Tableaux 387-0012 et 387-0013*, [En ligne], CANSIM. [www150.statcan.gc.ca/n1/fr/type/donnees] (Consulté le 1 mai 2019). [Adapté par l'Institut de la statistique du Québec].

Tableau C.3

Données du Compte satellite de la culture comparées aux données publiées dans le Profil canadien, Canada, 2015 à 2017

	unité	2015	2016	2017
Compte satellite, domaine du film et de la vidéo, Canada				
Emplois (perspective de l'industrie)	n	58 603 ¹	65 076 ¹	66 284
PIB (perspective de l'industrie)	M\$	3 258 ¹	3 397 ¹	3 503
		2015-2016	2016-2017	2017-2018
Estimation des incidences économiques dans le Profil canadien, Canada				
Emplois ETP (directs)				
Production étrangère et services de production	n	21 600	30 500	37 600
Production cinématographique	n	2 200	2 300	2 400
Production télévisuelle indépendante	n	21 500	24 500	21 600
Médias numériques convergents	n	700 ¹	610	..
Festivals	n	1 600	1 440	..
Distribution	n	1 110	..	1 200
Présentation en salles	n	10 100	7 510	7 560
Total emplois ETP (directs)^{1,2}	M\$	59 510³	67 970⁴	72 410⁵
PIB (direct)				
Production étrangère et services de production	M\$	1 296	1 841	2 338
Production cinématographique	M\$	133	165	157
Production télévisuelle indépendante	M\$	1 357	1 553	1 421
Médias numériques convergents	M\$	52 ⁶	52	..
Festivals	M\$	56	51	..
Distribution	M\$	470	..	508
Présentation en salles	M\$	434	402	405
Total PIB (direct)¹	M\$	3 850⁷	4 534⁸	4 932⁹

1. Les données sur les médias numériques convergents sont celles de 2014-2015

2. Exclut la production interne car le Compte satellite l'inclut avec la télédiffusion.

3. Inclut les emplois en médias numériques convergents de l'année précédente.

4. Inclut les emplois en distribution de l'année précédente.

5. Inclut les emplois en médias numériques convergents et en festivals de l'année précédente.

6. Les données sur les médias numériques convergents sont celles de 2014-2015.

7. Inclut le PIB des médias numériques convergents de l'année précédente.

8. Inclut le PIB en distribution de l'année précédente.

9. Inclut le PIB en médias numériques convergents et en festivals de l'année précédente.

Sources : Nordicité. Profil 2016, Profil 2017 et 2018, [En ligne]. www.cmpa.ca/industry-information/profile (Consulté le 16 février 2016 [édition 2016], le 27 février 2018 [édition 2017] et le 25 mars [édition 2017]).

Statistique Canada. Tableaux 387-0012 et 387-0013, [En ligne], CANSIM. www150.statcan.gc.ca/n1/fr/type/donnees (Consulté le 25 mars 2019). [Adapté par l'Institut de la statistique du Québec].

Tableau C.4

Emplois salariés dans certaines industries de l'audiovisuel, Québec, 2009 à 2018

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	n									
Radiodiffusion et télédiffusion	10 692	10 524	x	10 297	x	9 501	9 481	x	x	x
Télévision payante et spécialisée	998	1 072	x	1 161	x	814	1 173	x	x	x
Industries du film et de la vidéo ¹	9 321	8 891	9 205	9 658	9 795	10 059	10 709	11 229	11 616	12 476

1. Inclut les industries appartenant au SCIAN 5121 : production, distribution et présentation de films et de vidéos et postproduction et autres industries du film et de la vidéo.

Source : Statistique Canada. Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), [En ligne]. www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/culture/emplois-remuneration/emploi.htm (Consulté le 16 avril 2019). [Adapté par l'Institut de la statistique du Québec].

Tableau C.5

Effectifs totaux de la télédiffusion et de la télédistribution par câble et TVIP¹, Québec, 2013 à 2017

	2013	2014	2015	2016	2017
	n				
SRC/CBC	2 552	2 425	2 160	2 098	1 659
Télévision privée	1 628	1 556	1 458	1 347	1 251
Télévision spécialisée francophone	1 394 ^r	1 296 ^r	1 334 ^r	1 135 ^r	1 009
Câble et TVIP	7 663	7 939	7 270	6 984	7 691
Total	13 237	13 216	12 222	11 563	11 610

1. TVIP : télévision sur protocole Internet.

Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

Relevés statistiques et financiers de la distribution de radiodiffusion, 2013-2017.

Relevés statistiques et financiers des services facultatifs et sur demande, 2013-2017.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle, 2013-2017.

ANNEXE D

CAPITALE-NATIONALE

De 2015-2016 à 2017-2018, la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) a investi 2,9 M\$ dans la production cinématographique et télévisuelle de la Capitale-Nationale. Ce montant est en hausse de 25 % par rapport à la période précédente (2012-2013 à 2014-2015), en partie parce qu'aucun projet n'a été soutenu en 2014-2015 dans la région. Toutefois, les subventions et les aides accordées pour la scénarisation et pour la distribution-diffusion sont en baisse. De 2015-2016 à 2017-2018, Téléfilm Canada a investi 3,1 M\$ dans la production de la région, ce qui représente des investissements similaires à ceux réalisés durant les trois années précédentes, avec notamment quatre projets soutenus en plus.

De 2015-2016 à 2017-2018, le Fonds des médias du Canada (FMC) a contribué au financement de 49 projets de production télévisuelle en français¹⁴ dans la Capitale-Nationale, d'une valeur globale de 70 M\$, soit une hausse de 23 % du nombre de projets et de 39 % des budgets totaux par rapport aux trois années précédentes. Le financement versé par le FMC augmente pour les productions dramatiques (+62 %) et celles destinées aux enfants et aux jeunes (+5 %); il diminue cependant pour les documentaires (-49 %) et les émissions de variétés et d'arts de la scène (-19 %). Les documentaires constituent 22 % des projets et 16 % des heures de production ces trois dernières années, alors que les proportions étaient respectivement de 35 % et 26 % les trois années précédentes.

Depuis 2010, la valeur estimée des devis de production des projets soutenus par la mesure d'aide au démarrage de productions cinématographiques et télévisuelles de la Ville de Québec est de 144 M\$.

De 2016 à 2018, 24 projets en démarrage ont obtenu un total de 588 k\$ en subventions. La somme estimée des devis de l'étape de démarrage s'élève à 1,4 M\$. Les longs métrages obtiennent presque la moitié (48 %) de l'aide accordée.

L'aide en 2018 totalise 150 000\$, après une année 2017 où le total des subventions accordées dans le cadre de la mesure d'aide au démarrage était aussi élevé que celui des subventions accordées en 2010 (300 000\$), année inaugurale de la mesure.

De plus, de 2016 à 2018, la Ville de Québec a distribué 950 k\$ en aide à la production pour dix projets, soit quatre longs métrages et six projets télévisuels. Les devis de production de ces projets totalisent 12,8 M\$.

14. Deux projets autochtones ont aussi été soutenus durant la même période.

Tableau D.1

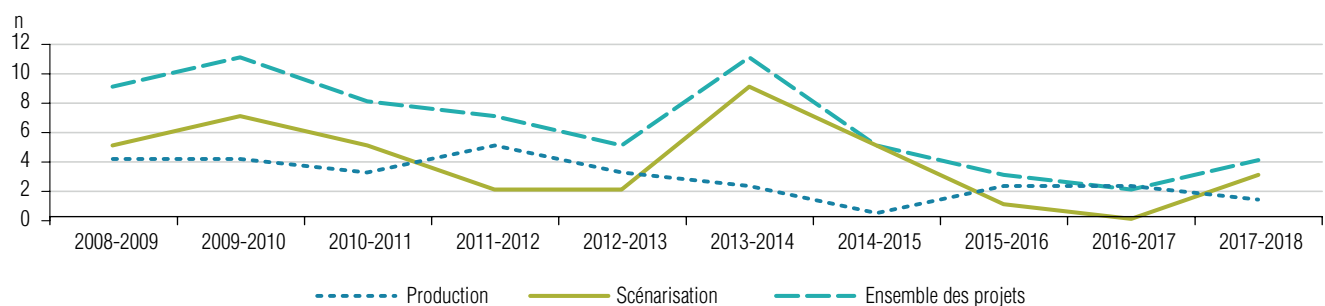
Investissements et subventions de la SODEC, selon le secteur d'intervention, région de la Capitale-Nationale, 2009-2010 à 2017-2018

	2009-2010 à 2011-2012	2012-2013 à 2014-2015	2015-2016 à 2017-2018
	n		
Nombre de projets			
Distribution, promotion et diffusion	21	31	17
Production	12	5	5
Scénarisation	14	16	4
Total	47	52	26
	k\$		
Contribution			
Distribution, promotion et diffusion	269	400	373
Production	2 690	2 355	2 9497
Scénarisation	224	327	89
Total	3 184	3 082	3 411
	\$		
Contribution moyenne par projet			
Distribution, promotion et diffusion	12 806	12 888	21 960
Production	224 179	471 000	589 747
Scénarisation	16 036	20 469	22 275
Total (moyenne)	67 736	59 270	131 198

Source : Société de développement des entreprises culturelles.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure D.1

Projets de production et de scénarisation soutenus par la SODEC, région de la Capitale-Nationale, 2008-2009 à 2017-2018

Source : Société de développement des entreprises culturelles.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau D.2

Projets soutenus¹ par Téléfilm Canada, selon le secteur, entreprises de production établies dans la ville de Québec, 2012-2013 à 2017-2018

	unité	2012-2013 à 2014-2015 (3 ans)	2015-2016 à 2017-2018 (3 ans)	2009-2010 à 2017-2018 (9 ans)
Développement				
Projets	n	22	19	54
Contribution	k\$	1 236	705	2 318
Contribution moyenne par année	k\$	412	235	772
Contribution moyenne par projet	k\$	56	37	43
Production				
Projets	n	3	7	17
Contribution	k\$	3 115	3 122	7 699
Contribution moyenne par année	k\$	1 038	1 041	2 567
Contribution moyenne par projet	k\$	1 038	446	453
Promotion et distribution				
Projets	n	11	10	26
Contribution	k\$	290	331	719
Contribution moyenne par année	k\$	97	110	239
Contribution moyenne par projet	k\$	26	33	28
Total				
Projets	n	36	36	97
Contribution	k\$	4 641	4 158	10 735
Contribution moyenne par année	k\$	1 547	1 386	3 578
Contribution moyenne par projet	k\$	129	115	111

1. Chaque année, les résultats tiennent compte d'un certain nombre de projets qui ont donné lieu à des révisions de décisions préalables rendues au cours des années précédentes. Comme la règle appliquée au traitement des données consiste à comptabiliser l'écart entre la décision originale et la décision révisée, le projet révisé n'est pas dénombré une seconde fois.

Sources : Téléfilm Canada. Téléfilm Canada, Divulgence des subventions et des contributions, [En ligne]. [\[telefilm.ca/fr/transparence/divulgence-proactive/subventions/rapports-par-trimestre\]](http://telefilm.ca/fr/transparence/divulgence-proactive/subventions/rapports-par-trimestre) (Consulté le 5 mars 2019).

Tableau D.3

Projets de productions télévisuelles¹ soutenus par le Fonds des médias du Canada, région de la Capitale-Nationale, 2012-2013 à 2017-2018

	unité	2012-2013 à 2014-2015	2015-2016 à 2017-2018
Projets	n	40	49
Heures	n	231	275
Devis totaux	M\$	50,6	70,1
Financement versé par le FMC	M\$	7,2	6,0
Nombre d'heures par projet	n	5,8	5,6
Devis moyen par projet	M\$	1,3	1,4
Financement moyen par projet	k\$	181	123
Devis horaire moyen	k\$	219	255

1. Il s'agit de projets de productions télévisuelles et de médias numériques convergents de langue française. Trois projets autochtones ont aussi été soutenus entre 2012-2013 et 2017-2018.

Source : Fonds des médias du Canada.

Tableau D.4

Projets de productions télévisuelles soutenus par le Fonds des médias du Canada¹, selon le genre, région de la Capitale-Nationale, 2012-2013 à 2017-2018

	2012-2013 à 2014-2015		2015-2016 à 2017-2018	
	n	%	n	%
Projets				
Dramatiques	7	17,5	6	12,2
Enfants et jeunes ²	7	17,5	12	24,5
Documentaires	14	35,0	11	22,4
Variétés et arts de la scène	12	30,0	20	40,8
Total	40	100,0	49	100,0
Heures				
Dramatiques	34	14,7	32	11,5
Enfants et jeunes ²	52	22,5	69	25,0
Documentaires	59	25,6	45	16,2
Variétés et arts de la scène	86	37,2	130	47,3
Total	231	100,0	275	100,0
	k\$	%	k\$	%
Financement versé par le FMC				
Dramatiques	460	6,4	745	12,3
Enfants et jeunes ²	1 997	27,6	2 103	34,8
Documentaires	2 332	32,2	1 197	19,8
Variétés et arts de la scène	2 454	33,9	1 997	33,1
Total	7 243	100,0	6 042	100,0

1. Il s'agit de projets de productions télévisuelles et de médias numériques convergents de langue française. Trois projets autochtones ont aussi été soutenus entre 2012-2013 et 2017-2018.

2. Incluant l'animation.

Source : Fonds des médias du Canada.

Tableau D.5

Devis moyen des productions télévisuelles soutenues par le Fonds des médias du Canada¹, selon le genre, région de la Capitale-Nationale, 2015-2016 à 2017-2018

	Projets	Devis totaux	Heures	Devis moyen par projet	Devis horaire moyen
	n	M\$	n	M\$	
Dramatiques	6	26	32	4,3	0,8
Enfants et jeunes ²	12	11	69	0,9	0,2
Documentaires	11	6	45	0,5	0,1
Variétés et arts de la scène	20	28	130	1,4	0,2
Total	49	70	275	1,4	0,3

1. Il s'agit de projets de productions télévisuelles et de médias numériques convergents de langue française. Deux projets autochtones ont aussi été soutenus sur cette période.

2. Incluant l'animation.

Source : Fonds des médias du Canada.

Tableau D.6

Projets d'animation soutenus par le Fonds des médias du Canada, région de la Capitale-Nationale, Québec et Canada, 2015-2016 à 2017-2018

Nombre de projets	n
Capitale-Nationale	4
Ensemble du Québec	24
Ensemble du Canada	76
Part de la Capitale-Nationale	%
Au Québec	16,7
Au Canada	5,3

Source : Fonds des médias du Canada.

Tableau D.7

Sommaire de la mesure d'aide au démarrage de productions cinématographiques et télévisuelles selon le type de production et le genre, ville de Québec, 2013 à 2018

	Projets ¹		Devis de l'étape de démarrage		Subvention	
	n	%	\$	%	\$	%
2013 à 2015						
Selon le type de production						
Longs métrages	11	47,8	757 969	56,1	229 592	48,3
Télévision	6	26,1	394 015	29,1	135 678	28,5
CMM et WS ²	6	26,1	199 779	14,8	110 400	23,2
Selon le genre						
Documentaires	8	34,8	347 043	25,7	158 474	33,3
Fiction et animation	15	65,2	1 004 720	74,3	317 196	66,7
Total	23	100,0	1 351 763	100,0	475 670	100,0
2016 à 2018						
Selon le type de production						
Longs métrages	11	45,8	854 620	62,4	281 204	47,9
Télévision	8	33,3	369 208	27,0	214 465	36,5
CMM et WS ²	5	20,8	145 811	10,6	91 926	15,6
Selon le genre						
Documentaires	6	25,0	262 542	19,2	145 110	24,7
Fiction et animation	18	75,0	1 107 097	80,8	442 485	75,3
Total	24	100,0	1 369 639	100,0	587 595	100,0

1. Le nombre de projets est plus petit que le nombre de demandes retenues indiqué à la figure 3-21 parce qu'un projet peut obtenir de l'aide à plus d'une reprise lors de la période en question.

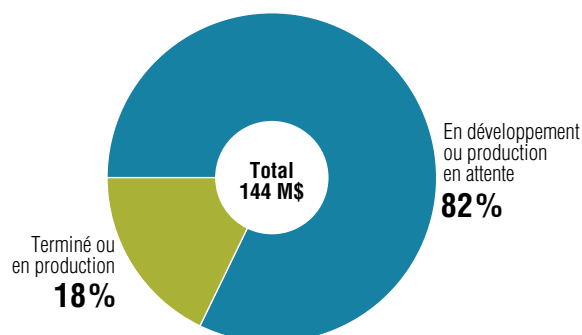
2. CMM et WS = courts et moyens métrages et webséries.

Source : Ville de Québec, Bureau des grands événements.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure D.2

Répartition de la valeur des devis de production de projets soutenus par la mesure d'aide au démarrage, selon l'état d'avancement, ville de Québec, 2010 à 2018¹



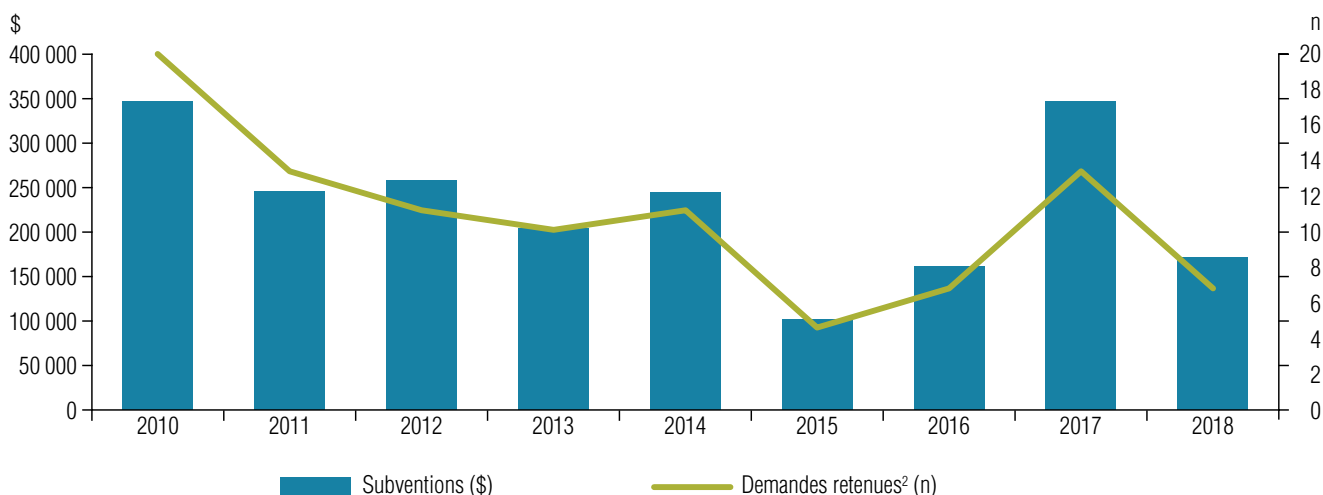
1. Excluant les projets abandonnés et les projets dont le devis est inconnu au moment de la compilation.

Source : Ville de Québec, Bureau des grands événements.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure D.3

Valeur totale des subventions accordées et nombre de demandes retenues par la mesure d'aide au démarrage, ville de Québec, 2010 à 2018¹



1. Selon l'année de dépôt des demandes d'aide. Il y avait trois périodes de dépôt de demandes en 2010, deux chaque année de 2011 à 2014, 2017 et 2018, et une en 2015 et en 2016.

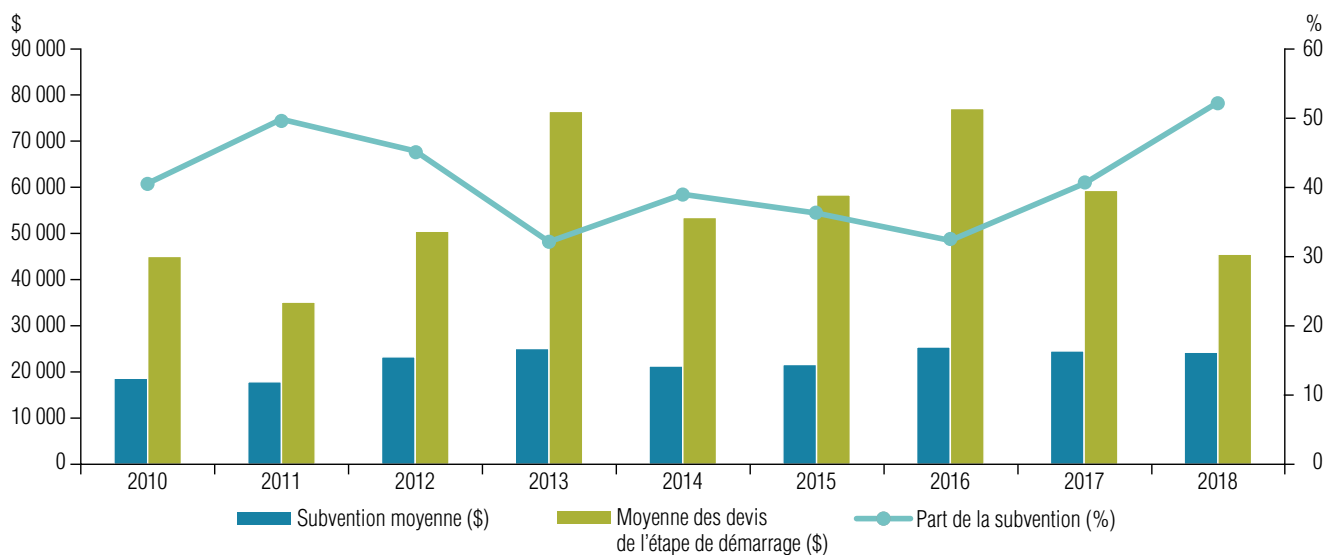
2. Le nombre de demandes retenues ici est plus grand que le nombre de projets soutenus parce qu'un projet peut obtenir de l'aide à plus d'une reprise.

Source : Ville de Québec, Bureau des grands événements.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure D.4

Valeur moyenne des devis de démarrage et des subventions des projets soutenus par la mesure d'aide au démarrage, ville de Québec, 2010 à 2018¹



1. Six projets ont obtenu de l'aide à deux périodes différentes. Ces projets sont dénombrés une seule fois, dans l'année de la première demande retenue.

Source : Ville de Québec, Bureau des grands événements.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau D.8

Tableau récapitulatif du soutien à la production cinématographique et télévisuelle, région de la Capitale-Nationale et ensemble du Québec, 2015-2016 à 2018

	Période	Capitale-Nationale		Ensemble du Québec		Part de la Capitale-Nationale	
		n	M\$	n	M\$	% (n)	% (M\$)
CIRQ ¹	2015-2016 à 2017-2018	107	23,9	1 657	393,0	6,5	6,1
Part québécoise du devis des productions admissibles au CIRQ ²	2015-2016 à 2017-2018	107	101,7	1 657	2 258,0	6,5	4,5
Contribution de la SODEC en production ³	2015-2016 à 2017-2018	5	2,9	219	57,8	2,3	5,1
Investissement de Téléfilm Canada en production	2015-2016 à 2017-2018	7	3,1	202	125,6	3,5	2,5
Financement versé par le Fonds des médias du Canada ⁴	2015-2016 à 2017-2018	49	6,0	777	294,3	6,3	2,0
Subvention de la mesure d'aide au démarrage de la Ville de Québec	2016 à 2018	24	0,6	...	...	...	...
Soutien de la mesure d'aide à la production de la Ville de Québec	2016 à 2018	10	1,0	...	...	...	...

1. Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

2. Il s'agit de la valeur moyenne de la part québécoise du devis des productions admissibles au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). La part québécoise du devis exclut l'apport des coproducteurs. Ces données ne tiennent pas compte des révisions des décisions préalables rendues au cours des années précédentes.

3. Incluant l'aide aux jeunes créateurs – production.

4. Les données pour la région de la Capitale-Nationale excluent deux projets autochtones.

Sources : Société de développement des entreprises culturelles.

SODEC, *Rapports annuels 2014-2015 à 2017-2018*, [En ligne]. [sodec.gouv.qc.ca/a-propos/publications/rapport-annuel-sodec/] (Consulté le 5 mars 2019).

Téléfilm Canada.

Téléfilm Canada, *Divulgence des subventions et des contributions*, [En ligne]. [telefilm.ca/fr/transparence/divulgence-proactive/subventions/rapports-par-trimestre]

(Consulté le 5 mars 2019).

Fonds des médias du Canada.

Ville de Québec, Bureau des grands événements.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Cette publication, élaborée avec la contribution de l'Association québécoise de la production médiatique (AQPM) et en partenariat avec la Table de concertation de l'industrie du cinéma et de la télévision de la Capitale-Nationale, l'Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS), la Guilde canadienne des réalisateurs (DGC), la Société des auteurs de radio, télévision et cinéma (SARTEC), l'Union des artistes (UDA) et l'Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec (ARRQ).

Les chapitres 1 et 2 présentent un portrait global de la production sur écran au Québec et de l'industrie de l'audiovisuel. L'information est détaillée dans onze sections additionnelles, parmi lesquelles sept portent sur la production (la production télévisuelle indépendante, la production cinématographique, les coproductions, la production étrangère et les services de production, la production interne des télédiffuseurs et la production pour médias numériques convergents). À cela s'ajoutent ensuite des statistiques sur la distribution, la télédiffusion, l'exploitation en salle ainsi que les entreprises de distribution de la radiodiffusion. Cette édition offre aussi un coup d'œil sur la production cinématographique et télévisuelle dans la région de la Capitale-Nationale.